

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**IMPACTS SOCIAUX D'UN TREMBLEMENT DE TERRE :
POPAYÁN ET LA RECONFIGURATION DES
ACTIONS COLLECTIVES APRÈS 1983**

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES URBAINES

PAR

SALVADOR DAVID HERNANDEZ

MARS 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article **11** du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

DÉDICACE

À la mémoire de Luis Calderon, Luis Solarte et Publio Salazar, les héros d'une révolution urbaine.

Ce mémoire a été écrit en hommage au travail collectif de personnes qui ont livré de dures luttes pour leur droit au logement après le tremblement de terre du 31 mars 1983, qui a secoué et détruit une partie importante de la ville de Popayán, en Colombie. Parmi les protagonistes de cet épisode historique, se retrouvent des personnes au parcours et à l'engagement social exemplaires, qui ont été capables de faire face à des circonstances difficiles et ont dû affronter la répression de l'État; certains ont laissé leur vie dans ces luttes. Nous avons tenté de reconstruire le déroulement de ces événements, des luttes menées par une population qui, n'ayant pas la possibilité d'accéder au marché immobilier et soumise aux impacts du tremblement de terre, a fait face à d'importants obstacles. Nous montrerons que leurs actions ont permis de modifier l'histoire urbaine de Popayán.

REMERCIEMENTS

À Helli, qui m'apprend, tous les jours, combien le bonheur est simple. Ce travail est traversé par sa voix.

À Leandro, pour son amitié inconditionnelle, son écoute et ses judicieux conseils.

À Jorge Guerrero, pour son support et sa généreuse amitié tout au long de mes études.

À Isabelle Hungerbühler, qui m'a poussé, avec l'amour d'une mère, à poursuivre mon chemin. Sans son support, cette expérience aurait été impossible.

À Anne Latendresse, pour avoir accepté de me superviser, de m'accompagner dans ce travail et pour la confiance qu'elle a placée en moi tout au long de sa direction. Elle m'a montré, par l'exemple, l'ouverture d'esprit et la générosité du peuple québécois.

À Nicolás López, avec qui j'ai commencé cette recherche. Nous avons partagé notre intérêt pour la ville, notre amitié et notre parcours. Sans l'appui que ses données m'ont procuré, cette recherche aurait été incomplète.

À ma famille, qui a contribué à l'élaboration de ce travail, toujours avec générosité et parfois sans le savoir. À ma mère, qui a fait de moi ce que je suis maintenant; Camilo, Antonio, Karen, Christian et Alfonso merci pour votre amour.

À l'Université du Cauca, qui m'a permis de développer une partie importante de cette recherche dans le cadre du cours « Penser la ville », ainsi qu'aux étudiants qui y ont participé. Leurs questions ont nourri mes réflexions.

À l'UQAM, qui m'a supporté financièrement et académiquement pendant mes études.

Enfin, j'aimerais remercier pour leur support indirect dans ce travail, pour leurs commentaires et leurs conseils, les professeurs suivants: Paul Bodson, Richard Morin, Winnie Frohn, Catherine Trudelle, Zamira Diaz et André Noël Roth.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	ix
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	4
PROBLÉMATIQUE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	4
1.1 Problématique.....	4
1.1.1 Le contexte latino-américain : Émergence des mouvements sociaux et de la crise urbaine.....	4
1.1.1.1 L'émergence des mouvements sociaux	4
1.1.1.2 La crise urbaine.....	9
1.1.2 La situation Colombienne : entre répression et centralisme.....	12
1.1.3 Popayán: le séisme et la transformation de la ville	20
1.1.4 Quelques repères conceptuels	26
1.1.4.1 L'action collective	26
1.4.1.2 Les mouvements sociaux	27
1.4.1.3 Le rapport entre l'action collective, les mouvements sociaux et l'action de l'État (changement politique)	27
1.1.5 Question de recherche	28
1.1.6 Objectif général.....	29
1.1.7 Hypothèses.....	29
1.1.8 Sous-questions de recherche	30
1.1.9 Objectifs spécifiques	30
1.2 Démarche Méthodologique.....	31
1.2.1 Le choix des outils	32
1.2.2 Le territoire étudié.....	34
1.2.3 La période couverte par l'étude	35
1.2.4 Première partie. L'analyse documentaire	35
1.2.4.1 Avantages de la méthode d'analyse de presse.....	36
1.2.4.2 Désavantages de la méthode d'analyse de presse.....	37
1.2.4.3 Méthode de collecte	37
1.2.5 Deuxième partie. L'entrevue semi-dirigée (ESD).....	39
1.2.5.1 Les schémas de l'entrevue	40

1.2.5.2 Considérations éthiques	40
1.2.6 Outils de traitement des données pour L'AD et L'ESD	41
1.2.7 Échantillon	41
1.2.8 Contribution scientifique et pertinence sociale	42
 CHAPITRE II :	 44
 CADRE CONCEPTUEL ET CONTEXTUEL	 44
2.1 Cadre conceptuel : Aperçu général	44
2.1.1 Action collective : L'individualisme méthodologique, la théorie de la mobilisation de ressources et la théorie de la structure d'opportunité politique	45
2.1.2 Les mouvements sociaux	51
2.1.3 Le <i>locus</i> urbain et les mouvements sociaux urbains	55
2.1.4 Recherche de changement politique et contention	58
2.1.5 L'action sociale et les acteurs de la société civile	60
 2.2 Cadre situationnel	 62
2.2.1 La contradiction société-État en Amérique latine	62
2.2.2 La décentralisation en Colombie	63
2.2.3 La politique de logement en Colombie	69
2.2.4 Contexte historique local	72
2.2.4.1 La ville coloniale	72
2.2.4.2 De la ville lettrée latino-américaine à la ville industrielle : Tracé urbain	73
2.2.4.3 Popayán, élites du pouvoir et clientélisme	77
2.2.4.4 Le tremblement de terre et la transformation de la ville	80
2.2.4.5 Normativité de la construction urbaine à Popayán	82
 2.3 Conclusions du chapitre II	 84
 CHAPITRE III : RÉSULTATS ET ANALYSES	 86
3.1 Rappel des hypothèses et structure du chapitre	86
3.2 Changements dans les actions collectives	87
3.2.1 Changements quantitatifs dans les actions collectives après le tremblement de terre de 1983	87
3.2.1.1 Augmentation des actions collectives en 1983: entrevues	89
3.2.1.2 Changement dans le nombre de participants dans les actions collectives	91
3.2.2 Changements qualitatifs dans les actions collectives	92
3.2.2.1 Analyse diachronique : Actions collectives avant le séisme	93
3.2.2.1.1 La mobilisation contre le <i>Mapa educativo</i>	98
3.2.2.1.2 Autres acteurs syndicaux	98
3.2.2.1.3 L'action collective des organisations de quartiers et la répression paramilitaire	99

3.2.1.1.4 Sujets des actions collectives en 1982.....	101
3.2.1.1.5 Les types d'actions collectives.....	103
3.2.1.2 Analyse diachronique : les actions collectives en 1983, changements qualitatifs dans l'action collective, émergence de nouveaux acteurs, coordination des luttes et persécutions	104
3.2.1.2.1 Les invasions	107
3.2.1.2.2 La coordination des actions : les comités autonomes et la naissance de la coordonnatrice des bidonvilles	109
3.2.1.2.3 La Coordonnatrice des bidonvilles	113
3.2.1.2.4 La tente du parc Benito-Juarez.....	115
3.2.1.2.5 La caravane jusqu'à Bogotá.....	121
3.2.1.2.6 Le retour à Popayán et la persécution.....	123
3.2.1.2.6 Les enterrements.....	127
3.2.1.2.7 Les changements politiques de 1983.....	130
3.2.1.2.8 La coordonnatrice des bidonvilles après les assassinats.....	132
3.2.1.2.9 Les sujets de mobilisation en 1983.....	134
3.2.1.3 Les actions collectives des années 1984 et 1985	135
3.2.1.3.1 L'Institut de crédit territorial (ICT) et son rôle comme fournisseur de crédit	137
3.2.1.3.2 1984 et la continuation de l'action collective liée aux invasions	138
3.2.1.3.3 L'arrivée des politiciens dans les bidonvilles et la mort officielle de la coordonnatrice	142
3.2.1.3.4 Les actions collectives en 1985	143
3.2.1.4 L'entrée dans la citoyenneté.....	146
 CONCLUSION	 149
 GLOSSAIRE.....	 153
 BIBLIOGRAPHIE	 156

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Lutttes sociales en Colombie 1979-1992.....	16
Figure 2 : Terremoto en Popayán.....	20
(Tremblement de terre à Popayán), F. Botero.....	20
Huile sur toile.....	20
Figure 3 : Bidonvilles de <i>Los Campos</i> (Popayán) en 1984.....	23
Figure 4. Carte de Popayán en 1985.	24
Figure 5. Triangle valeurs-données-théorie	31
Figure 6. Localisation de la ville de Popayán	34
Figure 7 : Explication de.....	59
la contention politique.....	59
Figure 8 : Schème du rapport société civile-État	61
Figure 9 : Église de Popayán endommagée par le séisme de 1983.....	80
Figure 10 : Centre historique de Popayán après le séisme de 1983.....	81
Figure 11 : Immeubles de Popayán endommagés par le séisme de 1983.	81
Figure 12 : Nombre d'actions collectives par année.....	88
Figure 13. Nombre moyen de participants par action collective selon l'année	91
Figure 14 : Acteurs des actions collectives en 1982	96
Figure 15 : Photo d'une manifestation du FECODE à Bucaramanga.....	97
contre la réforme éducative (24 août, 1982).	97
Figure 16 : Proportion (%) des actions collectives en fonction	101
des sujets de mobilisation pour l'année 1982	101
Figure 17 : Type de manifestation, année 1982	103
Figure 18 : Proportion (%) des acteurs des mobilisations en 198.....	105
Figure 19 : La tente du parc Benito-Juarez.....	116
Figure 20 : Photo résumant le travail de Lucho Calderon	117
dans la Coordinatrice des bidonvilles	117
Figure 21 : La caravane de la Coordinatrice des bidonvilles arrive à Bogota	121
Figure 22 : La caravane de la Coordinatrice des bidonvilles sur la Place Bolivar, 122	122
en attente d'un entretien avec le Président.....	122
Figures 23, 24 : Cérémonie de l'enterrement de Lucho Calderon	128
Figure 25 : Graffiti dénonçant les assassinats.....	133
Figure 26 : Sujets des mobilisations de 1983.....	134
Figure 27 : Acteurs des actions collectives de 1984	139
Figure 28 : Sujets des actions collectives, 1984.....	140
Figure 29 : Types de manifestations, 1984	141
Figure 30 : Graphique des acteurs, actions collectives de 1985	144
Figure 31 : Graphique des sujets des manifestations de 1985	145
Figure 32 : Types de manifestations, 1985	146

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

- ANUC** : *Asociación nacional de usuarios campesinos* (Association nationale d'usagers paysans)
- ASFADES** : *Asociación de familiares de desaparecidos de Colombia* (Association des familles de disparus de Colombie)
- ASOINCA** : *Asociación de institutores del Cauca* (Association des enseignants du Cauca)
- BCH**: Banco central hipotecario (Banque centrale hypothécaire)
- BIRD**: Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- DAS** : *Departamento administrativo de seguridad* (Département administratif de la sécurité)
- CAV**: Corporaciones de ahorro y vivienda (Corporations d'épargne et d'habitation)
- CENAC** Centro de estudios de la construcción y el desarrollo urbano y regional (Centre d'études et de la construction et du développement urbain et régional)
- CRC**: Corporación para la reconstrucción y el desarrollo del departamento del cauca (Corporation pour la reconstruction et le développement du département du Cauca)
- CRIC** : *Comité regional indígena del Cauca* (Comité regional autochtone du Cauca)
- DANE**: Departamento administrativo nacional de estadísticas (Département administratif national de statistiques)
- DNP**: Departamento nacional de planeación (Département national de planification)
- ESD** : entrevue semi-dirigée
- ELN**: *Ejercito de liberación nacional* (Armée de libération nationale)
- EPL**: *Ejercito popular de liberación* (Armée populaire de libération)
- FECODE** : *Federación colombiana de educadores* (Fédération colombienne des éducateurs)
- FARC**: Forces armées révolutionnaires de Colombie
- J.A.C**: Junta de acción comunal (Comité d'action communautaire)
- ICT**: Instituto de crédito territorial (Institut de crédit territorial)
- INURBE**: Instituto nacional de vivienda de interés social y reforma urbana (Institut national de logement d'intérêt social et de réforme urbaine)
- MAC**: *Movimiento anti-comunista* (Mouvement anti-communiste)
- MAS** : *Muerte a secuestradores* (Mort aux kidnappeurs)

MS : mouvements sociaux

MSU : mouvements sociaux urbains

M19: *Movimiento guerrillero 19 de abril* (Mouvement de guérilla du 19 avril)

NMS : nouveaux mouvements sociaux

PIN : *Plan de integración nacional* » (Plan d'intégration national)

PNR: *Plan nacional de rehabilitación* (Plan national de réhabilitation)

PP : politique publique

PRT : *Partido revolucionario de los trabajadores* (Parti révolutionnaire des travailleurs)

UPAC: *unidades de poder adquisitivo constante* (unité de pouvoir adquisitif constant)

RÉSUMÉ

Ce mémoire aborde la relation entre les tragédies naturelles, les actions collectives, les mouvements sociaux et les changements politiques. Dans cette optique, une étude de cas a été réalisée, celle du tremblement de terre de 1983 qui a affecté la ville de Popayán (Colombie). Ce travail montre la naissance et l'évolution d'un mouvement social, la Coordinatrice des bidonvilles, qui a tenté de coordonner les actions collectives liées au problème du logement après le séisme. Sur le plan théorique, ce mémoire s'appuie sur la théorie de l'action collective, en abordant la théorie de la mobilisation des ressources de Tilly et celle des mouvements sociaux, avec une emphase sur les mouvements sociaux urbains, tels que définis par Castells.

Ce mémoire tente de répondre à la question de recherche suivante : Quelle a été l'incidence du tremblement de terre de 1983 en Colombie sur la dynamique des actions collectives, sur l'apparition et le développement de mouvements sociaux pour le logement à Popayán, ainsi que leurs effets sur la politique de logement de la ville. Pour répondre à cette question, trois hypothèses sont proposées : 1) Le tremblement de terre de 1983 en Colombie a affecté une partie importante de la population des locataires, ce qui a entraîné un changement notable dans le nombre d'actions collectives, leurs types et le nombre de participants qui ont pris part à ces actions à Popayán, 2) Les actions collectives engendrées par le tremblement de terre ont produit des effets en ce qui concerne l'apparition et le développement de mouvements sociaux pour le logement et ont aussi influencé les stratégies de négociation et de lutte des mouvements sociaux urbains à Popayán, 3) Les changements dans les actions collectives et les mouvements sociaux urbains ont entraîné des effets politiques en ce qui concerne la politique de logement à Popayán.

Pour valider ces hypothèses, deux méthodes ont été choisies : l'analyse documentaire (recension de presse) et l'entrevue semi-dirigée. Pour cette étude de cas, une période de quatre ans, incluant les années 1982-1985, a été délimitée. L'étude sur les changements dans les actions collectives provoqués par le tremblement de terre a été développée après construction d'une base de données faite à partir d'articles de journaux. Cette base de données a pris en compte les variables suivantes : acteurs qui ont participé, nombre de participants, motifs de l'action collective, type d'action collective. Ces variables ont été analysées en fonction de l'année où ces événements se sont déroulés. Les personnes interviewées ont été sélectionnées à partir de cette base de données, en fonction de leur relation avec les mouvements sociaux impliqués dans cette étude de cas. Les résultats démontrent que le tremblement de terre a entraîné une modification quantitative en termes du nombre d'actions collectives et du nombre de participants et des modifications qualitatives en ce qui concerne les acteurs impliqués, les raisons de la mobilisation et le type d'action qu'ils ont développé. Les actions collectives se sont transformées après le tremblement de terre, en passant d'actions liées aux questions de travail à des actions concentrées sur la recherche d'une solution au problème structurel de logement. En ce qui concerne les mouvements sociaux, nous montrons que le processus de coordination des actions collectives liées au logement a donné lieu à la naissance d'un mouvement social, la Coordinatrice des bidonvilles. Ce mouvement a été réprimé et leurs membres persécutés jusqu'à ce que ce

groupe finisse par se désintégrer. Finalement, nous analysons la relation entre les actions collectives et la modification de la politique de logement à Popayán, à travers la création de la Corporation pour la reconstruction du Cauca. Cette recherche démontre, enfin, que les circonstances créées par des tragédies naturelles peuvent créer de forts liens de solidarité et d'identité entre des personnes, qui s'organisent pour la défense de leurs droits fondamentaux et deviennent ainsi des sujets de leur propre histoire.

Mots-clés : action collective, mouvement social, mouvement social urbain, tremblement de terre, Popayán, politique de logement

INTRODUCTION

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. (Marx, 1976; p. 1).

Les tragédies naturelles impliquent des changements profonds en ce qui concerne la mobilisation sociale et les actions collectives. Très peu d'études sont cependant centrées sur l'action collective développée lors de contextes de désastres. En fait, dans notre recension des écrits, nous n'avons rencontré aucun texte développant une recherche directement sur ce thème. Dans la plupart des cas, les réponses des communautés face aux tragédies ont uniquement été étudiées en fonction des effets que ces tragédies ont eus sur les mouvements sociaux dans le court terme (Arreola, 1986; Bonilla, 1984; Marván, 1987; Massolo, 1986), sur le nombre de victimes et sur la structure urbaine. Toutefois, comment ces tragédies ont-elles influencé les actions collectives? Il est logique de considérer que les changements physiques et sociaux provoqués par ce type d'événements modifient à la fois l'ampleur de la mobilisation collective, les acteurs qui participent à ces actions, leurs motifs et leurs stratégies de mobilisation. Ces changements ayant lieu sur le plan de la mobilisation sociale influencent à leur tour les mouvements sociaux, en engendrant de nouvelles dynamiques et en promouvant l'apparition de nouveaux mouvements sociaux, souvent liés au logement. Dans notre recension des écrits sur l'action collective, nous avons noté deux lacunes majeures. La première est le manque d'études sur les rapports entre l'action collective et les tragédies d'origine naturelle. La seconde est le manque d'études sur le processus de transformation rencontré lorsque des actions collectives isolées se coordonnent et se convertissent en mouvements sociaux. L'étude de cas présentée ici nous permettra d'apporter une contribution sur ce sujet.

Le thème du rapport entre les tragédies naturelles et l'action collective est intéressant à cause des conséquences de ces tragédies sur l'action collective. Dans notre recension des écrits, nous avons remarqué que les références traitant de l'étude de l'action collective suivant des désastres naturels sont marginales. Parmi celles-ci, on retrouve celle de Yamayura (2008), qui a étudié le capital social et, marginalement, l'action collective au Japon, ainsi que celle de Ned et al. (2008), qui est centrée sur la relation entre le conflit politique et les tragédies d'origine naturelle. Cependant, aucune des études recensées n'était dédiée aux effets de ces tragédies sur les actions collectives et sur les mouvements sociaux. Ce mémoire vise donc à éclaircir ces processus, par l'utilisation de deux méthodes classiques dans l'étude de l'action collective et des mouvements sociaux : l'analyse de la presse écrite comme source de données sur l'action collective et l'entrevue semi-dirigée d'acteurs principaux.

Nous aborderons le rapport existant entre le tremblement de terre de 1983 et la transformation des dynamiques, des pratiques et des types d'actions collectives qui ont eu lieu à Popayán (Colombie) entre les années 1982 et 1985, ainsi que les rapports entre ces actions collectives, les mouvements sociaux et les changements politiques qui ont suivi. Pour analyser ces phénomènes sociaux, nous avons réalisé une analyse diachronique, dans laquelle nous avons étudié les dynamiques des actions collectives avant et après le tremblement de terre. Nous montrerons que les effets du tremblement de terre sur la dynamique sociale, bien que de nature totalement différente aux effets physiques du séisme, ont aussi été très importants. Les changements dans les actions collectives provoqués par le séisme ont favorisé la création d'un mouvement social, la Coordinadora des bidonvilles (*Coordinadora de asentamientos*), qui, pour la première fois dans l'histoire de Popayán, a entrepris des actions qui ont eu des impacts réels en ce qui concerne le logement dans cette ville. Nous mettrons en évidence comment les actions collectives entreprises pendant cette période et ce mouvement social ont réussi à provoquer des changements majeurs dans la politique de logement de cette ville.

Le texte est divisé, dans sa présentation, en quatre parties constituant des chapitres indépendants. Le premier chapitre développe la problématique, la question de recherche et les stratégies méthodologiques. En ce qui concerne la problématique exposée dans la

première partie du Chapitre I, nous abordons le rapport entre la crise urbaine et l'émergence des mouvements sociaux en Amérique latine, en contextualisant le cas colombien et le cas de Popayán, pour arriver ensuite à la question de recherche. La deuxième partie du chapitre I expose les hypothèses et la stratégie méthodologique choisie pour répondre à la question de recherche. Dans cette partie, nous décrivons les principales composantes de la méthodologie, ainsi que les outils de collecte et d'analyse de données.

Dans le deuxième chapitre, nous présentons le cadre théorique et le cadre contextuel. Dans le cadre théorique, nous abordons le rapport entre la ville et les conflits, pour ensuite définir les catégories analytiques sur lesquelles l'étude se base : l'action collective, les mouvements sociaux et le changement politique. Dans le cadre contextuel, nous présentons les processus de décentralisation et le contexte institutionnel de la politique de logement en Colombie pendant les années 1980, ainsi qu'une contextualisation de la ville de Popayán à partir des tensions entre la « ville lettrée » (Rama, 1984) et la « ville moderne » (Romero, 1976; Coraggio, 1991).

Le troisième chapitre présente les résultats de la recherche. Nous y analysons les changements qui ont eu lieu dans les actions collectives après le tremblement de terre. Ces changements ont été analysés après construction d'une base de données, élaborée à partir d'une recension de presse basée sur le journal le plus complet dans cette région, *El liberal*. Nous montrons aussi le processus de création de la Coordonnatrice des bidonvilles (principalement basé sur les entrevues de 15 acteurs). Finalement, les rapports entre le tremblement de terre et les changements dans la politique de logement ont été mis en évidence.

Le quatrième chapitre présente les conclusions liées à la vérification des hypothèses proposées et quelques réflexions finales sur l'inclusion des « envahisseurs » dans l'espace public urbain de Popayán.

L'histoire est faite par des hommes et des femmes même s'ils la font dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies... L'histoire n'est pas le résultat de quelque action humaine mystérieuse et transcendante, mais non plus les hommes et les femmes sont des marionnettes des « forces » historiques. Leurs actions constituent le point dans lequel la tension constante entre nécessité et liberté se résout momentanément (Da Costa, cité par Archila (1998), traduction libre, p. 29)

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Problématique

1.1.1 Le contexte latino-américain : Émergence des mouvements sociaux et de la crise urbaine

1.1.1.1 L'émergence des mouvements sociaux

Les années 1980 ont été très importantes en ce qui concerne la transformation de la réalité urbaine latino-américaine. Cette transformation n'a pas uniquement consisté en une modification spatiale ou démographique de l'espace urbain. Elle a également impliqué des changements sur le plan des relations de pouvoir dans l'espace local (Castro, 1984) : de nouveaux acteurs locaux sont apparus, tels les mouvements sociaux et civiques, et de nouvelles dynamiques ont fait leur entrée en scène, telles que la crise urbaine¹ et sa réponse administrative, la réforme urbaine. Ces changements dans la réalité urbaine, l'émergence de

¹ Nous concevons la crise urbaine comme l'augmentation des problèmes urbains causés par un processus d'urbanisation accéléré. Ce processus d'urbanisation a dépassé les capacités de réponse des gouvernements face aux nécessités de la population, ce qui a généré une crise en ce qui concerne l'offre des services essentiels dans une ville : logements, services publics, équipements collectifs. Cette offre, nettement insuffisante par rapport à la demande croissante due aux nouveaux habitants de la ville, a engendré une mobilisation sociale intense de la part des citoyens qui demandent ces services et de la part des mouvements sociaux qui luttent pour l'amélioration de la qualité de vie de ces nouveaux habitants.

nouveaux acteurs et de nouvelles dynamiques, se sont traduits, sur le plan conceptuel, par le développement de nouveaux outils analytiques qui ont permis de renouveler l'interprétation des conditions sociales et politiques de l'époque. D'une part, l'apparition de « nouveaux mouvements sociaux » (Escobar et Alvarez, 1992; Santos, 2004) permet d'illustrer des changements qui se sont développés graduellement sur le plan des relations entre ce qui est local, ce qui est national et ce qui est global. D'autre part, le problème de la « crise urbaine » (Castells, 1981; Valhadares et Coelho, 1994) et ses expressions les plus immédiates, la « peri-urbanización » (péri-urbanisation) et la « periferización » (périphérisation², Kowarick, 1983) ont influencé la génération des conflits entre les acteurs urbains. Ces deux types de problèmes, soit l'émergence des mouvements sociaux et la crise urbaine, étant donné leur ampleur et leurs impacts, ont engendré, à leur tour, des réponses institutionnelles³ que nous pourrions résumer, pour des fins d'analyse, par deux types de réformes. Pour ce qui est du problème lié à l'émergence des mouvements sociaux, la solution adoptée par les gouvernements a été la *décentralisation administrative*. Les gouvernements ont considéré la décentralisation administrative comme une façon de reconfigurer les relations entre les niveaux local et national, ainsi que comme une nécessité pour faire face à la concurrence économique au niveau régional, tel que cette concurrence a été imposée par la néolibéralisation et la concurrence globale (Mattos, 1989). Pour ce qui est du deuxième problème, soit la crise urbaine, la solution proposée a consisté en une politique de *réforme urbaine* (Zicardi, 1997) qui impliquait, au moins formellement en Amérique latine, la démocratisation de l'accès à la propriété de la terre dans le milieu urbain et qui était fondée sur l'adoption de politiques de crédit pour le logement et la construction.

La crise urbaine et les mouvements sociaux ont engendré une vaste littérature, visant principalement à démontrer la relation entre les « mouvements sociaux » et les changements

² La périurbanisation est liée au processus d'expansion physique de la ville. Elle est définie comme l'urbanisation qui se produit en périphérie des villes et qui déplace l'espace rural au profit de l'espace urbain. La périphérisation, par contre, se réfère à la ségrégation spatiale des personnes pauvres dans les périphéries de la ville, comme on le voit dans les villes latino-américaines.

³ Celles-ci ont impliqué de profonds changements dans le rôle de l'État et ont servi de cadres pour une réforme structurelle qui a été connue sous le nom de « réforme de l'État » (Pereira, 1998; Fleury, 2002). Cette réforme a créé le cadre institutionnel nécessaire à la mise en oeuvre du « modèle néolibéral » (Ahumada, 1996).

politiques qui ont commencé à prendre forme dans la région. De plus, les années 1980 ont constitué, en Amérique latine et dans l'Europe de l'Est, les années « de la seconde vague de démocratisation » (Cohen et Arato, 1992). Ce panorama politique implique donc des dimensions locales, nationales et globales déterminantes qui ont donné lieu, sur le plan théorique pour les études sur l'Amérique latine (Bejarano, 1999), à l'émergence du concept de société civile et à sa constante invocation conceptuelle. La société civile était vue comme l'agent principal de changement dans les processus de démocratisation et comme l'avant-garde de la lutte contre l'autoritarisme dérivé de la guerre froide (Kissinger, 1995 et Coatsworth, 1993), qui visait le contrôle de la périphérie mondiale (système centre-périphérie tel que montré par Braudel, 1985). Cette émergence de la mobilisation sociale dans la région venait à la suite d'une décennie qui avait été profondément marquée par des dictatures militaires dominant le panorama politique en Amérique latine.

La mobilisation sociale était dirigée par des « mouvements sociaux » qui avaient construit des répertoires d'action et de protestations (Archila, 1998) face à l'État. Ces répertoires de réponse et de protestation étaient principalement fondés sur les mobilisations et les marches de protestation. Ces mouvements ont été vus comme des acteurs opposés aux régimes autoritaires au niveau local et, à cause de cela, comme des agents ayant produit d'importants changements sur le plan administratif, en plus d'incarner des agents de changements concernant les relations entre les niveaux local et national. Le contenu de ces revendications urbaines et rurales exprimées par les mouvements sociaux marque, pendant cette période (années 1980), la discussion sur la décentralisation et illustrera la nécessité, au niveau politique, d'instaurer une réforme institutionnelle en matière de politique urbaine. **Le rapport entre l'action collective, les mouvements sociaux et le changement politique** constitue l'élément central de notre étude.

Il est nécessaire de clarifier que les revendications des mouvements sociaux visaient à répondre aux carences qui existaient dans leur environnement. Les actions développées tout au long des années 1980 en Amérique latine ont d'abord été des actions isolées, qui provenaient de groupes cherchant à garantir des droits qu'ils considéraient essentiels et qu'ils voyaient affectés. Parmi ces droits, on peut inclure: le droit à la santé, au travail, à l'espace public, à l'accès aux services publics et le droit au logement. Les revendications reliées au

droit au logement constitueront, en fait, un des principaux thèmes développés dans cette recherche. Cette série d'actions isolées, venant de populations touchées par des problèmes spécifiques et considérés comme urgents, a généré une telle mobilisation sociale pendant cette période, que les mouvements sociaux n'ont eu d'autre choix que de tenter une coordination politique et identitaire lors de leurs différentes luttes. La **transition qui s'est opérée entre des actions collectives isolées et des mouvements sociaux** organisés vis-à-vis des problèmes urbains constitue aussi un élément central de cette recherche.

Les populations pauvres et marginalisées qui, pendant l'application de la doctrine de la sécurité nationale, avaient vécu sous des dictatures ou des démocraties « restreintes », caractérisées par des « états d'exception permanents », qui avaient été négligées ou, simplement, avaient été oubliées par le système politique, alors matérialisé par le gouvernement central, ont commencé à se mobiliser sur des problèmes spécifiques qui les touchaient de manière criante. La protestation n'avait pas, à ce moment, un sens politique associé à la lutte contre un régime. Elle était plutôt produite par des contradictions spécifiques dérivées de l'existence formelle de droits mais de leur non-application réelle.

Les demandes croissantes de la population urbaine, dans le cas latino-américain en général et dans le cas colombien en particulier, ont fait leur apparition dans le contexte d'un processus d'urbanisation accéléré, manquant de planification, et avec une absence d'institutions capables de répondre aux problèmes de l'urbanisation (e.g. manque de logements, d'aqueducs, etc.). En ce sens, la réalité a débordé le contenu des cadres institutionnels et a créé des espaces sociaux urbains qui, en dehors de l'État et de la planification, ont produit d'importants processus politiques de mobilisation. Les études menées à l'époque par Castells (1983), Cuervo et al. (1988), Cardoso (1983) et Beatriz López de Mesa (1991), entre autres, sont révélatrices de l'existence d'un processus de rupture territoriale et symbolique, opposant une ville « légale » et une ville « illégale », qui coexistaient en tension permanente dans l'espace urbain latino-américain. Cette dualité entre légalité et illégalité, ordre et chaos, espace institutionnel et espace anarchique et civilisation et barbarie reflète une constante dans le monde des études latino-américaines. Par exemple,

cette dualité typique est bien illustrée dans le livre d'Angel Rama (*La ciudad letrada*, 1984) et peut être symbolisée par la dynamique d'espaces « vides⁴ » et d'espaces de « civilisation », tels que créés par la ville lettrée coloniale pendant le processus de colonisation. Cette même idée de dualité est aussi développée par José Luis Romero (1976), dans la description historique de l'évolution urbaine en Amérique latine, dans son livre *Latinoamerica : las ciudades y las ideas* (Amérique latine : les villes et les idées). Selon Romero, le processus d'urbanisation accélérée en Amérique latine a provoqué un phénomène de croissance anarchique qui s'est effectué en dehors des institutions et de la légalité. Dans ces textes, ces auteurs nous montrent le processus d'urbanisation et de colonisation en Amérique latine comme un processus contradictoire au point de vue spatial, entre un ordre central institué et une anarchie périphérique.

Dans une optique similaire, Boaventura de Souza (2001) propose une interprétation selon laquelle, dans le cas latino-américain, nous nous trouvons face à une double logique territoriale et institutionnelle, soit une logique centre-périphérie. Au centre de cet espace, nous rencontrons une partie de la population et du territoire qui, formellement, sont contrôlés par l'État et où la présence des institutions garantit l'accomplissement des normes juridiques et l'existence d'un *État de droit*. Toutefois, comme autre face de cette dynamique territoriale, nous retrouvons également, en périphérie cette fois-ci, un territoire où prédomine l'*état de nature* et, par conséquent, où l'État et les institutions n'existent pas ou ne font pas acte de présence. Cette périphérie est donc établie hors de toute logique institutionnelle et, par conséquent, est dominée par la violence du plus fort. Ordre et désordre, droit et anarchie symbolisent les deux faces de la même réalité bifrontale, telle qu'elle avait été illustrée dans l'Antiquité par le dieu Janus.

En Amérique latine, le processus d'urbanisation illégale porte différents noms : *asentamientos*, *villas miseria*, *pueblos nuevos*, *invasiones*, *tugurios* (bidonvilles, villes misère, peuples nouveaux, invasions). Cette urbanisation illégale contredit, au niveau local, l'urbanisation légale caractérisée par un processus de planification et de réglementation

⁴ Pendant la colonisation, les villes latinoaméricaines constituaient des centres de civilisation hispanique en Amérique, tandis que les périphéries étaient conçues comme des espaces « vides », sans culture et ni civilisation, et, en ce sens, sujettes à l'appropriation par la force.

préalable, tel qu'effectué par les institutions locales chargées de la planification territoriale. Cette opposition entre un monde institutionnel qui ordonne et planifie la ville et une réalité qui déborde son contenu est démontrée, d'une part, par la répression violente faite par l'État contre les habitants et les promoteurs de ces formes d'urbanisations illégales et, d'autre part, par les réponses organisationnelles de groupes et de personnes qui se sont placées en dehors de la légalité par nécessité, par l'intermédiaire de leur lutte pour un logement digne. Les mouvements sociaux de cette période se caractérisent par une mobilisation constante basée sur le droit au logement. Pour les chercheurs se consacrant au phénomène, ce type de mouvements sociaux, nés de la coordination d'actions collectives en lien avec le droit au logement, ont été appelés des mouvements « vivierendistas » (mouvements pour le logement). Tel que nous le montrerons ultérieurement, ces mouvements ont eu de grandes répercussions sur la réalité urbaine en Amérique latine.

1.1.1.2 La crise urbaine

La croissance illégale et accélérée des villes a détruit toute idée de planification et de contrôle urbanistique. La plupart des villes ont crû sans règles ni ordre, comme un ensemble hétérogène de personnes et de bâtiments. En Amérique latine, les processus d'urbanisation rapides ont produit un chaos et des problèmes auxquels il a été difficile de répondre administrativement. Les manifestations les plus évidentes de la crise urbaine sont la croissance illégale des villes et l'augmentation du phénomène d'invasion de terrains. La ville latino-américaine, héritière du passé colonial hispanique, allait faire place à une ville moderne (Romero, 1976), construite en fonction de règles et de schèmes urbains déterminés par le pouvoir politique local (et non colonial). Ces caractéristiques modernes se sont toutefois opposées à une « autre » ville, une ville illégale logée dans les périphéries urbaines.

La crise urbaine s'est manifestée non seulement à travers la pauvreté et l'accès inéquitable à la propriété urbaine, mais aussi par un système complexe de déséquilibres urbains, de conflits et de problèmes liés à la satisfaction des besoins collectifs et individuels. Cependant, la manifestation majeure de cette iniquité peut surtout être mise en

évidence par l'apparition d'un système discriminatoire de droits et de citoyenneté, fondé sur le rapport centre-périphérie exposé précédemment. Ce rapport, entre un centre physique et administratif où existe un ordre légal garanti par l'État pour l'exercice des droits et des obligations juridiques des citoyens, et une périphérie où règne l'état de nature hobbesienne et, par conséquent, où la citoyenneté n'existe pas ou n'est pas pleinement reconnue, a formé le fondement d'une crise de gouvernabilité permanente dans les États latino-américains. La coexistence de ces deux réalités implique donc une importante crise de l'État et de son rôle. Tel que montré par Fleury (1999): « le principal problème du gouvernement en Amérique latine est celui de l'existence formelle d'un État de droit et de sa contradiction, avec l'existence parallèle d'une société archaïque ». Ainsi, ceci signifie qu'on retrouve une contradiction entre une réalité formelle visée et une réalité matérielle qui l'outrepasse. Sur le plan urbain, cette contradiction est démontrée par la concentration des activités et des services urbains dans les centres et le manque de ces mêmes services dans la périphérie urbaine. Castells illustre cette réalité de la crise urbaine de manière éloquent dans le passage suivant:

« D'abord, nous dirons qu'il existe une concentration d'activités et de population en termes spatiaux [...] Cette concentration de population est, par exemple, le résultat de l'exode rural provoqué, mais elle est aussi le produit d'une concentration d'activités dérivées de la convenance de quelques grandes entreprises [...]. Une telle concentration d'activités produit, d'une part, dans les grandes concentrations urbaines, une congestion d'activités et la création d'un système de carence de ressources pour pouvoir subvenir aux nécessités de la population et des activités qui y sont concentrées... Dans ces villes, se produit une crise des services d'infrastructures urbains, de l'assainissement, de l'éducation, de la santé, du transport, etc. c'est-à-dire de tout ce qui concerne les activités et les fonctions absolument nécessaires à l'existence de toute grande ville [...]. Le logement se transforme en un bien de plus en plus rare, c'est-à-dire qu'il est de plus en plus difficile pour les mécanismes tant économiques qu'institutionnels de production et de distribution de logement de subvenir aux besoins de logement de la population. Ceci conduit à une situation où, dans la mesure où il y a un besoin de logements, et que de tels besoins ne sont pas satisfaits, on procède à l'autoconstruction de logement populaires et à l'invasion de terrains » (Castells, 1988, p. 16-17, traduction libre)

La difficulté de concilier un État moderne avec une société archaïque ou, en d'autres mots, l'existence d'un ordre juridique moderne basé sur l'égalité de droits dans un environnement

d'inégalités économiques profondes (Fleury, 1999), crée une relation Société-État difficile. Ceci est démontré principalement par **l'informalité** des économies de ces États et par leur impossibilité réelle d'appliquer des règlements juridiques (faiblesse de l'État).

Les villes latino-américaines ont crû avec cette même logique politique. En partie, ceci s'est fait en appliquant des règles de planification, où d'abord on urbanise et ensuite on construit légalement. C'est le cas pour les couches moyennes et hautes de la population, qui peuvent compter sur un important réseau routier et sur une vaste couverture de services publics. Ces zones, que nous pourrions appeler de « production légale de la ville », respectent les règles de production urbaine imposées par la municipalité. Une autre forme de production de la ville est celle qui est illégale et principalement retrouvée sous deux formes :

1. l'urbanisation pirate : elle est légale par rapport à la propriété du sol, mais ne respecte pas les règles de planification. Les terrains manquent de services publics dans la plupart des cas.
2. les quartiers illégaux : ils naissent de la prise collective de terres sans aucun paiement et « dont les protagonistes sont, généralement, les secteurs de la population les plus touchés par la pauvreté et sans la possibilité, même minimale, d'accéder au marché immobilier » (Lopez, 1991).

La crise urbaine (Castells, 1988) latino-américaine est devenue, en même temps qu'un outil d'analyse, un problème concret dans une société qui a souffert d'un processus d'urbanisation accéléré. Ce processus d'urbanisation, paradoxalement, ne s'est pas accompagné d'un processus d'industrialisation. Aussi, cette urbanisation a eu lieu pendant une des crises économiques les plus profondes dont la région a souffert, crise qui a baptisé cette décennie en « décennie perdue du développement en Amérique latine » (Ocampo, 2005). Cette crise urbaine, largement documentée, a été accompagnée de l'émergence d'un processus de mobilisation politique de groupes à caractère local. Ces groupes ont donné naissance à la conceptualisation des nouveaux mouvements sociaux (Touraine, 2007).

C'est à partir des années 1990 que la crise urbaine et les mouvements sociaux sont devenus des sujets centraux de la discussion académique sur la ville latino-américaine. Le concept de crise urbaine, construit pendant les années 1970 par les pionniers des études urbaines latino-américaines (principalement d'orientation marxiste, comme Singer, 1971 et Kowarick, 1983), a été développé à partir de la théorie de la dépendance (par Faletto et Cardoso, 1970). Selon cette théorie, le développement urbain de l'Amérique latine est déterminé par la relation de dépendance entre les économies des pays latino-américains et les pays développés. Cette relation de dépendance se manifeste par un modèle économique fondé sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits manufacturés. Les théoriciens des études urbaines parleront d'un type d'urbanisation dépendant, lié à une relation entre les pays périphériques et centraux (Castells et Velez, 1971). La crise urbaine a été produite par l'augmentation de la demande de construction de logements et le manque de services publics normalement associés à l'urbanisation, demandes auxquelles l'État ne pouvait subvenir. Cette situation a provoqué une tension sociale permanente, telle que montrée par la dynamique illégale de la croissance mentionnée précédemment. Les gouvernements ont essayé de pallier à cette crise par l'adoption de politiques publiques de logement visant les secteurs moyens et pauvres de la population, en stimulant l'accès au crédit et la construction (deux mesures préventives) et en légalisant les constructions dans les quartiers illégaux. La dotation de services publics dans ces quartiers fut une mesure réactive à ce phénomène. Toutefois, ces mesures n'ont pas suffi pour éviter la croissance des groupes d'envahisseurs de terrains qui considéraient qu'ils pouvaient réaliser leur droit au logement par l'intermédiaire de voies de fait.

1.1.2 La situation Colombienne : entre répression et centralisme

La Colombie n'a pas fait exception en ce qui a trait à l'émergence des mouvements sociaux en Amérique latine. Ces mouvements sociaux ont commencé à se renforcer pendant les années 1980 et sont devenus les têtes visibles des propositions de décentralisation politique (Santana, 1983, David, 1988) et de réforme en ce qui concerne la politique

publique de logement (Robledo, 1985). Malgré le fait que la Colombie, contrairement à la plupart des pays latino-américains, n'ait pas été affectée par des dictatures militaires pendant les années 1970 et 1980, elle a été grandement influencée, de la même façon que les autres pays, par la doctrine de la « sécurité nationale » (Ramirez, 1988). Cette doctrine visait la prévention de l'expansion de l'influence de l'Union soviétique et de la révolution cubaine dans la région par la voie de la répression constante et systématique de la protestation sociale et par la militarisation de la vie politique du pays (Leal-Buitrago, 1994). Dans ce contexte, les actions collectives, malgré leur légitimité, ont été limitées par l'intervention répressive de l'appareil d'État. L'organisation des mouvements sociaux a été restreinte et, dans la plupart des cas, est demeurée clandestine.

La dynamique du conflit armé colombien a aussi influencé la dynamique de l'action collective et des mouvements sociaux (Romero, 2000). Les nombreux groupes de guérillas qui existaient à cette époque, même s'ils étaient limités par le faible nombre d'adhérents et par une capacité d'action militaire limitée, ont été considérés comme une menace pour l'État, qui a justifié des mesures spéciales de limitation de l'ordre constitutionnel. Ces mesures étaient fondées sur la figure juridique de « l'état d'exception » (Saa, 1996; De Souza et Garcia, 2001; Ochoa-Gauthier, 2001), dans laquelle, face à une menace justifiée, on limitait l'exercice des droits citoyens et l'application de la Constitution. Les états d'exception ont été adoptés par les présidents de la République après signature de tous les ministres et ont permis au Président de prendre des pouvoirs extraordinaires pour faire face à la menace et la neutraliser. Pendant les années 1960, 1970 et une bonne partie des années 1980, la Colombie a vécu sous un état d'exception permanent qui, justifié par la lutte contre le terrorisme, a permis la répression systématique de toute forme de dissidence et de toute forme d'opposition politique venant des secteurs populaires.

Une des caractéristiques du régime politique colombien et, en général, des régimes latino-américains (Fleury, 1999) est le centralisme administratif, qui se traduit en une forte concentration des pouvoirs en la personne du Président de la République (Palacios, 1996). Pendant les années 1980, le président incarnait, concentrait et représentait toute l'action administrative de l'État et déterminait comment cette action était appliquée aux niveaux national et local. Ce pouvoir du Président allait jusqu'à lui permettre de nommer les maires

et les gouverneurs dans l'ensemble du territoire national. Les maires et gouverneurs devenaient ainsi, après leur sélection, des représentants du président au milieu local (Santana, 1988). Cette forme de régime, fondé sur un présidentielisme excessif, a provoqué des effets pervers sur la dynamique politique au niveau local et a entraîné des relations clientélistes entre les citoyens et l'État. Ces relations ont produit une crise de représentation politique et une fracture du rapport citoyen-État au niveau local (Leal-Buitrago, 1991). Cette fracture est manifeste dans la différenciation entre le *pays réel* et le *pays politique* présentée dans la plupart des recherches en sciences politiques et en administration territoriale spécifiques à cette époque.

Une autre caractéristique du système politique colombien pendant cette période a été l'existence d'un régime bipartite (Palacios, 1996). Cette forme de régime a été créée en 1958. Cette année-là, les partis traditionnels ont créé un Front national par le biais d'un pacte, afin de s'opposer à la dictature du général Rojas-Pinilla. Ce pacte prévoyait l'alternance successive des partis traditionnels à la Présidence de la République, par périodes de quatre ans. Cette entente comprenait aussi une représentation paritaire au niveau des charges publiques. Le Front national avait été prévu pour une période de 16 ans, entre 1958 et 1974, mais a fonctionné en réalité jusqu'en 1986. Il a constitué un état de « démocratie restreinte » (Kalmanovich, 1994), puisqu'il était fondé sur une forte centralisation politique et une marginalisation du pouvoir pour les groupes de gauche et les mouvements populaires.

Malgré cette situation, certaines pressions visaient à influencer les changements politiques : d'un côté, au début des années 1980, les mouvements sociaux ont augmenté l'intensité de leurs protestations et tenté une coordination politique par le moyen de grèves généralisées appelées « *paros cívicos* » (Santana, 1983 ; Romero, 2000; Archila, 2000); d'un autre côté, la distance entre le régime politique et les populations locales a engendré des problèmes de gouvernabilité et des demandes croissantes de participation de la part de ces populations, qui ont exigé des institutions démocratiques et l'élection populaire des représentants au niveau local. Les demandes de changement politique au niveau de la représentation territoriale ont été mises en évidence par l'augmentation importante des *paros cívicos* pendant les années 1980. Les *paros cívicos* ont constitué des formes de protestation

menées au niveau local qui reposaient, à l'origine, sur des demandes des populations envers l'État et qui visaient à proposer des solutions à des problèmes concrets où l'État n'agissait pas. En ce sens, les *paros cívicos* étaient des actions collectives, elles impliquaient un haut degré d'association entre des acteurs locaux qui considéraient une problématique comme prioritaire. Ainsi, ces acteurs mobilisaient leurs ressources en vue de l'inclusion de ces enjeux dans l'agenda politique. À cette époque, les *paros cívicos* ont constitué la forme d'action collective prédominante et sont devenus des opportunités de coordination politique pour la création des mouvements sociaux (Gonzales, 1984).

La contradiction entre le pays *national*⁵ et le pays *politique* a été particulièrement mise en évidence pendant les années 1980, avec l'apparition de protestations menées par des acteurs locaux qui ont revendiqué l'élargissement de la représentation politique au niveau national et local. Cependant, les mouvements locaux ont dû attendre encore quelques années avant d'obtenir la fin du régime bipartite, l'ouverture démocratique en matière d'élections populaires des maires et des gouverneurs et la participation réelle des populations locales dans la prise de décision politique (Castro, 1998). Les protestations organisées ont été centrées sur trois demandes particulières : 1) la décentralisation politique, 2) la décriminalisation de la protestation sociale et 3) l'élection populaire des autorités locales. Ces demandes ont mobilisé politiquement les populations de manière évidente, ce qui peut être illustré par un changement important dans le nombre et le type d'actions collectives pendant les années 1980. Tel qu'exprimé par Giraldo (1985), pendant les deux premières années de la présidence de Belisario Betancourt (1982-1984, voir fig. 1), 54 *paros cívicos* ont été organisés (soit 27 par année en moyenne), tandis que, pendant toute la décennie précédente, on en avait enregistré 138 (soit une moyenne de 13.8 par année). Cette augmentation dans le nombre de protestations a été grandement influencée par les changements politiques proposés par le gouvernement de ce président. Parmi ces changements, on retrouvait une stratégie nationale de paix et une ouverture démocratique qui contribuait à légaliser les activités des groupes de gauche et visait à établir une négociation avec les groupes de guérillas. Ces changements ont contrasté avec la politique

⁵ Le pays *national* représenterait le pays réel et le pays *politique*, la vision des politiciens.

répressive menée jusqu'alors par le gouvernement national, qui était basée sur une stratégie militaire de lutte contre le terrorisme.

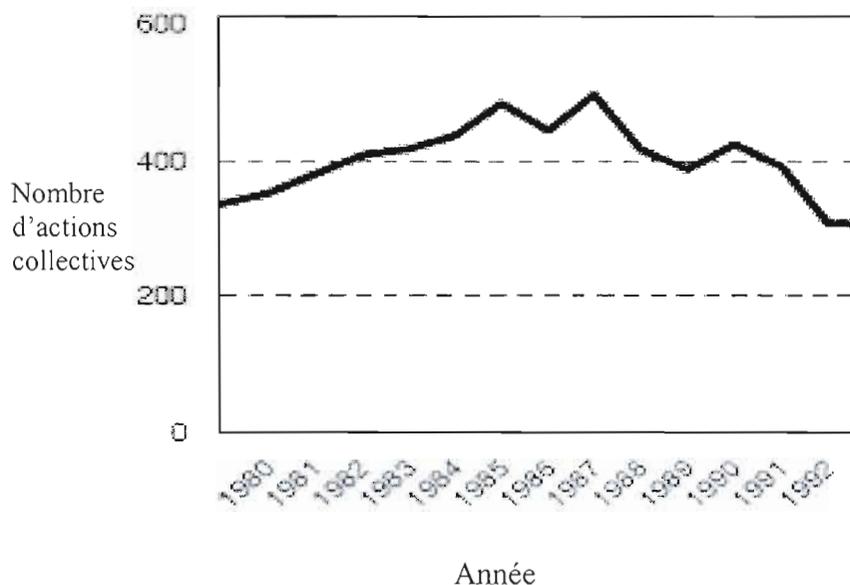


Figure 1. Luites sociales en Colombie 1979-1992⁶.
Source : CINEP 2006.

Les changements dans le type d'actions collectives ont aussi été déterminés par des changements en ce qui concerne les acteurs qui participaient aux protestations : dans les années 1970, la plupart des protestations originaient des luttes syndicales, paysannes et indigènes, tandis que dans les années 1980, ces luttes sont devenues davantage urbaines et se sont concentrées principalement sur l'augmentation de la couverture des services publics et les droits au logement et à la santé (Lopez, 1991). Ces changements dans le type et le nombre d'actions collectives ont été mis en évidence, sur le plan théorique, par l'apparition d'études reliées aux mouvements sociaux urbains, définis de la façon suivante par Castells :

⁶ On note une augmentation des actions collectives dans la première moitié des années 1980, puis une décroissance marquée à partir 1987, expliquée par la mise en place de l'élection populaire des maires et des gouverneurs. En 1990, la protestation commence à décroître à cause de l'élaboration d'une Constitution ayant un caractère plus participatif et ouvert pour les partis politiques.
Source : CINEP 2006.

On considère comme mouvement social urbain les actions collectives de la population en tant qu'usagers de la ville, i.e. de logements et de services, actions destinées à éviter la dégradation de leurs conditions de vie, à obtenir l'adéquation de celles-ci aux nouvelles nécessités ou à obtenir un meilleur niveau d'équipement. Ces actions opposent la population, en tant que consommatrice, aux agents qui opèrent sur le territoire et, spécialement, à l'État. Elles donnent lieu à des effets urbains (modifications de la relation équipement-population) et politiques (modifications du rapport de la population avec le pouvoir dans le système urbain). Ces effets peuvent donner lieu à des modifications du développement urbain. Comme tout mouvement social, ces actions sont la manifestation de contradictions générées par le développement lui-même de la ville. (Castells dans Lopez de Mesa, 1991, p. 4. Trad. libre)

Dans les années 1980, ces mouvements sociaux urbains ont eu comme principal motif de lutte le problème du logement et de l'accès au marché immobilier pour les secteurs de la population qui en étaient exclus. Le nombre de personnes participant aux mobilisations pour le logement a augmenté parallèlement au déficit de logements dans les grands centres urbains colombiens. Le problème du déficit de logements s'est quant à lui accru à cause de la migration de la population rurale vers les villes, principalement due à la violence politique. Aussi, l'entassement des personnes sous chaque toit était insoutenable, comme le montre le problème des *inquilinos*⁷ et des pensions, où habitait une partie importante de la population pauvre des villes. Ce problème s'est intensifié du fait de la concentration de la propriété urbaine, ce qui a provoqué une spéculation immobilière. Selon les chiffres du CENAC (*Centro de estudios de la construccion y el desarrollo urbano y regional*, Centre d'études de la construction et du développement urbain et régional), le déficit total de logements en Colombie en 1980 était de 836 173 (sur un total de 22.5 millions d'habitants).

⁷ L'*inquilinato* est une habitation où se logent plusieurs familles, dans laquelle les espaces et services publics sont en général partagés dans des conditions de pauvreté extrême. Dans la majorité des cas, il s'agit d'une construction ancienne et relativement grande qui, par un processus de subdivision ou d'agrandissement, loge une famille dans chacune des chambres. Dans ces édifices, c'est l'administrateur ou le propriétaire qui impose les conditions de location et d'utilisation de l'espace, définit le paiement journalier ou mensuel, se charge de l'entretien de l'habitation et est responsable du paiement des services publics et des taxes foncières. Quant à lui, le locataire se soumet aux conditions imposées, bien qu'à part le paiement du loyer, il n'ait aucune autre responsabilité relativement à l'habitation.

Tableau 1 : Déficit de logements urbains en Colombie (1973-1980)

Année	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Déficit	580 680	611 325	644 258	678 888	715 301	753 591	793 848	836 173
Augmentation annuelle	Non disponible	30 465	32 933	34 630	36 413	38 290	40 257	42 325

Source : CENAC, données du recensement 1974-1980 (projections).

Le problème du déficit de logements a affecté principalement les personnes les plus pauvres et pour lesquelles, dans ces circonstances, l'accès au marché immobilier est devenu impossible. Cela a obligé ces personnes à chercher la réalisation de leur droit au logement par des moyens non-institutionnels. Le déficit en matière de logements a encouragé l'apparition d'actions collectives qui, par le biais de la création de mouvements sociaux, ont tenté de coordonner leurs mobilisations en vue de l'obtention de logements. Ce mouvement social a aussi rejoint et impliqué des gens qui, bien qu'ayant un logement, peinaient à remplir les obligations financières qui y étaient reliées, à cause des hauts taux d'intérêts ayant cours sur les prêts immobiliers (Robledo, 1985). À cette époque, ce problème de logements constituait un des thèmes les plus sensibles dans la population, qui trouvait dans l'organisation et la protestation la seule façon de répondre au manque de logements.

Les mobilisations reliées au droit au logement ont augmenté en même temps que se sont accrues les invasions de terrains et les mouvements sociaux pour le logement (*viviendistas*). L'invasion et la mobilisation ont constitué les deux faces de la même médaille. Le droit au logement n'était pas une abstraction pour les mouvements sociaux. Ils cherchaient à le réaliser par la voie de plusieurs stratégies d'action, parmi lesquels l'invasion de terrains inoccupés et les mobilisations pour la légalisation des terrains envahis et pour l'accès aux services publics étaient les plus importantes. **Le rapport entre les actions collectives, la formation de mouvements sociaux pour le droit au logement et la protestation sociale sont évidents dans ce cas et influencent la dynamique de la politique de logement au niveau local.**

Dans le cadre de cette recherche, un cas spécifique a été choisi, où ce rapport est particulièrement notable : la ville de Popayán (Colombie). Dans ce cas, l'augmentation des actions collectives a été déterminée par un événement naturel : un tremblement de terre. Ce tremblement a entraîné des changements importants dans la dynamique de l'action collective, spécialement en ce qui concerne l'invasion de terrains qui a eu lieu après le désastre. Cet événement a affecté la ville, non seulement par ses effets matériels (destruction de bâtiments et de la trame urbaine), mais aussi par ses effets sociaux. Parmi ces effets sociaux, mentionnons spécialement celui de la naissance et de la consolidation d'un mouvement social urbain : la Coordinatrice des bidonvilles (*Coordinadora de asentamientos*). Ce tremblement de terre a eu lieu le 31 mars 1983 et a changé l'histoire urbaine de la ville, en provoquant à la fois une transformation matérielle (création de nouveaux quartiers dans la périphérie urbaine de la ville) et une transformation sociale (apparition de nouveaux mouvements sociaux urbains et d'un processus politique d'organisation populaire).

Une des lacunes notées dans la littérature sur les mouvements sociaux est celle du manque d'études sur les rapports entre les tragédies d'origine naturelle, les actions collectives et ces mouvements. Concernant les tragédies naturelles, il faut noter que les années 1980 ont été marquées par plusieurs tremblements de terre en Amérique latine. Parmi les plus importants, on peut souligner ceux de Popayán (1983), d'El Salvador (1986) et de Mexico (1985). Dans notre recension des écrits, nous n'avons trouvé aucun travail sur les rapports entre les actions collectives et les tragédies d'origine naturelle. Malgré cela, nous considérons que : 1) les tragédies naturelles, en produisant des changements aigus dans les circonstances sociales et économiques, favoriseraient une transformation de la dynamique des actions collectives, 2) le logement est un élément directement affecté par les tragédies d'origine naturelle et, puisqu'il constitue un droit économique et social qui pourrait impliquer une augmentation de la mobilisation, il existe une haute probabilité d'émergence d'actions collectives associées à ce droit, 3) que les tragédies naturelles produisent des circonstances de chaos administratif qui favoriseraient la mobilisation collective et l'invasion de terrains, surtout par la population la plus pauvre qui trouve, dans la tragédie, une fenêtre d'opportunité politique.

1.1.3 Popayán: le séisme et la transformation de la ville

Popayán est une ville coloniale qui fut fondée en 1537 par l'explorateur Sebastián de Belalcázar. Cette ville, capitale administrative du département de Cauca, est l'héritière d'un important passé colonial et républicain, (17 présidents de la République y sont nés). Elle est située à une altitude de 1930 mètres au-dessus du niveau de la mer, dans la vallée formée par les chaînes de montagnes occidentale et centrale de la grande chaîne des Andes, qui se ramifie en trois branches en Colombie. Historiquement, Popayán a constitué l'un des centres administratifs colombiens les plus importants. Après l'indépendance colombienne (1810), Popayán a été nommée capitale de « l'état souverain du Cauca » (pendant la période fédéraliste où la Colombie s'appelait alors les États-Unis de Colombie) et ce, jusqu'en 1896, année où la constitution est devenue centraliste (en créant la république de Colombie) et où le nom de la province a été changé en « département du Cauca ».

Figure 2 : Terremoto en Popayán
(Tremblement de terre à Popayán), F. Botero
Huile sur toile

(Source : Musée Botero, Banco de la República, Bogota)



Sans aucun doute, le séisme de 1983⁸ a marqué un tournant majeur dans la transformation des dynamiques urbaines et politiques à Popayán. D'une part, la superficie du secteur urbain⁹ a augmenté à la suite des invasions et, d'autre part, cette ville a connu une transformation sociale importante, avec l'accroissement du nombre d'actions collectives et l'apparition d'organisations populaires et de nouveaux mouvements sociaux. Le séisme a ainsi simultanément transformé la trame urbaine et la trame sociale, en montrant une réalité qui avait été jusqu'alors ignorée par l'élite politique et sociale de la ville: la pauvreté et l'entassement dans lesquels vivaient les secteurs les plus pauvres de la population. La construction de la ville illégale, née après le tremblement de terre, contrastait avec l'ordre existant dans le centre historique colonial; ces deux villes, l'illégale et la coloniale, se sont alors opposées socialement et ont dû coexister dans le même espace.

Ce que nous analyserons, dans cette recherche, est le rapport entre le séisme, les actions collectives, l'apparition de mouvements sociaux urbains et le changement politique en matière de logement, tels que vécus à Popayán après le tremblement de terre de 1983. Popayán, dans l'année même du séisme, était constituée d'une forte proportion d'habitants en milieu urbain. Selon des données du Département administratif national de Statistique (DANE, initiales en espagnol), en 1983, cette population urbaine représentait déjà 87,5 % de la population totale de la municipalité. La population totale, selon le décompte de l'accord 26 (loi municipale) de 1983, était de 155 000 habitants. Il faut noter que la population de la ville avait crû rapidement dans les années précédentes: entre les années 1951 et 1964 (dû particulièrement à la violence politique, connue dans la littérature comme la période « de violence classique¹⁰»), elle avait augmenté de 83.46% et, entre 1979 et 1985, la croissance a

⁸ Par sa situation sur une zone rapprochée de la faille sismique de Romeral, la ville de Popayán a subi plusieurs tremblements de terre tout au long de son histoire. Selon l'historien Diego Castrillón Arboleda (1984), au moins six tremblements de terre ont secoué la ville depuis sa fondation, trois de ceux-ci ayant été particulièrement dévastateur à cause de leur magnitude et de la destruction qu'ils ont causée dans la ville: ceux de 1564, 1736 et 1983.

⁹ Il faut noter qu'en Colombie, les municipalités sont des unités administratives qui incluent un secteur urbain et un secteur rural. Voilà pourquoi nous faisons référence à la croissance du secteur urbain, qui doit être compris comme la zone urbanisée de la municipalité.

¹⁰ La période comprise entre 1946 et 1953 en Colombie est appelé période de violence classique. Il s'agit d'une période caractérisée par des affrontements violents entre les partisans libéraux et conservateurs, surtout dans les milieux ruraux, qui s'est aggravée avec l'assassinat du candidat

atteint 46.7 % (DANE). Cette croissance démographique n'a pas été proportionnelle à la croissance du secteur urbain de la ville, ce qui s'est traduit en une augmentation généralisée du déficit de logements et en une réduction de la superficie urbanisée par habitant. L'ampleur de la catastrophe est exprimée dans le nombre total de logements touchés par le séisme : des 19 936 logements existants en 1983, 13 855 ont été affectées (Bonilla, 1984), ce qui signifie 69.5% des logements.

En 1983, le déficit total de logements (calculé par le DANE pour la municipalité de Popayán) avant le tremblement de terre atteignait 3 310 logements sur le total de 19 936. Cela démontre l'ampleur du problème structurel du déficit de logements, mais permet aussi d'envisager la solution qui sera privilégiée par les habitants après la tragédie, soit l'invasion de terrains. Le séisme a accru le déficit de logements de 2470 unités et, en raison du phénomène d'immigration post-sismique (les subventions promises par le gouvernement après le séisme ont provoqué une migration intra-régionale de personnes pauvres attirées par la possibilité d'avoir accès à cette subvention), le déficit a augmenté pour atteindre 6 760 unités (Bonilla, 1984). Jusqu'au moment du séisme, les habitants avaient pallié au manque de logements par la densification dans l'utilisation des bâtiments¹¹. Cette densification se caractérisait par la multiplication du nombre d'*inquilinos*. Dans ces *inquilinos*, chaque chambre logeait une famille complète, ce qui donne une idée de l'entassement qui régnait.

L'effet le plus important du séisme est de toute évidence l'invasion des terrains qui a suivi. Le séisme a entraîné d'importants changements sociaux et urbains dans une période temporelle tellement courte que celle-ci doit être analysée avec beaucoup d'attention. Le phénomène des invasions n'est pas né à Popayán avec le tremblement de terre de 1983 (Menezes, 2006), contrairement aux thèses exposées par Elizabeth Caicedo (1990). Il faut

présidentiel libéral Jorge Eliecer Gaitán le 9 avril 1948. Ces conflits ont entraîné plus de 80 000 morts et un exode rural généralisé. Même si les élites des partis libéral et conservateur ne se sont pas affrontées physiquement, la violence s'est généralisée dans les milieux ruraux. En 1962, Orlando Fals Borda, Germán Guzman et Eduardo Umaña ont publié la première étude complète sur la violence pendant cette période (*La violencia en Colombia*). Du fait que cette période a constitué la première d'un cycle de violences qui n'est pas encore terminé, les études sur la violence l'ont nommée ainsi pour la différencier des périodes qui suivront.

¹¹ Cette densification consiste en l'augmentation, année après année, du nombre de personnes par édifice dans la ville.

toutefois noter que les invasions antérieures à 1983 étaient beaucoup moins courantes et mieux contrôlées par la police. Toutefois, les invasions postérieures au séisme de 1983, par leur ampleur et le succès qu'elles ont signifié pour les habitants, en termes d'accès à la propriété et aux services publics, ont constitué un phénomène sans précédent dans l'histoire moderne de la ville. Ces invasions ont abouti à des modifications urbaines importantes et à l'émergence d'actions collectives et de groupes organisés qui se sont mobilisés en réaction au problème de logements. Ces groupes ont rassemblé une grande proportion des personnes qui ont pris part aux invasions.

La grande majorité des quartiers nés après la catastrophe de 1983 furent des quartiers d'invasions, qui sont apparus après la prise de terrains qui appartenaient soit à l'État, soit à des particuliers. Au milieu du chaos provoqué par la catastrophe, les habitants des invasions ont construit 27 nouveaux quartiers, ce qui a ajouté 638 977 m² (Caicedo, 1990; sur un total 18 261 078 m² calculé en 1985, après le séisme) à la superficie urbaine de la municipalité. Cette augmentation drastique de la surface de la ville a aussi contribué à mettre en évidence le problème du manque de logements à Popayán.

Figure 3 : Bidonvilles de *Los Campos* (Popayán) en 1984
(Source: membre de la Coordonnatrice)

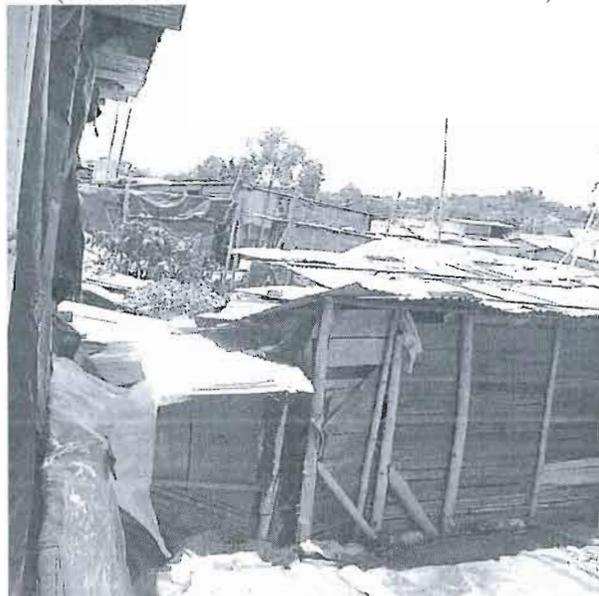
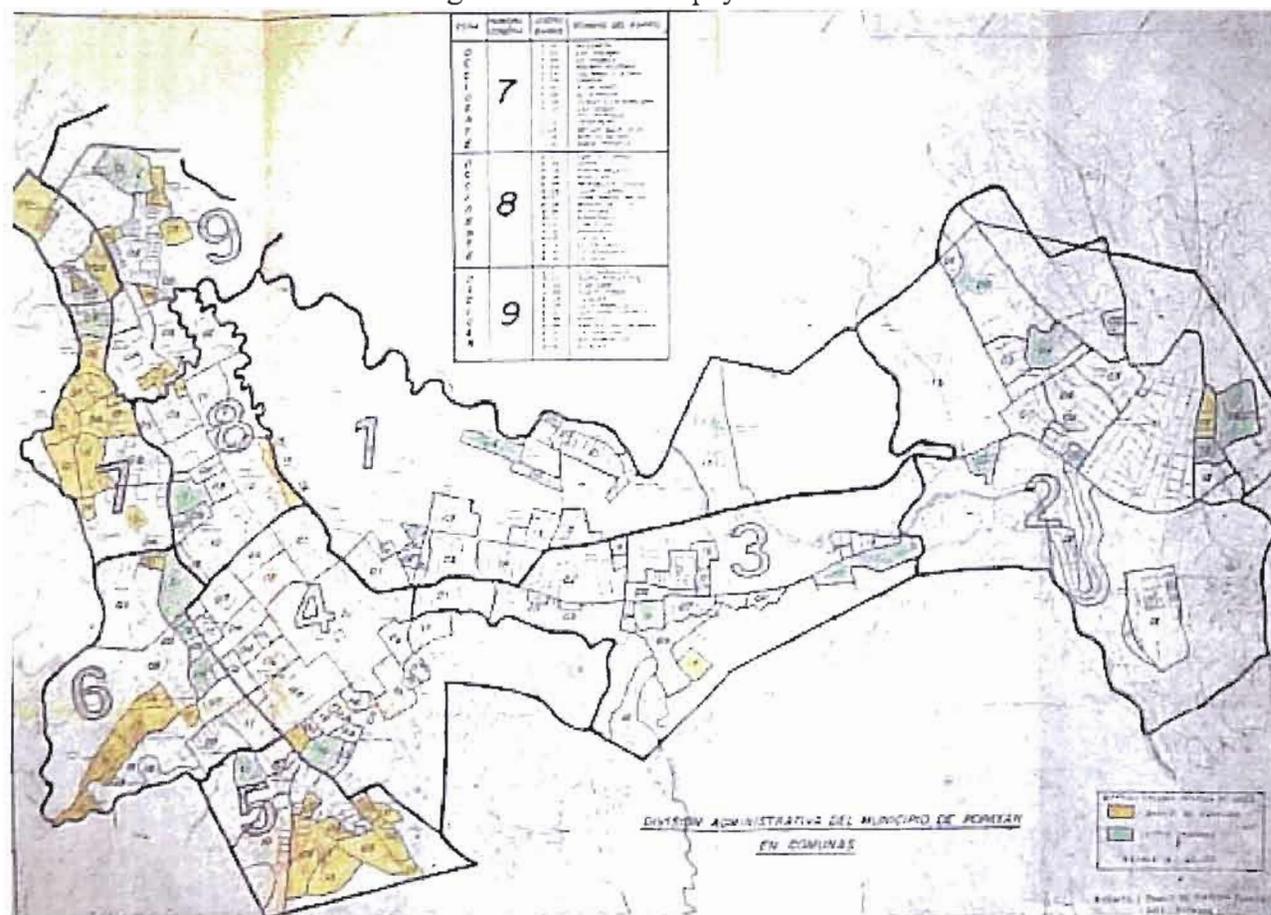


Figure 4. Carte de Popayán en 1985.



Les zones en jaune et en vert représentent les quartiers nés lors de l'invasion de terrains.
Les nombres (1-9) représentent les neuf communes divisant le territoire de la ville.

La carte présentée à la page précédente permet de situer les 27 quartiers qui sont nés après le tremblement de terre. La majorité d'entre eux se trouvaient en périphérie urbaine et se concentraient dans les communes 5, 6, 7 et 9, soit les plus pauvres de cette ville et où la plus grande partie était constituée de terrains non urbanisés. Les zones en jaune indiquent des quartiers où le nombre de logements et de personnes était connu en 1985, tandis que les zones en vert correspondent à des zones où le nombre d'habitants n'était pas encore calculé, même si on connaissait le nombre de logements.

Les quartiers érigés à la suite des invasions ont été construits indépendamment des institutions municipales et de l'État et, étant donné leur illégalité manifeste, ont présenté des formes d'organisation particulières. Des groupes de citoyens ont tissé des liens de solidarité qui auraient été impensables dans d'autres circonstances. Encore aujourd'hui, ces liens et événements continuent de marquer profondément les individus impliqués dans ces processus et qui survivent comme témoins de ces luttes. À Popayán, les actions collectives reliées aux invasions ont donné naissance à une série de mouvements sociaux qui se sont mobilisés pour la légalisation des terrains envahis et pour la satisfaction des besoins fondamentaux de leurs habitants. Ces mobilisations se sont traduites par la création de comités qui ont influencé politiquement la Ville après la tragédie de 1983, spécifiquement en ce qui concerne le logement. Parmi ceux-ci, notons l'importance capitale du « Comité permanent pour le droit à la vie et à la reconstruction des quartiers populaires » et de la « Coordonnatrice des bidonvilles ». Ces organisations ont généré de nouveaux mouvements sociaux urbains et ont démontré l'ampleur des ruptures sociales existantes et du problème de logements, dans une ville densifiée qui ne pouvait déjà pas supporter la croissance démographique sans agrandir sa superficie urbaine. Les problèmes liés à la croissance illégale de la ville ont également engendré des problèmes au niveau de la planification urbaine, dans la mesure où cette planification n'avait pas été mise en application lors de la prise collective des terrains. De plus, l'organisation de groupes de citoyens qui réclamaient leur droit au logement a eu des conséquences directes sur la conception de la citoyenneté pour ces individus qui, par la voie de l'invasion, ont fait leur entrée symbolique dans la politique de la ville.

1.1.4 Quelques repères conceptuels

Pour l'opérationnalisation de la recherche, nous posons ici quelques définitions des concepts qui seront développés en profondeur dans le cadre théorique. Ces définitions ont également déterminé le choix méthodologique.

1.1.4.1 L'action collective

On considère, comme Neveu (2002), que « la notion d'action collective renvoie à deux critères. Il s'agit d'un agir ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause ». Cette notion d'action collective nous permet donc d'inclure la plupart des manifestations qui impliquent plus d'un individu. Cette notion, neutre du point de vue idéologique, nous permet de décrire les actions menées par les acteurs les plus divers dans l'espace urbain et, en ce sens, nous éloigne des considérations liées à la composition de classe ou à l'identité des acteurs.

Pour notre cadre analytique, une action collective existe si elle se manifeste. Ceci est spécialement important pour la création d'une base de données faite à partir d'une révision de presse. Une deuxième définition à aborder est celle de Tilly (1978) qui définit l'action collective comme: « *the extent of a contender's joint action in pursuit of common ends; as a process, the joint action itself* ». À notre avis, cette définition est très proche de celle de Neveu, bien qu'elle soit un peu plus complexe parce qu'il faut l'analyser à la fois dans son intégralité et dans ses différents composantes¹².

¹² Voir le cadre conceptuel (Chapitre II) où ces définitions sont développées.

1.4.1.2 Les mouvements sociaux

Les mouvements sociaux (MS) sont, selon Touraine (1984 ; p. 10) : « Une conduite collective, à la fois culturellement orientée et socialement conflictuelle, d'acteurs de la société civile définis par leur position de domination, de dépendance ». Les MS sont vus comme des formes de réponse des communautés face à la force de l'État (Archila, 1996) et qui produisent des liens de solidarité et d'identité face aux demandes sociales d'une Communauté. Les MS sont, en essence, des formes d'organisation qui cherchent à garantir des droits¹³ ou à obtenir des changements sociaux.

Au niveau urbain, Castells (1978) considère les MS comme des produits des contradictions urbaines; l'expression de la contradiction entre ceux qui exigent des biens, des services et des droits et les pouvoirs locaux qui produisent ces services¹⁴.

1.4.1.3 Le rapport entre l'action collective, les mouvements sociaux et l'action de l'État (changement politique)

Pour McAdam (2001), « les individus concrets ne se retrouvent pas pour l'action collective. Ils se rassemblent pour adresser une pétition au parlement, organiser une campagne d'appels téléphoniques, manifester devant la mairie, se mettre en grève ». La fin de l'action collective n'est pas la mobilisation en elle-même, mais une demande politique spécifique. En ce sens, l'action collective a comme but la modification de l'agenda politique ou l'inclusion de demandes qui n'avaient pas été retenues par le système politique.

En Amérique latine, les MS sont influents dans le milieu local et sont devenus des formes de représentation pour les demandes des communautés. Les MS ne sont pas

¹³ Nous affirmons que les MS cherchent à garantir des droits. Dans la perspective de Boaventura de Souza (2004), il est nécessaire d'articuler les mouvements sociaux avec les droits humains. Les processus revendicatifs des mouvements sociaux ont un caractère de proposition qui implique l'application ou la construction de droits. Les mouvements sociaux ne sont pas seulement des expériences organisationnelles ou identitaires, mais surtout des expériences démocratiques qui incorporent un usage alternatif du droit dans leurs luttes. Cet usage implique des outils légaux pour protéger ceux qui sont exclus, les minorités, etc.

¹⁴ Pour approfondir la lecture sur les mouvements sociaux, voir le Chapitre II, p. 52.

seulement des expériences communautaires dans la résolution des problèmes; à Popayán, après le tremblement de terre, nous montrerons qu'ils ont commencé à se transformer en alternatives au pouvoir et, par la mobilisation politique, ont modifié l'exercice de la politique dans l'espace local.

1.1.5 Question de recherche

Notre recherche vise à étudier le rapport entre les actions collectives, les mouvements sociaux et le changement politique. Pour ce faire, nous analyserons, par le moyen d'une étude de cas, le rapport qui s'est forgé entre l'augmentation des actions collectives liées à un désastre naturel (le tremblement de terre de Popayán en 1983), la naissance et le développement de mouvements sociaux urbains, ainsi que leur rôle dans le changement politique dans le domaine du logement.

Jusqu'à maintenant, nous avons abordé l'émergence des mouvements sociaux dans le contexte latino-américain pour les années 1980, en spécifiant les conditions de cette émergence en Colombie. Les actions collectives liées au déficit de logements ont conduit à la formation de mouvements sociaux qui, dans un contexte de violence et de répression, ont fait face à de nombreuses difficultés. Malgré ces circonstances, les mouvements sociaux ont réussi à coordonner leurs luttes afin d'obtenir une décentralisation du pouvoir et la possibilité d'élire librement les autorités locales. Dans le cas de Popayán, nous nous trouvons dans un contexte où les mouvements sociaux pour le logement n'existaient pas avant le tremblement de terre de 1983, tout comme l'invasion massive de terrains n'était pas pratique courante. Dans ce contexte, nous posons la question de recherche suivante:

Quelle a été l'incidence du tremblement de terre de 1983 sur la dynamique des actions collectives, sur l'apparition et le développement de mouvements sociaux pour le logement à Popayán (Colombie) ainsi que sur la politique de logement de la ville?

1.1.6 Objectif général

Identifier les effets du tremblement de terre sur les actions collectives, sur l'apparition et le développement de mouvements sociaux liés au logement, ainsi que les effets de ces actions collectives et des mouvements sociaux sur la politique de logement à Popayán pour les années 1982-1985.

1.1.7 Hypothèses

Compte tenu de nos réflexions sur la problématique, et en considérant que le problème a été illustré clairement dans les sections précédentes, nous proposons les hypothèses suivantes, qui seront testées au long du travail de recherche :

Hypothèse 1: Le tremblement de terre de 1983 en Colombie a affecté une partie importante de la population des locataires, ce qui a entraîné un changement notable dans le nombre d'actions collectives, leurs types et le nombre de participants qui ont pris part à ces actions à Popayán.

Hypothèse 2: Les actions collectives engendrées par le tremblement de terre ont produit des effets en ce qui concerne l'apparition et le développement de mouvements sociaux pour le logement et ont aussi influencé les stratégies de négociation et de lutte des mouvements sociaux urbains à Popayán.

Hypothèse 3 : Les changements dans les actions collectives et les mouvements sociaux urbains ont entraîné des effets politiques en ce qui concerne la politique de logement à Popayán.

1.1.8 Sous-questions de recherche ¹⁵

De quelle manière le tremblement de terre de 1983 a-t-il:

- affecté la dynamique d'accroissement illégal de la ville et l'augmentation du nombre de bidonvilles à Popayán?
- provoqué une augmentation du nombre d'actions collectives pour le logement à Popayán?
- encouragé l'apparition de nouveaux mouvements sociaux urbains et modifié les stratégies de négociation politique de ces mouvements à Popayán?
- produit un changement institutionnel important en ce qui concerne la politique de logement à Popayán?

1.1.9 Objectifs spécifiques

1. Documenter la dynamique de prise de terrains et de construction de bidonvilles après le tremblement de terre de 1983 à Popayán.
2. Identifier les changements dans le nombre d'actions collectives et le nombre de participants dans ces actions entre 1982 et 1985 à Popayán.
3. Identifier les changements dans les stratégies de négociation et de luttes des mouvements sociaux urbains¹⁶ à Popayán à la suite du tremblement de terre de 1983.
4. Identifier les changements dans la politique de logement à Popayán dans la période de 1982-1985.

¹⁵ Nous avons choisi de mettre les sous-questions de recherche avant les objectifs spécifiques étant donné que ce sont ces questions qui déterminent les objectifs spécifiques, de la même façon que la question de recherche détermine l'objectif général.

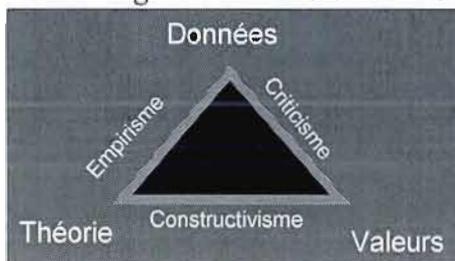
¹⁶ Bien qu'il y avait déjà quelques mouvements sociaux à Popayan avant le séisme, nous montrerons comment ces derniers ont modifié leur organisation et comment de nouveaux mouvements sociaux et de nouvelles stratégies d'action sont apparus (Ch II et III).

1.2 Démarche Méthodologique

Connaître le monde n'est pas uniquement une opération intellectuelle; c'est un processus qui s'articule avec la pratique et toutes les dimensions humaines. Le but n'est pas tant de connaître ou de prendre conscience du monde, pour ensuite le transformer, mais de connaître le monde à partir et dans la pratique transformatrice, dans laquelle interviennent les aspirations, les valeurs, les volontés, les émotions, l'imagination, les intentions et les utopies. Torres (2007; p. 3).

Nous considérons que le choix de l'objet de connaissance - dans ce cas, concernant les mouvements sociaux et les effets du tremblement de terre sur ceux-ci - et la construction de cet objet de connaissance sont, en eux-mêmes, un choix politique. Ceci signifie que nous partons de la vision des mouvements sociaux pour expliquer comment la transformation sociale provoquée par le tremblement de terre a entraîné des effets politiques importants au niveau de la politique de logement. En ce sens, nous nous objectons aux rapprochements positivistes, selon lesquels le chercheur doit être « impartial » face à la « réalité » qu'il observe. En effet, nous croyons que le chercheur, en plus de mettre en rapport des données avec une théorie, relie aussi des valeurs et construit des connaissances avec les personnes avec lesquelles il interagit. Le chercheur est, en même temps qu'un sujet qui connaît, un objet de sa propre connaissance et de la connaissance qu'il échange et construit avec les autres. La connaissance est un produit social et humain. En suivant le triangle valeurs-données-théorie, tel que proposé pour Galtung (1996), nous situons notre recherche dans une perspective constructiviste de la connaissance.

Figure 5. Triangle valeurs-données-théorie.



Hernández, inspiré de Galtung (1998)

1.2.1 Le choix des outils

Pour répondre à la question de recherche proposée, nous avons choisi deux outils de la recherche qualitative, soit l'analyse documentaire (recension de presse) et l'entrevue semi-dirigée. Le choix de ces outils méthodologiques est principalement fondé sur les avantages qu'ils nous offrent.

En observant avec attention la question, nous pouvons nous rendre compte que ce qui nous intéresse spécialement, dans ce cas, est le rapport entre les actions collectives, les mouvements sociaux et le changement politique. Pour aborder ces concepts et leur opérationnalisation dans la recherche, deux méthodologies qualitatives ont été choisies, l'analyse documentaire et l'entrevue semi-dirigée. La recherche a été développée en deux étapes, tel que montré par le tableau 2 en page suivante.

Nous considérons que les méthodes qualitatives nous permettront de progresser vers la démonstration de nos hypothèses dans chacune des étapes: dans la première partie, en étudiant les changements dans l'action collective tels que décrits par la presse à cette époque et, dans la deuxième partie, par les entrevues semi-directives, concernant les explications et interprétations des acteurs relativement aux conditions qui auraient permis la naissance et le développement des mouvements sociaux urbains pro-logement, ainsi que les changements qui ont suivi en matière de politique de logement de la ville. Étant donné la petitesse de l'échelle, soit **une étude de cas**¹⁷, nous considérons que les méthodes qualitatives nous offrent une approche plus riche pour étudier le phénomène en raison de leur haute spécificité.

Cette combinaison de méthodes nous permet de faire une triangulation qui facilite la validation des données obtenues à partir de la recension de presse, avec des entrevues qui ont porté sur les faits remarquables dans la première partie de l'analyse, ce qui se traduit par une augmentation de la validité interne de la recherche.

¹⁷ Nous considérons que la recherche proposée est davantage une étude de cas qu'une analyse interprétative, parce qu'elle tente d'aller au-delà du discours et de la subjectivité des acteurs, en faisant l'analyse documentaire et en interviewant des personnes critiques envers l'exercice.

Tableau 2 : Étapes de la recherche

Étapes	Outils méthodologiques transversaux à la recherche	Outils de cueillette	Outils d'analyse d'information	Variables ¹⁸ analysées
Étape 1 Actions collectives (AC)	Analyse documentaire	Travail en archives (analyse de presse: journal régional « El Liberal »)	Résumé des articles de presse (avec des fiches de lecture) Bilan des articles et construction d'une base de données	- Date - Type - Acteurs - Nombre de participants - Lieu - Thème - Durée - Niveau d'organisation - Impact
Étape 2	Entrevue semi-directive	Enquête par entretien	Verbatim Bilans des entrevues Résumé des entrevues Construction d'une grille d'analyse	Perception du rapport entre le séisme et: - l'AC - l'invasion des terrains - les mouvements sociaux - le changement politique

¹⁸ Nous n'incluons pas d'indicateurs dans ce tableau. Ceux-ci constituent l'expression quantitative des variables que nous étudions. Dans notre cas, bien que toutes ces variables aient été incluses dans la base de données, nous concentrons notre étude sur cinq variables: l'année (combien d'articles pour chacune des années prises en compte, 1982-1985), l'acteur impliqué (tous les acteurs ont été pris en compte et ont été regroupés en fonction de leur type), le type d'action développé et le nombre de participants dans l'action collective.

1.2.2 Le territoire étudié

Notre étude de cas se réfère, dans la première partie, à la dynamique de l'action collective et des mouvements sociaux, tel que montrée par la presse dans la municipalité de Popayán. En ce sens, le territoire d'étude est celui compris dans le territoire administratif de la ville de Popayán, qui comprend un secteur rural et un secteur urbain d'une superficie de 483 km² (POT, 2002). La ville de Popayán est située dans le sud-ouest de la Colombie, en Amérique du Sud, dans le département du Cauca, à une latitude de 2°27' N et une longitude de 76° 37' W.

Figure 6. Localisation de la ville de Popayán



Notre étude de cas se réfère à la dynamique de l'action collective et des mouvements sociaux, tel que montrée en premier lieu par la presse dans la municipalité de Popayán. La première partie (sur l'action collective) nous permet ainsi de cibler les acteurs les plus importants qui ont marqué cette époque relativement au problème du déficit de logements et,

en particulier, les acteurs institutionnels et les mouvements sociaux. En second lieu, des représentants des mouvements sociaux ont été interviewés et les résultats de ces entrevues seront présentés dans la deuxième étape du travail.

Pour ce qui est des entrevues, plutôt que d'aborder un territoire déterminé, elles étaient centrées sur les explications recueillies relativement aux mouvements sociaux qui sont nés après le tremblement de terre. Il faut remarquer que ces mouvements sociaux ont parfois agi en dehors des frontières administratives de la ville.

1.2.3 La période couverte par l'étude

La période d'étude est tout d'abord déterminée par le tremblement de terre de 1983. Pour étudier le changement dans l'action collective et le comparer à la situation prévalant antérieurement au tremblement de terre, nous avons choisi de débiter l'analyse de presse un peu plus d'un an avant la tragédie, soit en janvier 1982, ce qui nous permet d'établir le niveau de base des variables qui nous intéressent et de réaliser une analyse diachronique. Par conséquent, la période analysée dans la recension de presse est celle comprenant les années 1982-1985. Cette période est particulièrement importante en ce qui concerne le développement des actions influencées par le tremblement de terre. La période couverte dans les entrevues, bien que centrée sur la même période, a été légèrement élargie, afin de pouvoir prendre en compte la temporalité plus large des actions des mouvements sociaux et la période de participation des personnes interviewées dans ces mouvements et organisations.

1.2.4 Première partie. L'analyse documentaire

On considère l'analyse documentaire comme une opération qui permet la sélection des idées les plus pertinentes dans le cadre d'un document, dans le but de les interpréter et de les systématiser dans le contexte d'une recherche. Dans notre cas, nous utilisons une méthode

particulière, celle de l'analyse de la presse écrite, comme source de données concernant la dynamique de l'action collective. Cette méthode est considérée comme une méthode classique, tel que le montrent les études de Charles Tilly (1978, 2001) et aussi par ses successeurs, Sidney Tarrow et Doug McAdam (2001). Dans le cas colombien, on retrouve l'utilisation de cette méthode dans les études d'Archila (1999, 2001), surtout en ce qui concerne l'étude des actions de protestation. Au Canada, on peut souligner les travaux de Catherine Trudelle (2006a, 2006b) sur l'action collective conflictuelle au Québec.

Sur le plan méthodologique, cette procédure est généralement bien acceptée par les chercheurs spécialisés dans ce sujet. Des traités spécifiques ont été publiés concernant cette méthode de recherche, tels ceux d'Olsak (1989) et de Earl et al. (2004), où les avantages et les limites de ce type d'analyse sont présentés.

Dans le cas concret de notre étude, les archives de presse de l'Archive historique centrale du Cauca ont été analysées. Spécifiquement, nous avons principalement pris en compte les archives du Journal régional « El Liberal ». Ce journal est celui qui a le plus large tirage à Popayán et dont les articles sont les plus complets¹⁹.

1.2.4.1 Avantages de la méthode d'analyse de presse

Le principal avantage de l'analyse de presse est la systématisme de l'information, en plus de sa grande quantité, ce qui permet de créer des échantillons d'analyse intéressants. Le deuxième avantage est la couverture temporelle précise des archives de presse; dans le cas de la recherche historique, les archives de presse permettent de recréer des situations oubliées ou de reconstruire partiellement les faits quand les témoins directs ont disparu. Dans notre cas, l'événement a eu lieu il y a 26 ans, ce qui réduit notre chance d'accéder à tous les intervenants de l'époque. Comme troisième avantage, il faut souligner que, normalement, les archives de presse sont facile d'accès et permettent une systématisation aisée pour les chercheurs, qui

¹⁹ Parmi les journaux conservés dans l'Archive historique de Popayán, *El liberal* est celui dont les articles sont les plus développés et détaillés et dont la publication est la plus régulière.

peuvent y trouver une information déjà résumée. Un dernier élément remarquable est l'avancement temporel rapide permis par cette méthode lors de la recherche d'événements qui se sont déroulés sur plusieurs années. De plus, cette méthode permet la reconstruction ponctuelle d'événements et, conséquemment, nous permet l'identification d'acteurs, de dates, du nombre de participants et, en général, des variables que nous avons nommées dans le tableau 2 (p. 36)

1.2.4.2 Désavantages de la méthode d'analyse de presse

Comme désavantage, on peut signaler le biais implicite de la source dû au fait que l'information est interprétée par le journaliste qui l'écrit, ce qui implique une certaine partialité dans les faits relatés. Un autre problème est celui de la couverture limitée des actions collectives par la presse : toutes les actions collectives développées dans le milieu local ne sont pas couvertes. Un processus de sélection de ces actions est fait par les journalistes et les éditeurs du journal. Une autre limite notable est celle de la qualité de l'information et du manque d'éléments potentiellement importants, qui peuvent échapper aux journalistes ou qui sont laissés de côté pour des raisons de confidentialité. Par exemple, le nom des acteurs, le lieu de l'action, les institutions concernées ou la taille de la mobilisation ne sont pas toujours rapportés en détails ou sont mal estimés, ce qui peut rendre l'information incomplète.

Pour faire face à ces désavantages, il est nécessaire de vérifier l'information avec d'autres sources, comme les témoignages directs de personnes impliquées dans les événements.

1.2.4.3 Méthode de collecte

Les actions collectives de protestation qui ont été prises en compte sont celles rapportées par la presse et dans lesquelles sont intervenues deux ou plusieurs personnes dans l'intention de réclamer ou de participer à une manifestation. Dans cette catégorie, on inclut: les marches, les manifestations, les piquetages, la désobéissance civile. Ces actions se sont développées de différentes manières. Celles-ci diffèrent selon le nombre d'acteurs qui

prennent part à une action, le type d'acteurs, le type de stratégies, les motifs de la protestation, etc.

Pour développer cette recherche, nous avons consulté toutes les archives du journal *El liberal* pour les parutions de janvier 1982 à décembre 1985 (4 ans), en sélectionnant les articles se référant à des actions collectives, telles que définies par Tilly (1978) et Neveu (2002). Nous rappelons ici ces définitions:

the extent of a contender's joint action in pursuit of common ends; as a process, the joint action itself. Tilly (1978)

La notion d'action collective examinée ici renvoie à deux critères. Il s'agit d'un agir ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause. Neveu (2002)

Les critères d'inclusion pour fin de sélection des articles ont été le nombre de personnes impliquées dans l'action collective (plus de deux personnes) et le caractère revendicatif de l'action. À partir de ces critères, nous avons sélectionné 232 articles qui ont été analysés avec des fiches de lecture permettant d'indiquer la date de parution, le nombre de personnes impliquées, le thème de l'action collective, les acteurs (institutionnels et non institutionnels), le type de manifestation, le lieu où s'est développée l'action collective, le niveau d'organisation, la durée de l'action collective et l'impact de cette dernière. Toutes ces informations ont été systématisées dans une base de données où les variables sont constituées des composantes de la fiche de lecture. Ces dix variables ont été analysées pour la période de quatre ans (1982-1985) couverte dans la première étape de cette recherche.

Cette première partie nous a permis de déterminer les caractéristiques principales des actions collectives pour la période étudiée, ainsi que les événements concernés et les acteurs impliqués dans ces actions. La détermination des acteurs principaux nous a permis de développer la deuxième partie de la recherche, par la sélection préalable d'une partie importante des personnes à interviewer.

1.2.5 Deuxième partie. L'entrevue semi-dirigée (ESD)

L'entrevue semi-dirigée est un outil qui nous permet d'approfondir les connaissances dérivées des impressions et des connotations subjectives liées au phénomène étudié qui, dans ce cas, est le rapport entre le séisme, les actions collectives, les mouvements sociaux et le changement politique. Pour atteindre notre objectif, nous adoptons une définition d'entrevue semi-dirigée (ESD) qui nous satisfait et qui nous permet de partir d'une position épistémologique constructiviste. Nous sommes d'accord avec la définition que Savoic-Zajc (2004), donnent à l'ESD, soit qu'elle est une « interaction verbale entre des personnes qui s'engagent volontairement dans pareille relation afin de partager un savoir d'expertise pour mieux dégager conjointement une compréhension d'un phénomène ».

Un élément qui montre la pertinence de la méthodologie utilisée est celui de la rareté des travaux concernant notre sujet d'étude. La plupart des connaissances sur ce dernier sont concentrées dans l'expérience individuelle des participants qui ont pris part à ces mouvements sociaux urbains et des personnes impliquées au niveau des institutions concernées. Ces expériences n'ont pas encore été systématisées ni écrites. Le but de cette partie du travail est de connaître les impressions de ces personnes sur le rapport entre le tremblement de terre, les actions collectives et les mouvements sociaux, ainsi que le rapport entre ces actions et les changements politiques qui ont eu lieu dans la politique de logement.

Nous adoptons la méthodologie de l'ESD, puisque nous la considérons flexible et ouverte. Cette dernière est flexible dans la mesure où elle peut être adaptée à différents contextes, périodes de temps, connaissances et expériences, autant pour les personnes interviewées que pour l'enquêteur. Cette méthodologie rend propice la rencontre spatio-temporelle de deux ou de plusieurs sujets qui, au moyen de l'ESD, partagent leurs expériences et leurs réflexions dans une atmosphère de respect de l'altérité et de la différence.

Détermination du nombre de sujets : Étant donné l'ampleur du travail et le temps disponible pour le développer, nous avons opté pour le choix d'un petit échantillon qui nous donnerait les informations suffisantes pour formuler notre réponse à la question de recherche. Ce

nombre a été fixé à 15 sujets (n=15). Les sujets ont été choisis parmi les membres de la *Coordinadora de asentamientos*, les membres de groupes rattachés à ce mouvement social et à des organismes de soutien, ainsi que les fonctionnaires de la ville et du gouvernement départemental (le maire et le gouverneur de l'époque).

Pour ce qui est des membres de la *Coordinadora de asentamientos* (neuf personnes) et pour les membres des groupes rattachés (quatre personnes), ces sujets ont été contactés par la méthode des contacts progressifs, i.e. qu'un des sujets contactés a ouvert la voie pour la participation des autres à la recherche. Pour le cas étudié, les contacts ont débuté avec les membres déjà contactés dans des démarches préliminaires. Chacun des interviewés a été choisi en fonction de sa participation dans la *Coordinadora de asentamientos* ou dans les institutions locales et selon ses connaissances reliées à la question de recherche (incluant le maire et le gouverneur de l'époque, deux personnes).

1.2.5.1 Les schémas de l'entrevue

La question de recherche a été décomposée en quatre sous-questions, qui ont constitué les quatre grands axes développés dans les entrevues. Ces questions sont celles déjà exposées dans la section des sous-questions de recherche (voir p.33), ce pourquoi nous ne les répétons pas ici. Les questions ont été adaptées pour chaque entrevue, en accord avec l'importance que chacun des interviewés a donnée aux sujets traités.

1.2.5.2 Considérations éthiques

Comme considérations éthiques dans le traitement de l'information, nous avons pris en compte que le travail avec des êtres humains est régi, au Canada, par une série de principes qui déterminent l'action du chercheur dans son travail avec d'autres êtres humains et qui sont pertinents, dans notre cas, à cause des entrevues effectuées. Ces principes éthiques sont consignés dans la *Déclaration des politiques des trois Conseils* qui guident la recherche au Canada.

1.2.6 Outils de traitement des données pour L'AD et L'ESD

Identification des catégories pour opérationnaliser la problématique.

Pour la première partie (analyse de presse), nous avons construit un tableau de données incluant, au niveau des ordonnées, les 232 articles révisés et, au niveau de l'axe des abscisses, les dix variables énoncées en p. 42. Ce tableau a été analysé avec le logiciel Excel et les résultats seront présentés dans la section *Analyse des résultats*.

Pour ce qui est de la deuxième partie (entrevues), nous avons initialement proposé quatre catégories principales. Ces catégories sont dérivées des sous-questions formulées dans la présentation de la problématique:

- 1) La dynamique d'accroissement illégale de la ville (augmentation des bidonvilles à Popayán)
- 2) L'augmentation du nombre d'actions collectives pour le logement à Popayán
- 3) L'apparition de nouveaux mouvements sociaux et de nouvelles stratégies de négociation politique des mouvements sociaux urbains à Popayán
- 4) Le changement institutionnel en ce qui concerne la politique de logement à Popayán

Pour la grille d'analyse, nous avons construit un tableau d'analyse en Excel dans lequel l'axe des ordonnées (y) comprend les quatre catégories exposées ci-dessus. Ces catégories ont été subdivisées en fonction des réponses des interviewés. L'axe des abscisses (x) a été constitué avec les catégories correspondant aux sujets interviewés: S1...S15.

1.2.7 Échantillon

232 articles de presse et 15 personnes interviewées.

1.2.8 Contribution scientifique et pertinence sociale

Les mouvements sociaux urbains en Amérique latine ont contribué à une transformation du rapport entre l'État central et le pouvoir local et donc, à une modification du rapport entre l'État et les citoyens. Une des principales raisons pour lesquelles nous avons choisi d'étudier cette dynamique dans le cadre du programme de Maîtrise en études urbaines a été de comprendre la dynamique des actions collectives en tant qu'outils de dignification et d'*empowerment* des personnes qui ont participé à ces actions. Dans le cas de Popayán (ma ville de naissance), ces actions ont permis à un grand nombre de personnes d'accéder à leur droit au logement et, dans cette mesure, ceci a contribué à la construction de la citoyenneté²⁰ au niveau local. Cette recherche nous a également permis d'approfondir les connaissances sur cet événement historique et sur la capacité des citoyens à accomplir leurs droits, en dépit de circonstances adverses.

La pertinence de ce projet est étroitement liée au fait qu'il témoigne de la capacité transformatrice des personnes sur la dynamique urbaine, sur la politique locale comme sur leur propre vie. Les mouvements sociaux, les groupes et les personnes qui ont vécu cette expérience ont littéralement transformé la ville. La persécution et les assassinats qui ont suivi cet événement doivent être racontés pour reconstruire l'histoire de ces personnes des secteurs populaires et de leurs luttes. Ce travail vise à reconnaître leurs efforts et à leur donner un rôle dans la ville. Les maisons qu'ils ont construites dans « la ville illégale » font aujourd'hui

²⁰ Nous considérons la citoyenneté dans le sens proposé par Bobbio (1985), i.e. comme la relation juridique qui s'établit entre un sujet, considéré comme une personne naturelle, et un État. Cette relation État-citoyen définit les droits et les obligations qui les lient. Cette citoyenneté dépend donc de l'ensemble des droits qu'un système juridique accorde à une personne. Étant donné la prolifération normative de la fin du XIX^e siècle et du XX^e siècle, la citoyenneté actuelle est considérée comme une citoyenneté étendue (Cortina 2003), dans laquelle sont compris les droits appelés de première génération (civils et politiques), de seconde génération (économiques et sociaux) et de troisième génération (droits culturels et collectifs, Uprimy, 2001). La citoyenneté active consiste, quant à elle, en la mobilisation nécessaire pour exiger et mettre en pratique ces droits. Ces droits ne sont pas des entités abstraites mais doivent être réalisés. En ce sens, «l'entrée» dans la citoyenneté signifie qu'on retrouve une prise de conscience de l'existence de ces droits et une implication dans la recherche d'outils en vue de leur réalisation.

partie de la « ville légale » et ces personnes se sentent, aujourd'hui, comme des citoyens à part entière.

Pour ce qui est de la pertinence scientifique, il est important de rappeler que nous avons constaté un manque d'études sur les rapports entre les tragédies naturelles et les actions collectives. De plus, le rapport entre l'action collective et la naissance de mouvements sociaux n'est pas très prolifique dans la littérature sur ce sujet. Ceci explique l'intérêt de notre proposition au niveau du champ d'étude.

Au niveau méthodologique, nous proposons une combinaison de méthodes et une triangulation qui la rend intéressante au niveau de la validité interne.

Cities are living systems, made, transformed and experienced by people. Urban forms and functions are produced and managed by the interactions between space and society that is by the historical relationship between human consciousness, matter, energy and information. While the structure of all urban dynamics can ultimately be described in such terms, the decisive input of purposive social action in the shaping of space and material conditions of everyday life has been highlighted by recent historical experience at two different levels:

On the one hand, the new international and inter-regional spatial divisions of labour, the growing importance of collective consumption through urban services, and the fact that public goods are most necessary while still being unprofitable for private capital, have led to systematic intervention by the state in the urban realm. Urban issues are thus at the forefront of contemporary political conflicts, and politics have become the core of the urban process.

On the other hand, the search for spatial meaningfulness and cultural identity, the demands for social goods and services, and the drift toward local autonomy, has triggered in the last decade a series of urban protest movements that, in a very different context, call for urban reform and envision an alternative city. Castells (1983)

CHAPITRE II :

CADRE CONCEPTUEL ET CONTEXTUEL

2.1 Cadre conceptuel : Aperçu général

Dans ce chapitre, nous aborderons les principales catégories d'analyse qui ont guidé cette recherche : l'action collective, les mouvements sociaux et le changement politique. Ces trois catégories, malgré leurs différences, peuvent être étroitement reliées sur les plans conceptuel et analytique. Pour introduire notre discussion, il est nécessaire de les différencier. Quand nous parlons d'action collective, nous nous référons aux actions concrètes de groupes qui se mobilisent de concert avec un motif de revendication. Quand nous mentionnons les mouvements sociaux, nous faisons référence à des systèmes de pratiques qui visent la

coordination (organisationnelle ou identitaire) des actions collectives dans le temps²¹. Par ailleurs, quand nous mentionnons le changement politique, nous nous référons aux effets des actions collectives sur la modification d'une politique du gouvernement.

L'action collective et les mouvements sociaux présentent une vie conceptuelle prolifique et relativement large. Ces deux catégories d'analyse constitueraient en fait, selon Touraine (2007), le centre de la production théorique des sciences sociales. Elles correspondraient à deux manières différentes de comprendre et d'expliquer la dynamique sociale, mais, avant tout, à deux paradigmes différents mais non opposés en ce qui a trait à la compréhension de cette dynamique. Tel que souligné par Archila (1991), l'action collective tente d'expliquer le fonctionnement de la dynamique sociale, le « comment », tandis que les mouvements sociaux visent à expliquer le « pourquoi ». La théorie sociologique de l'action collective correspond à un développement conceptuel nord-américain qui comprend la théorie de la mobilisation des ressources et la théorie de la structure d'opportunité politique (Gohn, 1997; Neveu, 2005; Solares, 2006). Par contre, la théorie des mouvements sociaux évoque deux paradigmes davantage européens, ceux de la construction d'identité et de la théorie des organisations (Archila, 1991; Gohn, 1997). Ces différentes perspectives théoriques expliqueraient ainsi le fonctionnement et les causes de la mobilisation sociale. Dans les lignes suivantes, nous présenterons, de façon générale, chacun de ces paradigmes et leur contribution vis-à-vis les théories de l'action collective et des mouvements sociaux.

2.1.1 Action collective : L'individualisme méthodologique, la théorie de la mobilisation de ressources et la théorie de la structure d'opportunité politique

En général, dans la littérature, on retrouve une étroite relation entre l'action collective, le fonctionnalisme et l'École de sociologie de Chicago (Jiménez, 2006). La théorie

²¹ Sur ce point, nous faisons référence à l'idée de Melucci (1986), selon laquelle les mouvements sociaux constituent une forme d'action collective qui implique un système de coordination de différentes actions collectives. Selon lui, « a social movement refers to just one specific form of collective action among many others that combine orientations and fields of different kinds ».

de l'action collective a été développée en suivant les théories du comportement collectif de cette dernière école. Trois approches sont retrouvées dans la théorie nord-américaine de l'action collective : l'individualisme méthodologique, la théorie de la mobilisation des ressources et la théorie de la structure d'opportunité politique.

Le fonctionnalisme nord-américain a d'abord expliqué les actions collectives comme des déviations sociales²². Toutefois, les chercheurs ont contesté cette interprétation et ont trouvé d'autres explications relativement aux causes de la mobilisation. Pour les trois paradigmes qui ont suivi (l'individualisme méthodologique, la théorie de la mobilisation des ressources et la théorie de la structure d'opportunité politique), la mobilisation sociale ne constituerait pas une conduite pathologique ni déviante, mais représenterait le non-conformisme de quelques groupes face au système politique. Bien que le fonctionnalisme n'ait pas spécifiquement développé le sujet des actions collectives, Neil Smelser (1989), un disciple de Parson, est considéré comme le précurseur de la théorie de l'action collective. Selon lui, l'action collective constituerait une réponse réactive dans le comportement collectif qui serait évoquée par des crises et des transformations sociales. Ces actions surgiraient dans le but de répondre au manque d'intégration du système. Malgré la nouveauté de l'idée de Smelser, on retrouve quelques problèmes conceptuels qui doivent être résolus, comme par exemple, la continuité temporelle des groupes qui développent ce type d'action, même en l'absence de crise. Les groupes de défense des droits civils et les groupes féministes aux États-Unis constituent un exemple de cette continuité historique. De plus, ces groupes partagent des valeurs et des objectifs stratégiques qui dépassent l'explication réactive proposée par Smelser; ils n'ont pas seulement développé des actions réactives face à l'exclusion dont ils faisaient l'objet, mais ont aussi élaboré des propositions de changements dans le système politique afin de faciliter leur intégration.

Dans ce contexte, une interprétation différente du comportement des groupes est née, celle de l'individualisme méthodologique. Selon cette dernière, les individus agissent dans le contexte d'une rationalité économique, en tentant de maximiser leurs intérêts individuels par

²² En ce sens, on peut noter les propositions de Parson (1968) et de Merton (1974).

l'intermédiaire de la mobilisation collective. Le principal représentant de cette théorie est Marcur Olson. En 1965, il a publié son texte *The logic of collective action*, où il a proposé une théorie des groupes de pression, selon laquelle les individus peuvent s'associer dans leur recherche de bénéfices individuels lorsqu'ils partagent des intérêts matériels. L'action collective y est considérée comme un déterminant de l'action de l'État. Dans ce texte, Olson nous propose un riche cadre théorique pour comprendre la formation de groupes d'acteurs qui se rassemblent pour influencer la détermination et la production des biens publics. Cette vision économiciste de la logique des acteurs deviendra un des textes fondateurs en ce qui a trait à l'analyse de l'incidence des groupes dans les décisions de l'État et à l'influence de l'action des groupes sur le processus de prise de décisions. Pour Olson (1965), l'action collective est clairement liée à l'action individuelle et c'est l'agrégation des intéressés qui amène la formation des groupes. Dans ce cas, l'action collective consiste donc en l'agrégation de rationalités individuelles rapprochées pour la maximisation d'intérêts individuels. Olson établit une méthode économique de participation des groupes dans la création de « biens publics ». Pour lui, la taille des groupes a une incidence directe sur le type de mobilisation et sur l'apparition des *free riders*. Les éléments les plus importants à souligner, par rapport à la conception d'Olson, sont ceux du rôle de *l'homo economicus* et de la décision rationnelle dans la création de biens publics. Bien que l'individualisme méthodologique d'Olson ait fortement influencé les analyses postérieures et qu'elle ait fondé une école de pensée (*Rational Action Theory*²³), nous considérons que cette conception de l'action collective comporte des limites très évidentes, bien soulignées par l'auteur, au niveau de la compréhension du rôle de la culture et de l'identité dans la mobilisation sociale. La production sociale de l'action publique dépasse amplement les limites de la production rationnelle de « biens publics », tel que cela est conçu par Olson.

La théorie de l'individualisme méthodologique ne permet pas d'expliquer les revendications qui dépassent la sphère économique, comme par exemple les mobilisations

²³ Celle-ci se base sur l'idée que tous les individus ont la capacité de faire des choix rationnels relativement à leur conduite, en la réorientant régulièrement vers la maximisation de leurs intérêts. S'ils disposaient de la même information, tous les individus adopteraient la même décision, qui serait la plus rationnelle.

liées aux problèmes écologiques ou les luttes pour les droits de la personne, qui ne cherchent pas des retombées économiques individuelles, mais la reconnaissance de droits collectifs et humains. En ce sens, il était nécessaire de proposer une alternative théorique capable de comprendre ce type d'actions qui ne sont pas basées sur des motifs égoïstes. La sociologie nord-américaine a ainsi continué à chercher une explication alternative pour des mouvements qui se sont grandement développés dans les années 1960, tels que l'hippisme, le pacifisme et les mouvements écologiques.

Pour répondre à ces défis, au début des années 1970, un nouveau paradigme dans la compréhension de l'action collective est né : la théorie de la mobilisation des ressources²⁴. Pour cette théorie, le fondement de l'explication de la mobilisation ne peut être retrouvé dans les choix individuels mais dans le processus de création des groupes. Les groupes décideraient de se mobiliser en vue d'objectifs stratégiques face à des situations considérées comme « socialement problématiques ». Ils agiraient en fonction d'une rationalité instrumentale afin de réussir leurs objectifs sociaux. La théorie de la mobilisation des ressources part de l'idée de la rareté de celles-ci, ce qui engendrerait une compétition entre les groupes vis-à-vis l'appropriation de ces ressources. L'action collective serait donc un processus d'interaction conflictuel entre différents groupes qui chercheraient à accéder à ces ressources. Le conflit n'est alors pas considéré comme une pathologie, mais bien comme le fondement des rapports entre différents groupes dont les intérêts retombent sur les mêmes objets. Pour cette théorie, dans une situation de mécontentement, les acteurs sont capables de mobiliser des ressources disponibles socialement pour réussir des objectifs collectifs.

Un des apports récents les plus importants à la théorie de l'action collective est celui de la structure d'opportunité politique, développée par Charles Tilly (1978). Selon lui, les institutions du gouvernement sont nées de l'interaction constante entre gouvernants et gouvernés. Les rapports entre gouvernants et gouvernés sont déterminés par la relation dynamique entre les ressources en capitaux et la coercition. Ceci explique pourquoi l'action collective et l'action étatique sont fortement liées, mais aussi pourquoi, en même temps, elles conservent une certaine indépendance relative.

²⁴ Les principaux représentants sont Mc Carthy et Mayer (1977), Jenkins (1983) et Obershall (1987).

Pour Tilly (1978, p. 7), l'action collective est: « the extent of a contender's joint action in pursuit of common ends; as a process, the joint action itself ». Cette définition est très proche de celle de Neveu (Chapitre I, p.27), mais, à notre avis, elle est un peu plus complexe au point de vue de l'opérationnalisation, parce qu'il faut l'analyser dans son intégralité et dans ses composantes. En effet, Tilly tente d'établir les composantes de l'action collective et de les mettre en rapport. Pour lui, l'analyse de l'action collective repose sur l'étude de cinq composantes fondamentales: l'organisation, la mobilisation, l'opportunité et l'action collective en elle-même. Tilly établit un cadre théorique et une méthode d'analyse du rapport action collective-État (citoyens-État; mouvements sociaux-État) dans une perspective de long terme, dans laquelle les révolutions et la violence, comme répertoires de contestation, jouent des rôles importants, tout comme la dynamique de mobilisation des ressources et l'opportunité politique.

Tilly intègre également l'analyse de l'action collective dans un contexte historique plus large; l'action collective exprimerait des dynamiques de protestation comportant de longs cycles. Pour Tilly, l'action collective est mesurable, la méthodologie d'interprétation de l'action collective est historique et, en ce sens, contextualisée dans le long terme. Tel que remarqué dans le Chapitre I, la finalité de l'action collective n'est pas la mobilisation en elle-même, mais une demande politique spécifique. En ce sens, l'action collective a comme but la modification de l'agenda politique ou l'inclusion de demandes qui n'ont pas été retenues par le système politique. Pour Neveu et Archila, les cycles de protestation et de mobilisation politique entretiennent un rapport très important avec l'action collective. Neveu et Archila nous montrent comment l'analyse de l'action collective a évolué en incluant la militance, l'identité et la culture en tant qu'aspects importants de la dynamique de la mobilisation collective.

Parmi les paradigmes les plus récents définissant l'action collective, nous pouvons citer le cas de Melucci, qui a renouvelé la perspective théorique sur l'action collective en la concevant comme une action politique alliée à des motivations culturelles. D'une certaine manière, Melucci établit un pont entre la tradition européenne des mouvements sociaux et la tradition américaine de l'action collective. Pour lui, l'action collective doit être définie

comme: « *a set of social practices (i) involving simultaneously a number of individuals or groups, (ii) exhibiting similar morphological characteristics in contiguity of time and space, (iii) implying a social field of relationship and (iv) the capacity of the people involved of making sense of what they are doing.* » (1996; 20). On considère cette définition comme l'une des plus complètes parmi les lectures faites, mais elle pose des problèmes méthodologiques complexes au moment d'analyser les actions collectives, surtout lorsqu'on aborde de la démonstration de la capacité des personnes à donner un sens à ces actions. En effet, il est parfois difficile de démontrer ce dernier point lors d'une recension d'articles de presse. Une des remarques à faire concernant la lecture de Melucci sur l'action collective est le rapport entre ce type d'actions et les concepts de crise et de conflit. Pour lui, concevoir l'action collective en termes de conflit permet de donner un sens de légitimité aux actions et établit un contraste avec les cas où l'on emploie les termes du concept de crise. Accepter le concept de conflit dans les actions collectives signifie accepter que la position des acteurs impliqués constitue une position politique.

Cependant, d'un point de vue pratique pour la recension de presse, nous avons décidé de partir de la définition de Neveu sur l'action collective, qui apparaît comme une définition posant moins de difficultés sur le plan de l'opérationnalisation. En ce sens, au niveau de la construction de notre base de données sur les actions collectives rapportées dans la presse, nous n'avons pas recherché les détails des motivations subjectives des acteurs, ni de leurs relations avec les autres acteurs, ni le sens qu'ils ont donné à leur actions, mais nous avons plutôt vérifié si l'événement rapporté était une action collective au sens de Neveu ou non. Selon Neveu (2002, p. 6), «la notion d'action collective renvoie à deux critères. Il s'agit d'un agir ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause». Cette notion d'action collective nous permet donc d'inclure la plupart des manifestations qui impliquent plus d'un individu. Cette notion, neutre d'un point de vue idéologique, nous permet de décrire les actions menées par les acteurs les plus divers dans l'espace urbain et, en ce sens, nous éloigne des considérations liées à la composition de classe ou à l'identité des acteurs. Pour notre cadre analytique et notre de base de données, une action collective existe si elle se manifeste.

2.1.2 Les mouvements sociaux

Un autre concept à développer dans le cadre de notre travail est celui des mouvements sociaux (MS). Il faut d'abord mentionner qu'il existe un rapport étroit entre l'origine conceptuelle et le développement de l'action collective et celui des mouvements sociaux, les deux concepts se référant à des formes de réponse faites par les communautés face à l'action de l'État ou du pouvoir. L'action collective se réfère à des faits isolés, ponctuels, à une expression particulière d'un groupe d'acteurs, sans nécessairement prendre en compte l'identité de ces acteurs comme membre d'un groupe ou d'une organisation. Par contre, les mouvements sociaux constituent des actions collectives faites par des groupes et qui se prolongent dans le temps; elles incluent un sens d'appartenance au groupe, un sens d'organisation et une coordination de leurs actions pour atteindre des buts sociaux, économiques ou symboliques. Les mouvements sociaux se réfèrent donc à des systèmes d'actions comportant un rapport identitaire et/ou organisationnel.

Les mouvements sociaux ont été étudiés, au départ, en tant qu'organisations sociales qui comportaient l'association de plusieurs individus partageant des caractéristiques de classe précises à l'intérieur d'une organisation hiérarchique et centralisée (Gohn, 1997). En Europe, les syndicats ont d'abord été reconnus comme le paradigme organisationnel principal des mouvements sociaux. Les organisations syndicales étaient vues par les chercheurs d'allégeance marxiste comme des organisations liées à une classe sociale. Dans les analyses marxistes classiques, les syndicats sont considérés instrumentalement comme des acteurs révolutionnaires. Cependant, les recherches des années 1960 ont renouvelé cette idée en ajoutant un autre paradigme aux mouvements sociaux, un paradigme qui visait à expliquer des formes d'organisation sociale différentes, qui n'étaient pas directement reliées aux classes sociales et qui se définissaient avec une identité propre. Ces mouvements sociaux basés sur l'identité ont été appelés « nouveaux mouvements sociaux ». Des auteurs tels qu'Alain Touraine, Alberto Melucci et Claus Offe ont participé à la construction de cette vision alternative des mouvements sociaux incluant le paradigme des nouveaux mouvements sociaux.

Selon Jhonston Laragna et Gunsfiel (1994, p. 7-8), ces nouveaux mouvements sociaux comporteraient certaines des caractéristiques suivantes, résumées en cinq points pour des fins pratiques : 1) Dans leur organisation, ces mouvements transcendent la structure des classes, 2) Contrairement aux mouvements sociaux traditionnels, les nouveaux mouvements sociaux sont basés sur une pluralité d'idéologies et, au lieu de chercher la révolution, visent à augmenter la participation dans la société, 3) Ces mouvements incluent une nouvelle dimension identitaire, 4) Les stratégies de ces mouvements (pacifisme, non-violence) sont différentes de la violence des mouvements révolutionnaires et 5) L'organisation de ces mouvements est diffuse et segmentée, ce qui est différent des syndicats, qui sont centralisés et bureaucratisés.

La théorie des mouvements sociaux affirme que l'apparition des nouveaux mouvements sociaux est due à des transformations de la société contemporaine qui ont modifié les relations conflictuelles, en passant de relations de conflits de classes à des conflits plus complexes, dans lesquels les mouvements sociaux deviennent des sujets de la transformation historique. Toutefois, Touraine (2007, p. 215) critique fortement l'idée selon laquelle les mouvements sociaux doivent être uniquement envisagés à partir de conflits. Selon lui :

Au contraire, un *mouvement social* se définit par les acteurs qui l'animent et qui veulent changer l'emploi qui est fait des principales ressources d'une société. Un tel mouvement peut se manifester à tous les niveaux d'organisation sociale, mais correspond toujours à un seul type d'action. Il est plus complet qu'un conflit, puisqu'il apporte des orientations positives, mais il est aussi plus complexe que les ruptures révolutionnaires. C'est pourquoi je l'ai toujours défini par l'association d'un conflit social et de l'identification aux ressources culturelles les plus valorisées dans une société donnée.

Flacks (2004) considère les mouvements sociaux comme des formations sociales qui recherchent une maximisation du pouvoir disponible pour leurs membres. Selon lui, on retrouve deux lignées d'actions collectives disponibles pour les « sans-pouvoir » : la première est engagée dans le refus, la non-coopération ou la non-conformité avec les plans, les règles

et les demandes des élites; la seconde consiste en une stratégie de maximisation des profits et de minimisation des coûts de ces luttes pour le pouvoir, par la voie de la mobilisation. Flacks conçoit la mobilisation comme l'ensemble des processus dans lesquels des personnes s'engagent pour supporter un mouvement. Selon lui, la composition des mouvements constitue un des éléments déterminants de l'action.

On retrouverait deux types d'appartenance, clairement identifiés par Flacks: 1) l'activisme, défini comme une participation qui implique une activité de leadership, d'organisation et une préoccupation consciente sur la direction du mouvement et sur ses demandes en termes de temps et de ressources et 2) la participation des masses dans les enjeux mentionnés lors du premier type. L'auteur fait ainsi une distinction entre causes et mouvements. Les causes sont des formes d'action collective dans lesquelles les participants recherchent un changement qu'ils conçoivent comme socialement profitable. Les mouvements commencent normalement comme des causes pour, ensuite, devenir des formations impliquant un grand nombre de personnes recherchant un changement qu'elles définissent comme d'intérêt commun. Un des problèmes retrouvés au niveau des études sur les mouvements sociaux est la tendance à ignorer les différences entre l'activisme et la participation des masses. Un examen des ces différences pourrait, selon Flacks, clarifier le débat concernant les dimensions des motifs de la mobilisation. La culture et la subjectivité des personnes impliquées dans la mobilisation, surtout celles des militants, déterminent la logique et la mise en place des mouvements sociaux. Nous trouvons néanmoins que cette différenciation entre les masses et les militants est une différenciation élitiste qui n'exprime pas la pratique des mouvements sociaux comme organismes démocratiques de mobilisation par la base. Cependant, Flacks a élaboré un point de vue pertinent concernant les mouvements sociaux. Il expose la question de la culture et de l'individualité en tant qu'enjeux qui doivent être pris en compte lorsqu'on analyse la dynamique de l'action collective et ses rapports avec la naissance et l'évolution des mouvements sociaux.

Les mouvements sociaux sont, selon Touraine (1984, p. 10) : « Une conduite collective, à la fois culturellement orientée et socialement conflictuelle, d'acteurs de la société civile définis par leur position de domination, de dépendance ». Les MS sont aussi vus

comme des formes de réponse des communautés face à la force de l'État (Archila, 1996) qui produisent des liens de solidarité et d'identité face aux demandes sociales d'une Communauté. Les MS sont, en essence, des formes d'organisation qui cherchent à garantir des droits ou à obtenir des changements sociaux. Dans l'académie, et spécialement dans les perspectives "alternatives", on retrouve à la fois une préoccupation et un espoir vis-à-vis la compréhension des mouvements sociaux : ceux-ci sont vus comme des formes de réponse à des formes autoritaires de gouvernement et aussi comme des réponses aux effets pervers de la globalisation (Hamel, 2001). En ce sens, les MS représentent une force au niveau local, ce qui signifie qu'ils deviennent aussi graduellement des formes de représentation démocratique. Les "nouveaux mouvements sociaux" ne sont pas seulement des expériences dans la résolution de problèmes; ils évoluent peu à peu en alternatives au pouvoir par la mobilisation politique. Dans certains endroits (e.g. au Brésil), les MS se sont transformés en formes alternatives de pouvoir et ont commencé à modifier l'exercice de la politique dans les espaces locaux vis-à-vis des problèmes globaux dérivés de la globalisation.

Comme le mentionne Escobar (1995), les mouvements sociaux seraient des réponses anti-hégémoniques qui s'exprimeraient différemment, en encourageant un dialogue entre les acteurs face à leur réalité et à leur spécificité :

The grassroots movements that emerged in opposition to development throughout the 1980's belong to the novel forms of collective action and social mobilization that characterized that decade [...] Resistance to development was one of the ways in which the third world groups attempted to construct new identities [...] Challenges to development are multiplying, often in a dialectical relation to the fragmentary attempts at control inherent in post-Fordism, it necessarily connects or disconnects selectively regions and communities from the world economy; although always partial, disconnection not infrequently presents attractive opportunities from poor people's perspectives. Some of this is going on in the so-called informal economics of the third world [...] As local communities in the west and in the third world struggle for incorporation into the world economy, they still might try to develop creative and more autonomous practices that could be more conducive to renegotiating class, gender and ethnic relations at the local and regional levels (Escobar; 1995; 216-217)

Dans le sens proposé par Escobar, le défi des mouvements sociaux dans les espaces locaux est de proposer un dialogue entre les instances globales et locales, en visant la reconfiguration

des relations entre État-société-marché au niveau local. Escobar souligne que la globalisation et la reconfiguration des États nationaux constitue un danger (à cause des effets pervers de la globalisation) et, en même tant, une opportunité pour les communautés locales et les mouvements sociaux à la recherche de leurs revendications globales d'inclusion.

Les changements de discours, de paradigmes et de circonstances entraînent des changements dans la perception des mouvements sociaux par l'académie; ceci peut être illustré à la fois dans la littérature et dans la variation des formes d'actions privilégiées par ces mouvements. À une époque où la division du travail et la composition du capital changent, et dans laquelle le monde urbain est rapidement transformé, les mouvements sociaux deviennent une façon intéressante de percevoir et d'évaluer ces changements.

2.1.3 Le *locus* urbain et les mouvements sociaux urbains

La ville constitue une source importante de conflits et ces derniers se développent spécialement dans l'espace public : un lieu privilégié d'expression du débat, un lieu de rencontre des différences et la scène des conflits de la société civile (en termes gramscien). On peut définir les **conflits** comme les **tensions qui proviennent de l'affrontement soit violent, soit exprimé, soit latent entre au moins deux parties ayant des intérêts opposés et dont les actions retombent sur les mêmes objets**. Ces conflits peuvent se muter en des relations constantes entre des groupes d'intérêts qui luttent pour le contrôle du territoire physique, symbolique et politique que constitue la ville.

Dans le contexte de la ville industrielle, des chercheurs de différentes disciplines, surtout celles de la sociologie, de l'urbanisme et de l'économie, ont commencé à s'intéresser à la ville en tant qu'objet de recherche. Étant donné les contraintes liées à ce travail, nous ne pourrions nous référer à toutes les écoles²⁵, mais nous inclurons un survol des principaux

²⁵ Notons spécialement l'école de sociologie de Chicago et l'écologie urbaine. Malgré cela, nous aimerions ajouter une citation de Robert Ezra Park sur la ville « La ville[...] est quelque chose de plus qu'une agglomération d'individus et d'équipements collectifs : rues, immeubles, éclairage électrique, tramways, téléphones, etc.; c'est également quelque chose de plus qu'une simple constellation d'institutions et d'appareils

théoriciens marxistes qui ont tenté de décrire la ville industrielle. La réalité de la ville industrielle permettra la naissance d'écoles de pensée sur le sujet urbain. Parmi elles, on retrouve celle de l'école française de sociologie, qui a été précédée par un philosophe du Lycée français : Henri Lefebvre. À partir d'une vision marxiste, et notamment influencé par l'analyse de la différence entre la valeur d'usage et la valeur d'échange²⁶ de la ville, Lefebvre développera une analyse critique de l'urbanisme en tant qu'idéologie. La définition de ville proposée par Lefebvre est une définition qui incorpore un sens de produit social important : *« Nous proposons donc ici une première définition de la ville comme projection de la société sur le terrain, c'est-à-dire non seulement sur le site sensible mais sur le plan spécifique, perçu et conçu par la pensée, qui détermine la ville et l'urbain »* (Lefebvre 1974, p. 64).

Ces efforts seront suivis par ceux d'un sociologue notoire, qui influencera l'évolution du regard sur la ville par une conception dynamique des acteurs dans l'espace et, spécialement, en y incluant les « mouvements sociaux » : Manuel Castells. Pour Castells, la ville est « un système vivant et dynamique. Ce système est déterminé par les interactions entre l'espace et la société » (Castells, 1983, p. XV) et engendre différentes modifications et interventions spatiales dans le temps, qui sont mises en œuvre par les agents qui opèrent sur l'espace urbain. Ces agents sont principalement l'État, les agents économiques (promoteurs) et la société (les habitants). Ces relations entre les différents agents évoluent et se transforment, donnant lieu à différentes dynamiques et contradictions selon le cadre temporel pris en compte.

Comme nous avons précédemment noté, les MS sont, en essence, des formes d'organisation qui cherchent à garantir des droits ou à obtenir des changements sociaux. Au niveau urbain, Castells considère les MS comme des produits des contradictions urbaines; comme l'expression de la contradiction entre ceux qui exigent des biens, des services et des

administratifs [...] La ville est plutôt un état d'esprit, un ensemble de coutumes et de traditions, d'attitudes et de sentiments organisés, inhérents à ces coutumes et transmis avec ces traditions.», tiré de Grafmeyer et al. (1979, p. 79).

²⁶« La ville et la réalité urbaine relèvent de la valeur d'usage. La valeur d'échange, la généralisation de la marchandise par l'industrialisation tendent à détruire, en se la subordonnant, la ville et la réalité urbaine, refuges de la valeur d'usage, germées d'une virtuelle prédominance et d'une revalorisation de l'usage. » (Lefebvre; 1974, p. 14)

droits et les pouvoirs locaux qui produisent ces services. Dans son texte classique « Mouvements sociaux urbains », Castells a proposé que les mouvements sociaux sont les derniers bastions de lutte du socialisme; l'articulation de ces luttes illustrerait la possibilité d'instaurer la dernière révolution socialiste dans le monde urbain capitaliste (Castells 1976, p. 3). Pour Castells, les mouvements sociaux urbains sont conçus comme des « systèmes de pratiques contradictoires qui s'opposent à l'ordre établi à partir des contradictions spécifiques de la problématique urbaine ».

Les mouvements sociaux urbains (MSU) possèdent des caractéristiques particulières qui les différencient théoriquement et pratiquement des mouvements sociaux et des nouveaux mouvements sociaux. D'un côté, la naissance de la catégorie analytique des MSU est associée à une vision marxiste de la ville. Dans celle-ci, Castells s'éloigne un peu de la lecture identitaire de son maître, Touraine, et s'approche d'une conception marxiste dans laquelle les MSU sont les agents de transformation révolutionnaires de la ville et, en même temps, des produits des contradictions urbaines. Les MSU constitueraient l'expression de la contradiction entre la production de la ville et la consommation collective faite par ses habitants. Les MSU exprimeraient la nécessité des personnes d'accéder à des produits urbains tels le logement, les services publics et les équipements collectifs. Cette conception de Castells s'est transformée dans ses œuvres ultérieures, dans *The city and the grassroots*, où il accorde un rôle moins prépondérant au phénomène de classes, en arrivant à une conception davantage « multiclassiste » et identitaire des MS. La ville constitue un élément majeur dans l'analyse de Castells; elle forme le centre des processus sociaux actuels, les MS étant alors vus comme une façon de chercher un sens identitaire et culturel : “*The search for spatial meaningfulness and cultural identity, the demands for social goods and services, and the drift toward local autonomy, has triggered in the last decade a series of urban protest movements that, in a very different context, call for urban reform and envisioned an alternative city.*” Castells (1984, p. XV).

Selon Pickvance (2003), qui a réalisé une critique systématique de la vision de Castells, le concept de MSU, bien qu'influent dans la littérature, recèlerait des limites qui doivent encore être surpassées. Par exemple, Pickvance mentionne dans ces limites que la

relation entre la production et la consommation diminuerait le caractère identitaire de ces mouvements et leur indépendance relativement à la simple production économique de produits urbains. Cependant, la principale limite, selon lui, serait son caractère isolé face à la théorie de l'action collective et des mouvements sociaux, puisque le développement théorique des MSU proposé par Castells n'aurait pas suffisamment pris en compte l'évolution de la discussion sur ces autres catégories, ce qui aurait compliqué son intégration théorique. Malgré cette position critique face aux MSU de Castells, Pickvance a proposé certaines caractéristiques dignes de mention. Selon lui, les mouvements impliquent une mobilisation, une organisation et une certaine durée dans le temps (1989, p. 73). Ainsi, il ne fait pas référence à une protestation isolée, mais plutôt à une structure de protestation qui implique un processus organisationnel. La spécificité de ces mouvements est déterminée par leur relation avec des réponses culturelles face à la concentration spatiale de la population et à la gestion des problèmes urbains²⁷. Selon Pickvance, les MSU peuvent être classés en trois catégories : 1) ceux reliés à la consommation collective (services, logement, équipements collectifs), 2) ceux visant une transformation des institutions politiques locales (décentralisation) et 3) les mouvements de défense territoriale recherchant la préservation des conditions de vie dans un quartier.

2.1.4 Recherche de changement politique et contention

Un des développements les plus intéressants relativement à la dynamique des rapports entre la politique et l'action collective est celui de l'ouvrage de McAdam, Tarrow et Tilly (2001). Pour ces chercheurs, la politique est déterminée par des événements de contention faits par la population. Ils définissent la contention politique comme : an « episodic, public, collective interaction among makers of claims and their objects when (a) at least one government is a claimant, an object of claims, or a party to the claims and (b) the

²⁷ « *Urban movements are those whose goals are related to cultural responses to a) the spatial concentration of the population. b) the interaction this leads. to, and c) the problems of managing it* » (Pickvance, 1989; 75)

claims would, if released, affect the interests of at least one of the claimants. » Dans ce cas, les auteurs considèrent la contention politique comme une lutte politique pour la réalisation d'intérêts collectifs d'un groupe. Ils nous présentent la figure suivante pour mieux comprendre leur modèle dynamique de contention :

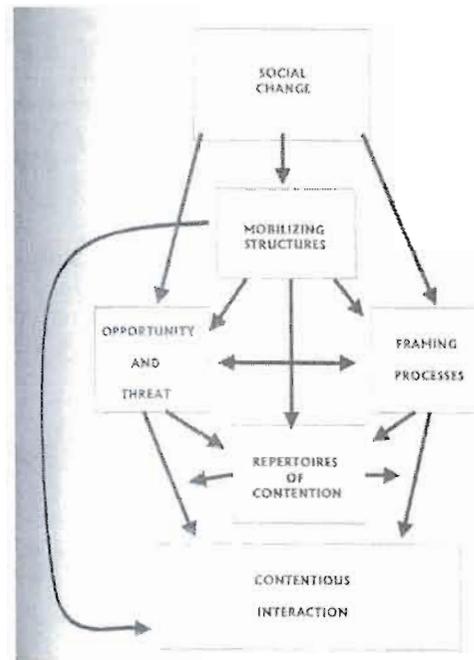


Figure 7 : Explication de la contention politique

tirée de McAdam et al (2001, p. 17)

La contention politique peut être divisée en deux grandes sous-catégories : celle qui est contenue (*contained*) et celle qui est transgressive. La contention « contenue » est celle où les parties sont des acteurs déjà établis qui emploient des moyens reconnus. Dans le cas des contentions transgressives, on envisage l'emploi de nouveaux types d'actions collectives et de nouveaux acteurs collectifs. Ce cadre analytique dépend des rapports entre des structures de mobilisation, des opportunités et des répertoires de contention dans un cadre spécifique. Ces quatre éléments se relient pour créer des structures de contention en interaction qui recherchent un changement social.

2.1.5 L'action sociale et les acteurs de la société civile

Nous considérons l'action sociale au sens de Max Weber comme:

un comportement humain (bien qu'il consiste en un « faire » interne ou externe, en une omission ou en une permission) dans lequel le sujet donne un sens subjectif à cette action. L'action sociale est une action où le sens donné par le sujet aux sujets (en tant que personnes) se réfère au(x) comportement(s) ou à ceux d'un autre sujet. L'action s'oriente de cette manière dans son développement. (Weber, 1994, p. 5)

En d'autres mots, l'action sociale possède comme caractéristique une volonté d'influencer l'action d'une autre personne ou d'une autre institution dans un sens déterminé et elle est orientée par des intérêts spécifiques du sujet ou d'un groupe. Dans le cas de l'action de l'État, ces actions seraient modulées par l'influence de groupes; l'influence de ces groupes serait aussi déterminée (partiellement) par l'action de l'État. On considère que le but de l'action sociale est de transformer l'action de l'État ou de la conserver d'une manière précise; donc, plusieurs groupes avec des intérêts différents entrent en conflit pour que les actions de l'État les favorisent, en se livrant une « guerre » constante entre groupes organisés pour déterminer l'action de l'État et la politique publique. Les groupes s'organisent donc en fonction de solutions qu'ils prétendent imposer dans l'agenda politique. La discussion n'est jamais réalisée dans l'abstrait, mais dans des conditions historiquement déterminées et avec des solutions institutionnelles qui ont déjà été tentées (*path-dependance*). Ainsi, on considère le rapport société civile-État comme un rapport de force.

Quant à elle, la politique publique (PP) peut être définie comme un champ de conflits impliquant différents groupes qui veulent imposer leur propre vision politique. La société civile serait donc le champ de dispute entre divers intérêts; cette dispute est souvent basée sur des objectifs contraires, qui se manifestent lors du processus de prise de décision de l'État. La capacité d'influence de ces groupes sur l'État dépend de leur organisation et des rapports déjà établis entre les groupes et les institutions politiques. En ce sens, on considère le conflit comme l'expression (par le moyen d'actions) de différents acteurs, acteurs qui ont des intérêts différents, mutuellement incompatibles, et dont les actions sont centrées sur le même

objet: la décision politique. Dans le cas de la décision politique, les rapports de force des différents groupes et les divergences au niveau de leurs intérêts respectifs impliquent que la position des autres est perçue comme un obstacle à la réalisation de leurs aspirations, ce qui se traduit par l'apparition de conflits entre les différents acteurs (notre idée est résumée dans la figure 8 qui suit).

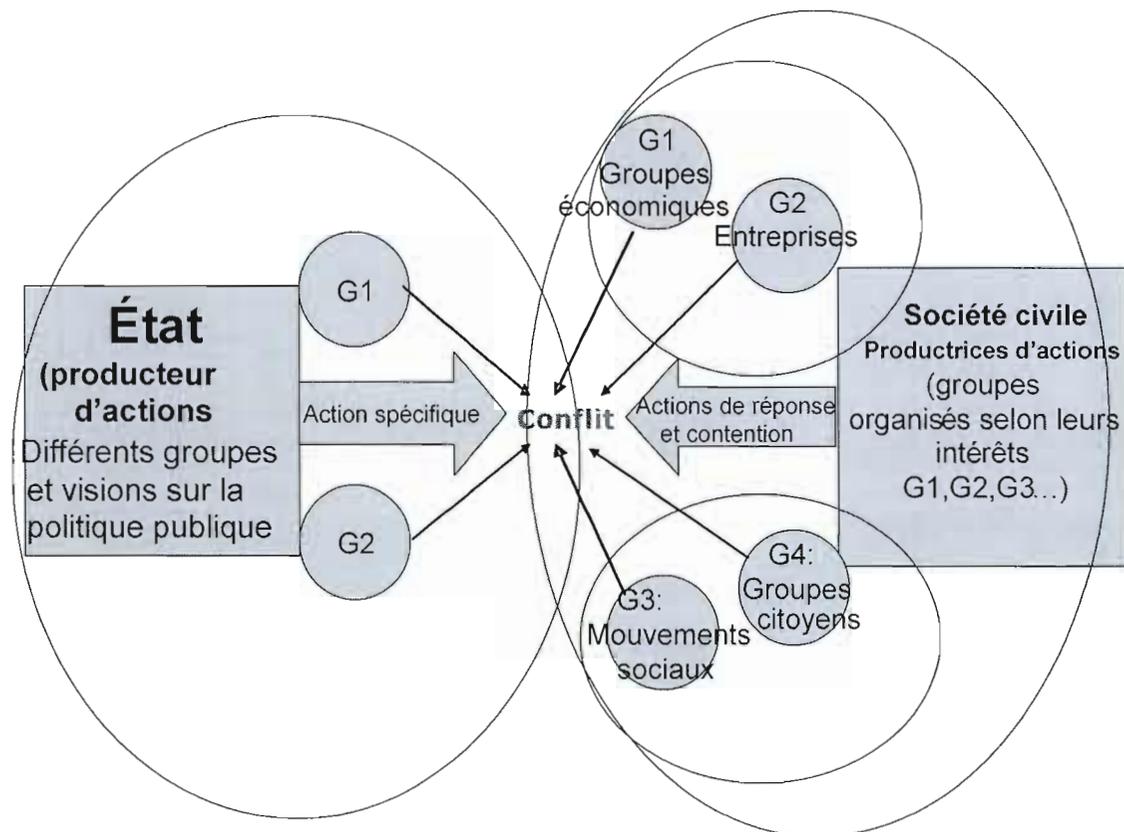


Figure 8 : Schème du rapport société civile-État

Ainsi, dans toute relation entre un État et des mouvements sociaux, l'action est aussi déterminée par des éléments externes à cette relation. La dynamique des luttes d'intérêts reliées à l'action de l'État donne naissance à des discours opposés de la part des groupes d'acteurs, discours qui s'accompagnent de répertoires de contestation, constituant alors des éléments importants de cette relation. Pour Tilly (1970), la contestation est produite à partir de répertoires culturellement déterminés par les luttes antérieures; ces répertoires seraient ainsi hérités en quelque sorte, mais aussi en processus de transformation. Pour Archila

(1998), le niveau de violence des répertoires utilisés dépendrait du niveau d'exclusion des groupes du système politique. Plus le niveau d'exclusion est grand, plus la violence augmente. Les répertoires de réponses retrouvés comprennent les actions compétitives (dans les communes), les actions réactives (niveaux locaux contre État central) et celles qui sont pré-actives (pour l'inclusion et le contrôle).

2.2 Cadre situationnel

2.2.1 La contradiction société-État en Amérique latine

Tout d'abord, il faut noter que la difficulté de concilier un État moderne en Amérique latine avec une société archaïque ou, en d'autres mots, un ordre juridique moderne basé sur l'égalité de droits dans un environnement d'inégalités économiques profondes (Fleury, 1992), crée une relation société-État difficile. Les défis inhérents à cette relation sont principalement démontrés par l'informalité des économies dans les États latino-américains et par l'impossibilité réelle de ces États d'appliquer des règlements juridiques (faiblesse de l'État). Ceci est manifestement mis en évidence par la coexistence de deux situations contradictoires à l'intérieur de ces territoires : d'une part, une partie de la société (la plus riche) vit dans un lieu où le pacte social fonctionne et où la loi prévaut, et d'autre part, on retrouve une société qui survit dans un état de nature Hobbesienne constante, sous la loi du plus fort (de Souza, 2001).

Comme l'affirme Favreau (2002, p. 35), l'importance de la société civile et des mouvements sociaux en Amérique latine est profondément liée au manque d'un État qui soit capable d'intervenir dans la vie communautaire et individuelle des sujets pour instaurer un État de droit : « l'action collective en Amérique latine s'explique en partie par l'absence d'un État animateur et gestionnaire de changements sociaux ». En effet, dans le subcontinent latino-américain, les processus d'organisation communautaire demeurent à la fois des formes de défense des droits sociaux et politiques par les classes populaires et des formes de

construction du développement économique, généralement informelles. Ces deux processus sont mis en rapport et s'alimentent mutuellement.

Fleury (1992) attribue trois caractéristiques à la relation problématique société-État en Amérique latine:

- 1) Le patrimonialisme, comme produit d'une définition déficiente de ce qu'est le public
- 2) L'autoritarisme, comme expression tronquée de la démocratie, qui nie la participation
- 3) L'exclusion, comme déni des droits des citoyens pour la plus grande partie de la population

Ces caractéristiques ont conditionné la vie de plusieurs acteurs, celle des mouvements sociaux comme celle des organisations communautaires, en favorisant des formes d'actions particulières qui ont apporté une impulsion aux modèles de développement et de gestion alternatifs. Ces modèles sont nés en réponse à la prolifération des mouvements revendicateurs régionaux et grâce à l'expérience sociale accumulée par ces mouvements pendant des décennies de luttes. Ces luttes ont abouti à une plus grande influence au niveau des décisions politiques et à une plus grande visibilité des mouvements sociaux, ce qui a rendu possible la coordination supra-nationale de l'action collective.

2.2.2 La décentralisation en Colombie

Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous avons mentionné une des principales caractéristiques du régime politique de la Colombie, soit la forte influence de l'exécutif sur les autres branches du pouvoir public. Nous y avons caractérisé la mobilisation collective des années 1980 en lien avec la demande de changements politiques en ce qui concerne la démocratisation de l'administration locale. Cette démocratisation constituait en fait une des principales demandes des mouvements sociaux. La demande d'une réforme du système

administratif visait une redistribution régionale du pouvoir, qui était jusqu'alors centralisé au niveau national, dans la figure du président de la République.

Cette demande de décentralisation présentait en fait deux principales branches. D'un côté, on retrouvait l'émergence de mouvements sociaux qui ont fait une pression importante sur les élites traditionnelles (Santana, 1988) : ces mouvements sociaux, au niveau local, avaient commencé à se convertir en options de pouvoirs en s'organisant en groupes politiques au niveau régional. Les mouvements sociaux cherchaient à générer des changements politiques afin d'obtenir un espace de représentation en dehors du système traditionnel (exclusivement bipartite) des partis politiques et en dehors des pratiques clientélistes de ces derniers. D'un autre côté, on retrouvait également une forte pression internationale de la part des organismes multilatéraux de crédit (Banque mondiale, FMI, Banque interaméricaine de développement) pour établir des réformes de type « structurel » (Robledo, 2000). Ces réformes concevaient la décentralisation comme un de leurs piliers centraux et visaient à construire une forme d'expérimentation de l'application de politiques néolibérales dans le tiers-monde (Harvey, 2006). Ces pressions, nationales et internationales, se sont rencontrées pendant cette période et ont contribué à réformer le système de représentation politique : au niveau local, avec l'élection populaire des maires et des gouverneurs et au niveau administratif national, en amenant une plus grande décentralisation.

La constitution de 1886, en vigueur jusqu'en 1991, était une constitution conservatrice fondée sur une concentration excessive du pouvoir dans la branche exécutive. Cette constitution nommait le président en tant qu'autorité administrative suprême de l'État et concentrait dans sa personne les pouvoirs de nomination de tous les postes exécutifs, tant au niveau départemental que municipal. Ainsi, pendant son mandat, le président nommait les gouverneurs de chacune des régions et ceux-ci, à leur tour, nommaient les maires du pays (en fonction d'une approbation présidentielle implicite). Ce système politique, fondé sur la concentration de la décision politique et administrative dans la personne du président ne prenait pas en compte les aspirations et besoins des communautés locales, ni les problèmes spécifiques à chaque région. Les municipalités se retrouvaient dans une situation institutionnelle difficile : d'un côté, elles devaient affronter un problème de légitimité à cause

de la nomination présidentielle (sans élection) pour le poste occupé et, d'un autre côté, la nomination provenant du niveau central se traduisait sur le terrain en une gestion administrative déficiente au niveau local. Ceci impliquait que la plupart des maires et gouverneurs constituaient des pions politiques du parti au pouvoir et leur imputabilité était limitée à leur relation avec le président. Par ricochet, les fonctionnaires n'étaient pas tenus responsables face aux communautés qu'ils géraient. De plus, cette situation contribuait à diminuer la capacité de réponse des institutions locales face aux problèmes locaux et régionaux, dû principalement au manque de ressources pour les investissements et à une administration ankylosée par les rapports de clientélisme encouragés par le centralisme. Pendant les années 1980, ces problèmes ont été exacerbés par la crise économique qui a affecté les pays latino-américains (*Crise de la décade perdue*; Chica, 1988). Les problèmes dérivés du centralisme n'ont pas uniquement entraînés des conséquences politiques mais aussi macro-économiques. En effet, les conséquences économiques de ces problèmes ont inclus des déséquilibres au niveau des économies régionales, avec la concentration de la production de la richesse dans quelques centres urbains (Bogota, Cali, Medellin, Barranquilla), ce qui a entraîné de fortes tensions sociales. Ces tensions sociales ont été exprimées par des conflits armés dans les régions les plus pauvres (*Plan national de rehabilitación*, 1986).

Le dit centralisme a contribué à accentuer le déséquilibre déjà existant dans la mesure où il concentrait le développement dans les espaces métropolitains, et a augmenté l'hétérogénéité régionale à l'intérieur du territoire national. Le résultat fut l'iniquité, et les défis socio-économiques engendrés par ce phénomène se sont traduits en des frustrations et des tensions sociales (Dugas et Ocampo 1992, p. 19, traduction libre)

Les crises institutionnelle et économique provoquées par la concentration du pouvoir en termes administratif et spatial ont constitué un des plus grands problèmes politiques à la fin des années 1970 et dans la première partie des années 1980. Ceci a été particulièrement mis en évidence pendant la période de la présidence de López Michelsen (1974-1978). Ce président a voulu instaurer une réforme constitutionnelle qui aurait permis la décentralisation politique au niveau territorial, mais ce projet de réforme constitutionnelle a finalement été rejeté par la Cour suprême de justice, à cause des contradictions soulevées avec l'esprit de la

constitution d'alors. En bref, la réforme proposée par Michelsen avait comme but de promouvoir une décentralisation politique et fiscale basée sur l'élection populaire des maires et un changement fiscal qui aurait permis aux municipalités de collecter des impôts et d'administrer leur propre budget (la plus grande partie de celui-ci serait provenue de transferts nationaux) en fonction des besoins locaux. En ce sens, cette réforme aurait permis que le maire ne soit plus un représentant du président, mais une autorité indépendante avec son propre budget. Même si la réforme ne s'est pas concrétisée, le gouvernement Michelsen a inclus dans son plan de développement des mesures importantes pour renforcer le rôle des municipalités au niveau du développement local. Parmi ces mesures, on peut souligner la création d'aires métropolitaines, constituées par l'association de municipalités avoisinantes et dont le mandat était d'établir des politiques de développement régional, ainsi que la création de différents comités sectoriels et de coordination entre des institutions nationales, départementales et municipales (López, 1975). Ces mesures ont été significatives du point de vue de la planification régionale, mais étaient considérées limitées dans la mesure où elles ne transféraient pas aux municipalités la représentation politique et ne conféraient pas une indépendance fiscale et administrative aux municipalités. Au niveau économique, cette période a aussi été fortement touchée par la « Crise d'accumulation de l'industrie colombienne » (Chica, *op. cit.*), une période de stagflation²⁸ au niveau de la croissance industrielle qui a produit une forte crise récessive, ce qui a contraint l'État à reformuler la planification du développement.

Pendant la période du gouvernement de Julio Cesar Turbay (1978-1982), la Banque mondiale a supporté le gouvernement colombien pour engager une mission²⁹ économique

²⁸ La stagflation est la situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation (c'est-à-dire une croissance rapide des prix). Cette situation est souvent accompagnée d'un taux de chômage élevé (*Monetary policy and stagflation in the UK*, Banque d'Angleterre, 2002).

²⁹ Tel que souligné par Escobar (1995), les missions constituaient des commissions de recommandation visant la réussite du développement d'un pays. Il faut noter qu'en Colombie, l'influence des missions économiques supportées par des organismes multilatéraux avait débuté en 1949 (Escobar, 1995), avec la mission « Currie », présidée par le prestigieux économiste du même nom. La mission Currie avait influencé le design de la politique économique du pays pendant plusieurs décennies.

ayant comme but de mettre en évidence les problèmes des politiques fiscales et macro-économiques colombiennes et de faire des recommandations. Cette mission s'est appelée « Bird-Wiesner », puisqu'elle a été prise en charge par Richard Bird, un économiste canadien réputé, et par l'économiste colombien Eduardo Wiesner (Gonzales, 2006 et Moncayo, 2002). Les conclusions de la mission Bird-Wiesner ont été publiées en 1981 et mettaient l'accent sur la nécessité de structurer une décentralisation réelle au niveau politique et fiscal pour réorienter le développement régional. La décentralisation politique suggérée devait être basée sur l'élection populaire des maires et des gouverneurs pour responsabiliser les régions vis-à-vis l'adoption de leurs politiques de développement.

En plus d'engager cette mission, le gouvernement Turbay a approfondi la stratégie de développement régional proposée par le gouvernement antérieur. L'administration Turbay a adopté un plan de développement appelé « *Plan de integración nacional* » (PIN). Ce dernier était basé sur la reconnaissance des capacités des régions à planifier leur développement. Il était centré sur la déconcentration administrative, avec la création d'institutions régionales et visait la déconcentration de l'activité économique de l'État (création d'entreprises étatiques au niveau régional). Le but de ce plan était de mettre en place des rapports de coordination entre les politiques régionales et le plan national de développement. Particulièrement, ce processus a considéré la planification urbaine comme une condition du développement à l'échelle locale. Dans ce gouvernement, les régions métropolitaines ont été réglementées juridiquement et, pour la première fois, leurs structures ont été réellement mises en œuvre. En 1979, le gouvernement a de nouveau présenté un projet de réforme constitutionnelle pour instaurer l'élection populaire des maires et des gouverneurs, mais ce projet a connu le même sort que l'antérieur, la Cour suprême de justice l'ayant déclaré « inapplicable ».

Pendant la période de l'administration de Belisario Betancourt (1982-1986), qui correspond à la période d'étude de notre recherche, les problèmes liés à la décentralisation ont pratiquement remplacé ceux liés au développement régional en termes des priorités gouvernementales. En 1986, cette administration a enfin réussi à faire approuver par la Cour suprême le projet de changement constitutionnel concernant l'élection populaire des maires et des gouverneurs. Cette réussite a également été accompagnée d'un changement fiscal qui

avait pour but d'accorder un pouvoir économique réel aux municipalités, en modifiant la redistribution des impôts reçus par la municipalité et en augmentant les transferts directs, du niveau national aux régions. Un autre élément important de cette période a été la mise en place d'un plan de développement (PNR, *Plan nacional de rehabilitacion*; Ramirez, 1988) qui visait à combattre la violence par une redistribution des ressources allouées par le gouvernement national aux municipalités dévitalisées économiquement ou économiquement enclavées³⁰. Ce plan de développement était en fait un plan de lutte contre les causes structurelles de la violence au niveau régional. Il se basait sur l'idée que l'inclusion de ces régions dans le marché national permettrait d'éliminer la violence engendrée par l'inégalité dans les revenus de la population. Le gouvernement Betancourt a aussi créé des « Corporations régionales » qui étaient chargées d'élaborer une planification intégrée pour des régions plus larges que les départements. La création de ces institutions a constitué une stratégie intéressante pour favoriser une meilleure intégration régionale. Plus spécifiquement, dans le cas de Popayán, la création de la Corporation régionale du Cauca (CRC), une institution *sui generis*, a permis la prise en charge régionale de l'administration des ressources allouées à la reconstruction de la zone sinistrée après le tremblement de terre de 1983. Nominale et administrativement, cette corporation était de niveau régional, mais avait été spécialement créée pour répondre aux défis soulevés par le tremblement de terre.

Par ailleurs, la période de Betancourt a été déterminante dans la construction d'une politique de paix cohérente: pour la première fois dans l'histoire colombienne, un président a établi une politique publique de paix. Il a déclaré une amnistie inconditionnelle pour les groupes de guérillas, ce qui a permis une démobilisation importante de plusieurs individus impliqués dans ces groupes. Cependant, malgré les améliorations apportées par ces politiques, le gouvernement a aussi dû faire face aux conséquences de deux tragédies naturelles de grande ampleur. D'abord, rappelons le tremblement de terre de Popayán, le 31 mars 1983. Puis, près de deux ans et demi plus tard, le 13 novembre 1985, l'éruption du volcan *Nevado del Ruiz* a détruit la ville d'*Armero* et causé la mort de 25 000 personnes.

³⁰ Les économies d'enclave étaient des économies qui, tout en étant intégrées dans l'économie globale, n'apportaient aucun profit pour les populations locales, e.g. l'économie des régions pétrolifères et d'exploitation minière.

L'année 1986 a débuté avec une nouvelle administration, celle de Virgilio Barco Vargas (1986-1990). Ce gouvernement a mis en place un vaste changement au niveau de la planification urbaine en concevant la *Loi de la réforme urbaine*³¹. Cette loi a entraîné la création de l'Institut colombien pour la réforme urbaine (INURBE). La réforme urbaine visait à diminuer le déséquilibre présent au niveau de la propriété urbaine (forte concentration de la propriété dans les couches les plus hautes de la population, grande majorité de la population sans accès à la propriété urbaine) en permettant l'accès au logement par la création de plusieurs subventions; ces subventions visaient à supporter la construction et l'achat de terrains qui serviraient à l'édification de logements pour les couches les moins nanties de la société. Elle tentait aussi de prévenir la spéculation immobilière liée à la propriété « oisive », i.e. que l'administration se réservait le droit de racheter au prix du marché les terrains laissés vacants pour une certaine période de temps. Par ailleurs, elle régula également l'augmentation de la valeur des terrains liée à la construction d'infrastructures publiques. À partir de cette période, les municipalités sont devenues responsables de la prestation des services publics (énergie, aqueducs, égouts, vidanges, auparavant de responsabilité nationale), de la construction de logements et de l'administration des services de santé et d'éducation (Moncayo, 2001). Parallèlement, un Fond d'investissement régional a été créé, appelé *Corporación financiera territorial* (FINDETER).

2.2.3 La politique de logement en Colombie

Historiquement, la politique de logement en Colombie a été dirigée par deux institutions, l'Institut de crédit territorial (ICT) et la Banque centrale hypothécaire (BCH). Ces deux institutions étaient chargées de la construction et du financement de la construction des logements depuis la fin des années 1930. Même si le mandat de ces institutions a été modifiée avec le temps, on pourrait dire, qu'en général, à l'origine, l'Institut de crédit

³¹ Loi 09 de 1989

territorial construisait les logements et la Banque centrale hypothécaire autorisait les emprunts à long terme pour leur construction.

L'institut de crédit territorial était spécialisé dans le logement urbain, avec trois programmes spécifiques : le programme d'autoconstruction, le programme de construction par étapes et le plan d'éradication des bidonvilles (Marín, 1991). Jusqu'en 1970, la BCH était la seule institution financière spécialisée dans le logement et la seule qui accordait des prêts hypothécaires. Cependant, en 1970, le gouvernement a autorisé la création de corporations d'épargne et de logement (CAV), des organismes privés dont les ressources financières provenaient du public et qui destinaient ces ressources au secteur de la construction. Le but des CAV était d'encourager une orientation productive de l'économie vers la construction.

La création d'organismes de captation et de financement privés pour le logement a été accompagnée de la création d'un système particulier d'épargne, l'UPAC (Unité de pouvoir acquisitif constant). Ce système consistait en un type d'épargne qui n'était pas lié à la valeur de la monnaie, mais à une unité monétaire d'indexation, l'UPAC. Cette stratégie visait à diminuer les effets pervers de l'inflation sur la dette des épargnants. Le système était attirant pour les banques et la plupart d'entre elles ont demandé et obtenu du gouvernement de devenir des CAVs. Cependant, malgré les efforts du gouvernement pour garantir l'accès au crédit hypothécaire, la plupart des citoyens n'avaient pas la possibilité d'y accéder à cause de la pauvreté. Le système d'emprunts a été dirigé vers la classe moyenne, qui avait les moyens de garantir le remboursement de la dette et de pouvoir faire face à la variabilité de la valeur de l'UPAC, ce qui n'était pas le cas des populations pauvres. Malgré les efforts du gouvernement, la création de l'UPAC a ainsi surtout favorisé les banques.

Le gouvernement Betancourt (1982-1986) a tenté d'encourager la construction de logements pour les classes populaires en modifiant le système UPAC. Pour élargir l'accès au logement dans ces populations, il a promu le crédit sans mise de fond initiale et a établi la valeur d'une maison populaire à 1000 UPAC. Il a également modifié la fonction de l'ICT en destinant 30% de ses ressources à la construction des maisons populaires. L'ICT construisait ainsi ce type de maisons et le citoyen demandait à la banque un emprunt pour l'acheter à l'ICT. Par exemple, une maison à 1000 UPAC en 1986 coûtait en fait 860 000 pesos.

Cependant, deux ans plus tard, le prix de celle-ci (ou de la dette) était rendu à 1 237 000 pesos, à cause de la variation du prix de l'UPAC avec l'inflation (Clavijo, 1987). Bien que plusieurs personnes aient accédé à ce type d'emprunts, l'augmentation de la dette et des paiements mensuels requis a entraîné un retrait de la plupart d'entre elles du système (par la revente ou la perte de la maison). Au total, le gouvernement de Betancourt a contribué à construire 400 000 logements, mais ce chiffre n'a pas significativement réduit le déficit de logements à cause de l'augmentation de la population. Il n'a pas non plus réussi à faciliter significativement l'accès au logement pour les populations les plus pauvres.

Le gouvernement de Virgilio Barco Vargas a modifié la fonction de l'ICT en réduisant sa participation dans les projets d'infrastructures et d'urbanisme et en le transformant en une entité de co-financement et de distributions de subventions pour des programmes de réhabilitation de bidonvilles et pour la construction de nouvelles maisons populaires. Ces subventions ont encouragé les communautés à participer à la construction de logements pour les classes pauvres par le moyen d'une régulation des subventions pendant le processus d'auto-construction. Ce gouvernement a aussi offert des avantages financiers (e.g. diminution des taxes foncières et des paiements de notariat) pour l'acquisition de terrains destinés à la construction de logements populaires. Pour accéder à ces subventions, les citoyens devaient s'organiser en association, ce qui leur permettait d'être considérés comme des promoteurs qui allaient construire ces logements.

Dans le cadre de la Loi 9 de 1989 ou *Loi de la réforme urbaine*, pour la première fois, on parle de « logements d'intérêt social » comme une catégorie de logements pour les secteurs les plus pauvres. Cette loi a permis à l'État de déclarer comme d'utilité publique et sociale l'achat de terrains destinés à la construction de logements d'intérêt social. Cette déclaration d'utilité publique a permis au gouvernement d'établir une procédure administrative permettant l'expropriation avec une indemnisation correspondant au prix du marché. Avec cette loi, les municipalités ont dû établir un plan de développement. Ce plan devait déterminer le périmètre urbain et tenter de légaliser les quartiers clandestins. La loi a aussi prévu que, dans le cas où le terrain des invasions était propriété de l'État, il devait être cédé gratuitement si l'occupation avait eu lieu avant la présentation de cette loi au Congrès.

La loi a aussi transformé la fonction de l'ICT, qui devait alors destiner 80% de ses ressources au financement de logements d'une valeur inférieure à 110 salaires minimum mensuels. Cette loi peut être considérée comme le fruit de toutes les luttes menées par les mouvements pour le logement (*viviendistas*) en Colombie pendant cette période.

2.2.4 Contexte historique local

2.2.4.1 La ville coloniale

Popayán est une ville coloniale qui a été profondément influencée par son parcours historique. Dans cette section, nous montrerons comment des tensions urbaines se sont graduellement développées entre les éléments provenant de l'héritage colonial et ceux évoqués par son entrée dans la modernité.

La naissance des villes du Nouveau Monde est le produit d'une translation de la culture européenne en Amérique (Rama, 1984). En effet, la ville coloniale s'est transformée en un centre de transfert de civilisation, tant pour le cas français (Nouvelle-France) que pour le cas espagnol (Amérique latine). Ce transfert entraînera la confrontation militaire des cultures affirmées précédemment sur le territoire (Amérindiens) avec leurs nouveaux habitants (colons). Le processus d'invasion du Nouveau Monde imposera donc le caractère hispanique et français à la vie en Amérique. Il y déterminera le développement d'une vision du monde, d'une culture et spécialement d'une foi qui s'opposeront fermement aux modes de subsistance des cultures indigènes et aux manifestations de cette culture indigène dans la vie sociale de la colonie.

Le transfert de la civilisation espagnole en Amérique a été mis en œuvre selon deux procédés :

1. La fondation de villes coloniales d'outre-mer dans lesquelles les conquérants réclamaient le territoire découvert au nom de leur couronne, pour ensuite essayer de le peupler. Ces villes se sont transformées de campements de première ligne

(d'avancée) - qui ont permis l'approvisionnement des armées envahissant le territoire - en forts, qui devaient ensuite résister aux attaques des indigènes par la construction de palissades. Bien que les villes coloniales aient eu une vocation militaire indubitable, elles renfermaient aussi un important caractère civilisationnel; ces villes tentaient de construire des reproductions culturelles européennes dans un monde « barbare » dominé par les indigènes. La ville européenne en Amérique a été constituée comme un foyer de civilisation, tel un « point de lumière » face à « l'obscurantisme » des populations indigènes, telles que ces dernières ont été considérées par les habitants européens.

2. Le second procédé consistait dans le transfert de la moralité catholique à l'indigène et dans la mise en place d'ordres légaux européens dans la vie des colons américains. La construction des missions et l'établissement de communautés religieuses sur le territoire américain sont des exemples de cette nécessité de conversion civilisationnelle. La profusion des églises, des missions et des ordres religieux constituent des caractéristiques importantes de l'histoire urbaine des villes coloniales.

2.2.4.2 De la ville lettrée latino-américaine à la ville industrielle : Tracé urbain

Dans son texte illustratif sur les villes coloniales hispaniques en Amérique, Angel Rama (1984) explique comment la ville « lettrée » était un type de ville typiquement espagnol, dans laquelle les processus religieux, ajoutés à la reproduction intellectuelle des coutumes de la métropole espagnole, constituaient un type de ville particulier. La ville coloniale n'est pas tant un objet architectural qu'un système complexe de reproduction culturelle de l'Europe dans le Nouveau Monde. Ce système culturel était physiquement représenté dans la forme des tracés urbains des villes latino-américaines : la structure spatiale se basait sur une série de réticules orthogonaux comportant un damier dans le centre. Cette structure était répétée dans les centres coloniaux autant que cela était possible. L'activité de la ville était basée sur son centre, faisant office de marché, autour duquel on érigeait les bâtiments où siégeaient le pouvoir administratif (conseil municipal) judiciaire et

ecclésiastique, en même temps que les maisons des familles célèbres récemment établies dans cette société coloniale (Arbelaez et Sebastián, 1967).

Dans un même temps, la construction d'universités revêtait une importance énorme dans la ville coloniale. Elle garantissait la reproduction de la bureaucratie et, par conséquent, du pouvoir de la couronne sur le Nouveau Monde. La fondation de la ville de Popayán ne sera pas différente du reste des villes coloniales espagnoles, comme l'énonce Diaz (1996, p. 61):

La fondation de Popayán (1537), tout comme celle des autres villes hispano-américaines, a été effectuée à la manière d'un rite qui donnait un sens à l'occupation du nouveau territoire. La place centrale est apparue comme l'élément articulatoire du tracé urbain, comme le centre géométrique et symbolique de l'espace conquis. [...] Cette fonction est mise en évidence par le quadrillé, qui, à la manière d'une grille adossée aux collines tutélaires, forme le sceau officiel du modèle de l'urbanisme hispanique appliqué en Amérique

À cause de sa position géographique, Popayán s'est rapidement transformée en un important centre administratif pour la couronne espagnole. Les conditions climatiques de la ville, située à 1800 m d'altitude sur la ligne équatoriale, étaient idéales, avec une température qui fluctuait entre 18 - 23 degrés Celsius. Les Européens ont trouvé dans cette région un lieu où ils ne souffraient pas des inclérences des climats tropicaux de basse altitude et où le relief montagneux déterminait les limites naturelles de la ville.

Le phénomène politique marquant du XIX^e siècle à Popayán a été l'indépendance de la Nouvelle-Grenade³² (1810) de la métropole espagnole. Cette période sera dénommée « l'Émancipation » et donnera lieu à une nouvelle forme administrative : la république. Cette époque de transition entre l'ancien et le nouveau régime a influencé la structure urbaine et politique de la ville, faisant place à une conception urbaine différente, à de nouvelles tensions et à des conflits urbains.

³² La Vice-royauté de Nouvelle-Grenade, fondée par la couronne d'Espagne, était géographiquement composée des actuels états de Colombie, Équateur, Panama et Vénézuéla (qui comprenait alors la Guyane et Trinidad et Tobago).

L'indépendance n'a pas signifié une coupure définitive avec ce qui respectait le tracé urbain, le paysage, le tissu urbain de la capitale. [...] Tout cela a permis que l'héritage colonial espagnol soit maintenu sans changements majeurs. Toutefois, la densification de la ville a créé de nouvelles pressions sur les services publics, la salubrité et l'approvisionnement, qui n'ont alors été assurés que très partiellement, produisant une détérioration relative de l'espace et de la qualité de vie. (Pinzón, 1989, p. 107)

Au niveau mondial, le XIX^e siècle a aussi inauguré une étape de croissance urbaine importante et la création d'un nouveau type de ville : la ville industrielle. Celle-ci a influencé de façon majeure le développement en Amérique latine. L'indépendance de l'Amérique hispanique vis-à-vis la métropole a également amené les villes dans un virage radical sur le plan de leur conception de l'urbanisme. La planification s'est libérée des règles esthétiques espagnoles; des éléments architecturaux de type anglais et français ont fait leur apparition (Téllez ; p. 253), ce qui a transformé la composition spatiale des villes. La ville latino-américaine a cessé d'être un centre administratif pour devenir un centre de production industrielle où se sont concentrées à la fois la main d'œuvre et l'activité économique.

En Colombie, la révolution industrielle, comme produit de la transformation économique, n'a pas été ressentie avant le début du XX^e siècle, soit avec l'industrialisation du pays et les changements économiques qui se sont ensuivis. Malgré cela, les processus de croissance urbaine pendant cette période sont loin d'être négligeables; la population colombienne est passée de 2,243 millions d'habitants en 1851 à 4,144 millions en 1905, ce qui signifie qu'elle a quasiment doublé au cours de ces 50 ans. À ces changements démographiques, il faut aussi ajouter des changements technologiques qui ont eu des effets majeurs sur la dynamique urbaine. Parmi ces changements, notons les suivants : la création des réseaux d'aqueducs, d'égouts, l'installation de réseaux électriques et l'avènement de l'automobile. Ces changements ont été rapidement introduits à Popayán. C'est seulement au début des années 1930 que la Colombie a réellement commencé à se moderniser; l'émergence de l'activité économique reliée au café et l'indemnisation pour la perte du territoire de Panama³³ font partie des éléments marquants de cette période, pendant laquelle le

³³ L'expansion de la culture du café et l'augmentation des revenus provenant de l'exportation des graines de café à la fin des années 1920 ont amené un boom industriel dans les années 1930.

pays est passé d'une économie de subsistance à une économie de type industriel. Ce changement s'est accompagné d'un processus d'urbanisation favorisé par le phénomène d'industrialisation et par la migration de paysans à cause de la violence rurale. Si, pour l'année 1938, la distribution de la population colombienne était alors de 69% rurale vs 31% urbaine, durant l'année 1985 (moins de 50 ans plus tard), les pourcentages se sont inversés, avec une population 69.5% urbaine et 30.4% rurale (Plata, 1989. p. 357). Ce changement démographique très significatif a eu des conséquences désastreuses sur la planification urbaine de la ville qui, à cause de la pression migratrice, s'est transformée chaotiquement. L'arrivée massive de paysans de la campagne à la ville a généré des problèmes urbains gigantesques qui ont résulté en un collapsus de la capacité de réponse des autorités.

En Amérique latine, les processus d'urbanisation accélérés et tardifs ont entraîné le chaos et des problèmes face auxquels il a été de plus en plus difficile de répondre. La crise urbaine s'est manifestée en Amérique latine non seulement à travers la pauvreté, mais aussi à cause des besoins criants des individus et des collectivités :

En premier lieu, nous dirons qu'il existe une concentration d'activités et de population en termes spatiaux. Cette concentration de la population, par exemple comme résultat de l'exode rural provoqué, a été produite par la concentration d'activités selon les convenances de quelques grandes entreprises. [...] Une telle concentration d'activités, entraîne, d'une part, dans les grandes concentrations urbaines, une congestion d'activités et la création d'un système de rareté des ressources qui doivent répondre aux nécessités de la population et aux activités concentrées là-bas. Dans ces villes, il se produit une crise authentique des services d'infrastructure urbaine, depuis l'assainissement de base à l'éducation, la santé, le transport, c'est-à-dire pour tout ce qui constitue des activités et des fonctions absolument nécessaires à l'existence de toute grande ville. Le logement se transforme en un bien de plus en plus rare, c'est-à-dire que, chaque jour, il est plus difficile pour les mécanismes économiques comme institutionnels de produire et de distribuer des logements selon les nécessités de la population. Ceci conduit à une situation où, dans la mesure où il y a nécessité de logement et que de telles nécessités ne sont pas satisfaites, on procède à l'auto-construction de logements populaires, à l'invasion de terrains. Castells (1988, p. 16-17)

L'industrialisation a aussi été favorisée par l'augmentation des dépenses publiques permise par le paiement d'une indemnité de la part des États-Unis après la séparation du Panama (qui, avant 1903, appartenait au territoire colombien).

Cette production illégale de la ville (comprenant l'invasion de terrains) engendrée après un processus d'industrialisation accéléré, à laquelle Castells fait référence, a produit une dualisation urbaine à l'intérieur de celle-ci. La ville « planifiée » et la ville « envahie » composaient les deux faces de cette dualisation et ce phénomène urbain a affecté profondément la dynamique des luttes urbaines. La ville « envahie » a aussi été mise en évidence dans l'espace public par l'apparition de mouvements revendicatifs pour l'accès au logement et pour des conditions de vie plus dignes.

2.2.4.3 Popayán, élites du pouvoir et clientélisme

Popayán est une ville coloniale typique originellement fondée sous les lois indiennes³⁴ qui régulaient de façon détaillée la construction des villes. Elle a été construite selon l'archétype hispanique, tel un damier où, dans le centre, on retrouve une place centrale. Celle-ci a eu une importance capitale : c'était le lieu symbolique de l'identité locale où ont été érigés, pendant l'époque architecturale républicaine, les monuments des vainqueurs des guerres contre les Espagnols, mais aussi contre les autochtones qui habitaient ces espaces auparavant. La place centrale est aussi devenue un lieu de contestation, de subversion. Le discours colonisateur du pouvoir espagnol y a nié le discours autochtone (Jiménez, 2003).

Le centre historique de la ville a constitué le pôle de concentration urbanistique jusque dans les années 1950. Il a été créé pour une ville coloniale, avec des intérêts et des logiques différents de ceux de la modernité. L'avènement de l'automobile, la croissance de la population et l'arrivée de l'électricité ont constitué des points importants dans les processus de changements. Les fonctions territoriales physiques et symboliques de la place se sont aussi modifiées avec les années. Popayán, une société liée à l'économie des grands propriétaires terriens, a perpétué jusqu'aux années 1950 les coutumes liées à l'*hacienda* (grandes fermes). Les relations sociales étaient alors déterminées par une économie associée à la terre, qui conservait certaines caractéristiques féodales (Whiteford, 1964), telles que les relations

³⁴ On nomme ainsi les lois promulguées en 1680 par la royauté espagnole, qui visaient à réguler la vie sociale, politique et économique des habitants américains de la couronne.

sociales seigneurs-serfs, qui ont continué même au milieu du XX^e siècle. La Ville n'a pas réussi à introduire des changements dans le système de production ni même à les permettre, étant donné les préjugés de ses élites concernant la production et le commerce, préjugés qui avaient été hérités de la tradition coloniale espagnole. Jusqu'en 1903, le département du Grand Cauca était divisé en trois régions (Cauca, Valle, Choco); en 1903, la région la plus riche (Valle del Cauca) est devenue administrativement et politiquement indépendante du Grand Cauca, en tant que département (Almario, 2005). Rapidement, la ville de Cali (capitale du Valle del Cauca) s'est industrialisée et a remplacé les élites de Popayán dans le contexte national. L'industrialisation a aussi contribué à transformer les rapports sociaux basés sur les relations entre travailleurs et patrons (Padilla, 1977).

À partir de 1903 et jusqu'au tremblement de terre, les élites de Popayán (grands propriétaires terriens) ont reproduit dans le Cauca un système clientéliste basé sur l'utilisation privée de ressources publiques. La politique était comme un jeu impliquant la répartition millimétrique de privilèges et de faveurs entre des patrons qui se sont organisés à l'intérieur d'un parti politique et leur clientèle (électeurs). L'électeur restait dans l'impossibilité d'avoir une relation directe avec le gouvernement; le patron politique (*cacique*) est devenu le seul médiateur possible entre l'électeur et un État centralisé éloigné de la réalité locale (Caicedo, 2004). Le profit du patron était lié à cette médiation et aux frais croissants qu'il demandait pour ce service. Cette situation clientéliste a eu des effets nocifs sur la construction de ce qui est public.

Le département du Cauca est ainsi demeuré la propriété politique de quelques grands propriétaires terriens. Popayán, malgré son immobilisme politique, a toutefois connu des changements associés à la démographie et à un processus d'industrialisation qui, malgré sa faible amplitude, a influencé fortement les dynamiques sociales. En 1930, une entreprise d'emballages, *Empaques del Cauca*, s'est établie avec plus de 300 employés. En 1950, une maison d'édition a également été développée avec plus de 400 employés. Les entreprises minières d'exploitation du soufre sont aussi apparues pendant cette période, dans les environs du volcan Puracé, à moins de 10 km de Popayán.

L'importance économique de l'université et des fonctionnaires, étant donné le statut de capitale départementale de Popayán, a contribué à créer une classe moyenne relativement importante. Les ouvriers et les fonctionnaires ont engendré de nouvelles relations sociales dans la ville. Cependant, même si les entreprises et les fonctionnaires ont contribué à un changement dans les relations seigneurs-serfs, ces changements sont restés marginaux. Dans les quartiers populaires, les relations patrons-serfs ont continué à régner jusque dans les années 1960. En 1951, une étude menée par un anthropologue américain, Andrew Whitefort, a décrit cette situation sociale, en comparant les classes sociales de Popayán à celles de Queretaro, au Mexique (1965). Selon lui, les rapports sociaux entre les habitants des quartiers populaires et les riches avaient conservé leur caractère féodal. Ce chercheur a montré comment un nouveau pôle de développement urbain a été construit par la classe moyenne et les personnes les plus nanties dans le nord de la ville.

Popayán s'était agrandie d'un côté, légalement, en respectant les règles de planification. C'était le cas de la ville des personnes riches et des quartiers de la classe moyenne, qui avaient édifié un Popayán moderne, avec un réseau routier bien développé, des supermarchés et une esthétique attrayante, où on retrouvait une faible concentration d'habitants. Une autre partie de la ville était constituée par les quartiers populaires pauvres, où l'entassement était devenu la norme. Comme nous avons mentionné dans le premier chapitre, le secteur urbain de Popayán ne s'est pas agrandi proportionnellement à la croissance démographique, ce qui a provoqué une densification dans l'utilisation des espaces dans les édifices existants et un entassement dans les secteurs pauvres de la population. Ce fait démographique a profondément influencé les dynamiques des actions collectives qui ont eu lieu après le tremblement de terre de 1983.

2.2.4.4 Le tremblement de terre et la transformation de la ville

Figure 9 : Église de Popayán endommagée par le séisme de 1983.
(Source : Archives personnelles de Joaquim Mosquera)



Figure 10 : Centre historique de Popayán après le séisme de 1983.
(Source : Archives personnelles de Joaquim Mosquera)



Figure 11 : Immeubles de Popayán endommagés par le séisme de 1983.
(Source : Archives personnelles de Joaquim Mosquera)



La plupart des quartiers nés après le tremblement de terre ont été des quartiers provenant des invasions. La ville existante ne pouvait plus supporter l'entassement de la population dans son centre historique. C'est par la mobilisation populaire, par la voie d'actions collectives et par la création d'un mouvement social que 27 nouveaux quartiers et 181 000 m² ont été ajoutés à la superficie urbaine à Popayán.

Le tremblement de terre a ainsi modifié la ville autant au point de vue physique que social. Les changements physiques peuvent être démontrés par les dommages importants subis à cause du tremblement de terre et par l'apparition des nouveaux quartiers, tandis que les changements sociaux peuvent être montrés par l'apparition de nouvelles organisations sociales, comme le « Comité pour le droit à la vie et à la reconstruction des quartiers populaires » (*Comité permanente pour el derecho a la vida y a la reconstrucción de los barrios populares*) et la « Coordonnatrice des bidonvilles » (*Coordinadora de asentamientos*). Ces organisations ont mis en évidence les fractures sociales existant avant le tremblement de terre et ont fait leur apparition publique par la création d'une autre ville, une ville illégale. Ces luttes liées aux quartiers des invasions ont mené à la construction de 3500 logements (Bonilla, 1989). La prise collective des terrains a entraîné la création d'une organisation de plusieurs groupes citoyens qui ont réclamé leurs droits à la citoyenneté et au logement. Pour la première fois, cette partie de la ville qui était « cachée », la ville des pauvres, allait devenir un acteur principal dans l'histoire urbaine de Popayán.

2.2.4.5 Normativité de la construction urbaine à Popayán

La première référence normative trouvée dans les documents analysés pour le mémoire a été le Plan régulateur de 1964 (*Plan regulador*). Ce plan déterminait le périmètre urbain ainsi que la hauteur permise pour les bâtiments, les spécifications techniques des constructions et les procédures de demandes de permis de construction. Le plan a été modifié en partie par plusieurs décrets adoptés par les mairies suivantes. Toutefois, ce document est demeuré le texte de référence pour la construction des édifices et des logements dans

Popayán. La planification urbaine a généralement été respectée dans tous ses aspects jusqu'à la survenue du tremblement de terre. Jusqu'alors, Popayán était considérée comme une ville « planifiée », où les invasions de terrains et les bidonvilles étaient vus comme des phénomènes relativement rares. Le séisme a donc obligé les autorités à transformer la législation et à introduire des modifications visant à résoudre la crise que celui-ci avait provoquée.

Ainsi, c'est uniquement après le tremblement de terre que le Conseil municipal a décidé d'établir une nouvelle réglementation et qu'il a considéré celle de 1964 comme obsolète, dû aux circonstances engendrées par le séisme. Les *Accords*³⁵ 05 du 23 août 1984 et 03 du 12 juin 1985 sont devenus les nouveaux codes de construction et d'urbanisme à Popayán. Il faut souligner que la *Loi 163* de 1959 avait déclaré comme monument national le centre historique de Popayán, donc les édifices du centre ne pouvaient pas subir d'interventions architecturales majeures. Ceci a obligé l'administration municipale à établir de nouvelles mesures pour leur préservation et pour prendre en charge les dommages importants qu'ils avaient subis à cause du séisme. L'*Accord 15* de 1984 a ensuite établi des normes spécifiques pour la protection du centre historique. Cette forte réglementation pour les espaces du centre-ville n'avait pas d'équivalent dans les régions périphériques nées des invasions, même si elles avaient été incorporées dans la ville. Cependant, cette absence de réglementation n'impliquait pas que ces invasions aient été effectuées de manière désordonnée. Au contraire, dans les quartiers des invasions, les « envahisseurs » ont créé une planification participative, avec leurs propres normes d'urbanisme et d'utilisation du sol. Ces normes, organisées par la Coordonnatrice des bidonvilles, comportaient leur propre logique, en dehors du cadre institutionnel municipal.

À Popayán, les acteurs institutionnels n'ont pas été en mesure de répondre aux problèmes du déficit de logements, qui a atteint 3200 unités. Pendant plusieurs années, les institutions chargées de planifier et de développer la croissance de la ville, telles que l'ICT et le Bureau de planification municipale (*Officina de planeación municipal*), ont fait la sourde oreille à cette situation. Ceci a provoqué des invasions de petite taille dans les alentours de

³⁵ Les Accords, en Colombie, désignent les lois adoptées par les conseils municipaux.

Popayán dans les années précédant le tremblement de terre³⁶ : en 1962, dans le quartier *Los Sauces* (Coronel, 1986, p. 8), en 1964 et 1975 dans le quartier *Pandiguando* (impliquant 44 familles, Molina 1981) et en 1978 dans le quartier de *Tres Cruces* (journal *El Liberal*, 7 novembre 1978). En 1981, un groupe de 50 familles a envahi un parc de la ville, mais ils en ont été expulsés (journal *El Liberal*, 1^{er} septembre 1981). Tel que mentionné précédemment, la BCH était concentrée dans l'impulsion de la construction de logements dans les secteurs des classes moyennes et hautes, par le moyen d'emprunts. Les familles les plus pauvres n'avaient accès qu'aux logements construits par l'intermédiaire de l'ICT, dont le nombre dépendait du niveau national. Le travail de l'ICT à Popayán a été très questionné par la presse de l'époque. Par exemple, en 1977, l'ICT n'avait construit que 200 habitations selon le journal *El Liberal*. Ces habitations ne comportaient que 20 m² et, selon le journal, ressemblaient davantage à des étables. L'ICT a aussi été critiquée pour son inefficacité face aux investissements des ressources qu'il recevait du niveau central. En 1980, par exemple, l'ICT a remboursé 100 millions de pesos au gouvernement national parce qu'il ne les avait pas dépensés (Journal *El Liberal*, 26 janvier 1981). De façon surprenante, en 1982, le directeur de l'ICT à Popayán se plaignait, dans le journal *El Liberal*, du manque de financement dû au manque de liquidité de l'institution au niveau central.

2.3 Conclusions du chapitre II

Ce chapitre a permis d'expliquer le cadre conceptuel et situationnel de notre recherche. Sur le plan théorique, nous avons développé les concepts d'action collective, de mouvements sociaux et de changement politique. Sur le plan situationnel, nous avons décrit le contexte de cette recherche, en montrant l'amorce graduelle d'un processus de décentralisation et la politique de logement en Colombie, spécialement dans les années 1980.

³⁶Ces invasions ont été documentées dans le cadre d'une autre recherche, élargie au point de vue historique, qui a été développée par le Groupe de recherche en études politiques latino-américaines de l'Université du Cauca. Cette recherche sur les différentes invasions, encore en cours, est basée sur les articles de presse du journal *El liberal* et n'a pas encore été publiée.

De plus, nous avons présenté la situation de Popayán, une ville qui, bien que fortement influencée par son passé colonial et par des relations sociales liées à l'époque féodales, se trouvait alors dans une période de transition vers la « modernité » et commençait à affronter des problèmes d'accroissement illégal typiques de l'urbanisation accélérée latino-américaine du début des années 1980. Ces problèmes ont été exacerbés par le tremblement de terre de 1983 et se sont entre autres manifestés par des changements importants en ce qui concerne les dynamiques des actions collectives et l'apparition de nouveaux mouvements sociaux liés à la problématique du logement, ce dont nous traiterons en détails dans le prochain chapitre.

Les définitions d'action collective, de mouvement social urbain et de changement politique que nous avons proposées dans ce deuxième chapitre ont directement guidé nos analyses et la présentation de nos résultats du troisième chapitre. Dans ce dernier chapitre, nous décrirons, en effet, les changements quantitatifs et qualitatifs notés dans les dynamiques des actions collectives à Popayán entre 1982 et 1985, ainsi que le processus de coordination des actions liées au problème de logement et qui ont été développées par le mouvement social de la Coordinatrice des bidonvilles. Nous terminerons en expliquant les impacts de ces actions collectives et des mouvements sociaux sur les changements qui ont suivi au niveau de la politique de logement à Popayán.

CHAPITRE III : RÉSULTATS ET ANALYSES

La principale chose que le tremblement de terre a changée, c'est que les personnes qui, avant, ne pouvaient pas être propriétaires, le sont maintenant. Les luttes ont changé Popayán. Sans elles, aucun pauvre n'aurait de maison. [...] Ne pas avoir et ensuite avoir un logement digne a tout changé pour nous, tant dans la famille que pour la personne en elle-même. [...] Avec la Coordinatrice, j'ai appris à être digne, à mieux parler, à articuler ma pensée. C'est ce que donne le travail en collectivité. Reconnaître que nous avons des droits a été le principal gain. Nous avons su ce que signifiait un droit et comment le réclamer. Mateo (membre de la Coordinatrice des bidonvilles)

3.1 Rappel des hypothèses et structure du chapitre

Dans les deux précédents chapitres, nous avons présenté la problématique et le cadre conceptuel qui ont guidé cette recherche, ainsi que les méthodes et les circonstances historiques qui ont entouré le tremblement de terre de 1983 à Popayán. Nous croyons nécessaire de rappeler ici la question de recherche qui guide notre travail :

Quelle a été l'incidence du tremblement de terre de 1983 sur la dynamique des actions collectives, sur l'apparition et le développement des mouvements sociaux pour le logement à Popayán (Colombie), ainsi que sur la politique de logement de la Ville?

Pour répondre à cette question, nous avons formulé trois hypothèses présentées dans la première partie du travail. La démarche de recherche développée ici concerne essentiellement la validation de ces hypothèses. Cette validation a été faite en suivant les méthodes proposées dans le Chapitre I. Il nous semble pertinent de répéter également ces trois hypothèses afin de procéder, ensuite, à leur démonstration.

Hypothèse 1 : Le tremblement de terre de 1983 en Colombie a affecté une partie importante de la population des locataires, ce qui a entraîné un changement notable dans le nombre d'actions collectives, leurs types et le nombre de participants qui ont pris part à ces actions à Popayán.

Hypothèse 2 : Les actions collectives engendrées par le tremblement de terre ont contribué à l'émergence et au développement de mouvements sociaux pour le logement et ont aussi influencé les stratégies de négociation et de lutte des mouvements sociaux urbains à Popayán.

Hypothèse 3 : Les changements dans les actions collectives et les mouvements sociaux urbains ont entraîné des effets politiques en ce qui concerne la politique de logement à Popayán.

Ce chapitre montre la capacité de réponse et d'organisation des communautés face à une tragédie naturelle. Pour faciliter la lecture, il a été divisé en trois sections, en suivant l'ordre des hypothèses posées. Ces trois sections visent à présenter notre interprétation et nos conclusions.

3.2 Changements dans les actions collectives

3.2.1 Changements quantitatifs dans les actions collectives après le tremblement de terre de 1983

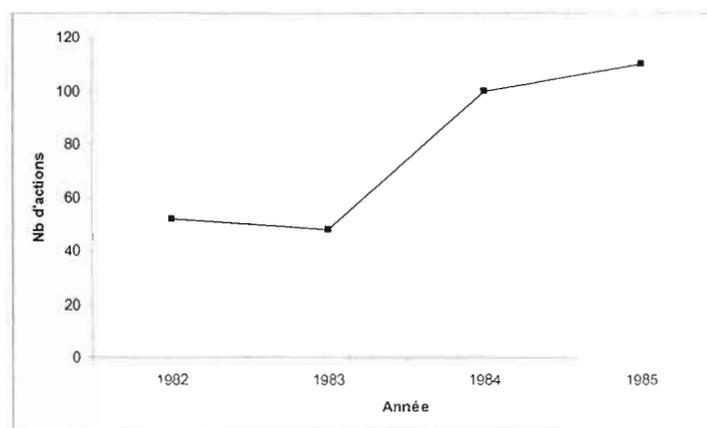
En général, les études précédentes retrouvées dans la littérature concernant les effets du tremblement de terre de Popayán sont très limitées et ont surtout abordé la démographie et l'anthropologie de ce qui a été appelé les « nouveaux quartiers » (Bonilla, 1987; Caicedo, 1990; Menezes, 2006; Coronel, 1986). Ces études manquent, en général, d'une vision plus large qui permette d'établir les liens entre les différents facteurs et de mettre en lumière les caractéristiques de la réponse sociale face au tremblement de terre. Dans la plupart des ouvrages, ces événements ont été abordés d'une façon partielle et ont été limités à quelques

cas, en abordant la dynamique dans un quartier particulier ou d'un groupe particulier. Conséquemment, l'étude de la capacité organisationnelle des mouvements sociaux nés après le tremblement de terre, qui est plus large que ces quartiers ou groupes, a été négligée. Comme mentionné précédemment, le but de cette recherche est d'éclaircir les **rappports** entre les **actions collectives**, les **mouvements sociaux** et les **changements politiques** produits par le tremblement de terre.

Notre recherche montre que le tremblement de terre a entraîné des modifications dans les actions collectives qui ont eu lieu à Popayán. Ces changements ont été de nature quantitative et qualitative. En général, nous démontrons que, quantitativement, le tremblement de terre a mené à une augmentation dans le nombre d'actions collectives et dans le nombre de personnes qui ont participé à ces actions. Qualitativement, le tremblement de terre a modifié les acteurs et les stratégies d'actions des groupes qui ont participé aux protestations ainsi que les motifs des mobilisations ont été transformés également.

Les changements quantitatifs sont évidents à l'observation du graphique suivant, construit à partir de notre base de données sur les actions collectives rapportées dans le journal *El liberal* pendant la période étudiée (1982-1985).

Figure 12 : Nombre d'actions collectives par année



Comme nous pouvons l'observer dans ce graphique, les actions collectives ont plus que doublé entre 1982 et 1985. Elles sont passées de 52 actions en 1982 à 100 actions en 1984 et à 110 actions en 1985. Cette variation dans le nombre d'actions collectives peut être expliquée par l'apparition d'actions liées aux invasions de terrains et aux demandes dérivées de ces invasions, à savoir : les actions contre le délogement³⁷, les demandes de prestation de services publics et les requêtes de régularisation de la propriété sur les terrains envahis. Cependant, dans ce graphique, on retrouve une donnée qui semble, à première vue, contredire partiellement notre hypothèse : en 1983, on constate une légère diminution des actions collectives (48 actions ont été rapportées dans la presse). Ce phénomène est dû en réalité à deux problèmes, liés à notre source de données : l'un est simplement temporel et l'autre est lié aux effets du tremblement de terre sur le journal étudié. En effet, le séisme a eu lieu à 8h15 le 31 mars 1983, ce qui implique que, pendant les trois premiers mois de l'année, les actions collectives n'ont pas été affectées par le phénomène. Aussi, le bâtiment et les équipements du journal ont souffert à cause du mouvement tellurique. Ainsi, le journal n'a pas été publié pendant 16 jours et ses capacités de fonctionnement ont été limitées dans les trois mois qui ont suivi. En ce sens, le journal n'a été pas en mesure de rapporter complètement les actions collectives développées pendant cette période. Pour pallier à ce problème, nous avons dû recourir aux entrevues pour reconstruire les événements qui se sont produits pendant cette période.

3.2.1.1 Augmentation des actions collectives en 1983: entrevues

Les témoignages obtenus des personnes interviewées (n=15) concordent et confirment l'augmentation de la mobilisation dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre et, en général, indiquent des changements dans la dynamique sociale après ce phénomène. Ces changements de dynamique furent surtout reliés à l'incapacité des institutions locales à pallier au phénomène, soit leur incapacité à organiser une réponse rapide pour diminuer les effets dramatiques de cette tragédie dans les secteurs les plus pauvres de la population. Selon Carlos (présentement consultant pour l'OMS), qui a alors activement participé dans le

³⁷ Le délogement consistait en une action légale de récupération de la possession d'un terrain de la part de la police contre un possesseur illégitime. Cette action policière est un moyen de protéger la propriété qui est incluse dans le Code civil colombien, inspiré du code napoléonien.

mouvement social de la Coordonnatrice des bidonvilles et à l'organisation communautaire après le tremblement de terre :

Au moment du tremblement de terre, la catastrophe était d'une telle magnitude que personne ne pouvait en imaginer l'ampleur. À ce moment, nous nous sommes retrouvés face à une fracture de l'institutionnalité, l'État ne pouvait pas donner de réponse. Les gens devaient alors chercher à s'organiser eux-mêmes pour trouver une réponse aux problèmes immédiats auxquels ils faisaient face; ils ont développé des actions en dehors de l'institutionnalité pour répondre à leurs besoins et, comme c'est logique, face à l'ampleur de l'événement, ces actions se sont développées drastiquement, partout dans la ville.

Cette émergence de la mobilisation sociale due au tremblement de terre a été nourrie non seulement par les problèmes reliés au séisme, mais aussi par des problèmes pré-existants et pour lesquels cette catastrophe est devenue un catalyseur. Dans le chapitre I, nous avons fait référence au fait que la croissance démographique de la ville n'avait pas été associée à une croissance urbaine. Cette situation avait été palliée, avant le séisme, par une densification de l'occupation des bâtiments existants, où les familles habitaient dans des conditions d'entassement très important. Au moment de la tragédie, cette situation était devenue insoutenable; les locataires ont alors considéré la survenue du tremblement de terre comme une occasion pour aborder de nouvelles solutions à leurs problèmes. En ce sens, la mobilisation collective produite par le séisme a constitué une opportunité d'accès à un droit qui avait été nié aux habitants des quartiers populaires de la ville pendant plusieurs générations. Selon Rodrigo, qui, à l'époque, était directeur de l'entreprise d'énergie électrique du Cauca et qui, deux ans après le séisme, est devenu maire de la ville :

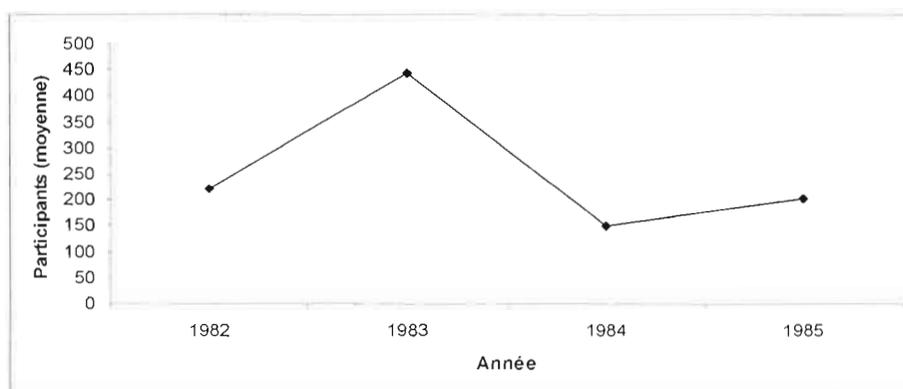
Les données du recensement du DANE [Département national de statistiques de la Colombie] nous montrent les conditions d'entassement dans lesquelles la population des secteurs populaires avait vécu. Avant le tremblement de terre, il y avait déjà des pressions démographiques et des demandes de logements qui auraient été insoutenables dans le long terme. Pour ces problèmes et pour les personnes qui les ont vécus, le tremblement de terre est devenu une solution. Les personnes ont cherché, dans ces circonstances, quelque chose qu'ils ne pouvaient obtenir par d'autres moyens. Elles ont voulu solutionner leur problème de logement et les invasions de terrains ont constitué un moyen d'y parvenir.

3.2.1.2 Changement dans le nombre de participants dans les actions collectives

Le changement quantitatif dans les actions collectives peut être noté non seulement par l'augmentation du nombre d'actions, mais aussi par l'ampleur de celles-ci. Ainsi, non seulement y a-t-il eu davantage de protestations, mais elles ont engagé un plus grand nombre de personnes. En effet, après le tremblement de terre, plusieurs personnes qui n'avaient jamais pris part à des actions collectives auparavant sont devenues des acteurs centraux de l'action après le séisme.

Tel que montré par la figure 13, le nombre moyen de personnes participant dans les actions collectives a augmenté d'une façon très significative en 1983, en doublant pratiquement par rapport à 1982 (le nombre moyen de personnes qui ont participé aux actions collectives est passé de 223 personnes par action à 445 personnes). Toutefois, il faut souligner que le nombre moyen de participants à ces actions a diminué pendant l'année 1984 à 150 personnes, ce qui est bien inférieur à la taille des protestations avant le tremblement de terre. Cette situation s'explique principalement par les menaces et les assassinats commis par les groupes paramilitaires. Ces menaces ont insufflé la peur chez les habitants et, même si le nombre d'actions collectives a augmenté, le nombre de participants par action a diminué significativement. En 1985, la taille des protestations (202 personnes en moyenne par action collective) est pratiquement revenue au niveau de 1982 (223 personnes), avec un nombre de protestations toutefois plus élevé qu'en 1982 (voir figure 13).

Figure 13. Nombre moyen de participants par action collective selon l'année



Selon les personnes interviewées, les effets du tremblement de terre ont encouragé des habitants qui auparavant n'avaient jamais été impliqués dans des actions collectives à se joindre à la protestation pour demander leurs droits. Par exemple, Mateo, locataire dans un des *inquilinos* avant le tremblement de terre, puis membre actif de la Coordinatrice des bidonvilles, nous a livré le témoignage suivant :

Je n'avais aucune expérience en participation, non plus en organisation ni dans aucune des choses comme ça. Tout ce que j'ai appris, je l'ai appris après le tremblement de terre, en vivant l'expérience et en apprenant que les droits, il faut les exiger, il faut les mettre en valeur. Moi, je n'avais jamais protesté, mais avec le tremblement de terre, j'ai commencé et j'ai appris. Nous, nous avons protesté après à plusieurs reprises. Nous avons protesté contre le harcèlement fait par la police, pour faire connaître notre situation, notre cause. Nous avons distribué des pamphlets partout, pour faire connaître au gens ce qui se passait. Nous avons aussi protesté contre les assassinats, pour les morts. Dans cette expérience de l'invasion, après le tremblement de terre, c'est là que j'ai appris ce qu'était la solidarité.

Selon Diego Castrillón, qui était directeur de la Banque centrale hypothécaire à l'époque, et qui, pendant l'année 1984, est devenu le gouverneur du Cauca : « le tremblement de terre nous a tous mis dans des conditions difficiles et ce fut à ce moment-là que la solidarité a fait surface et s'est montrée dans toute sa magnitude ». Cette solidarité sociale, ajoutée au fait qu'un grand nombre de personnes partageaient les mêmes problèmes, a encouragé les sinistrés à s'organiser pour mieux faire face aux problèmes immédiats et pour chercher des solutions à des problèmes plus grands et à plus long terme qui les attendaient après le début des invasions.

3.2.2 Changements qualitatifs dans les actions collectives

Les changements quantitatifs dans la dynamique de la protestation que nous avons présentés dans la section précédente sont aussi reflétés au point de vue qualitatif. En effet, des transformations en ce qui concerne les acteurs, les stratégies des mouvements sociaux, la

coordination et la solidarité entre les différents mouvements sociaux seront mises en évidence dans cette section. Avant de débiter cette démonstration, nous pouvons toutefois anticiper que l'augmentation significative du nombre de protestations ou d'actions collectives et du nombre de personnes impliquées ne se seraient probablement pas produites sans que de nouveaux acteurs et de nouveaux enjeux motivent les actions collectives après le tremblement de terre. Ces nouveaux motifs de mobilisation et ces nouveaux acteurs ont, à leur tour, contribué à modifier les stratégies des actions collectives, afin d'essayer d'améliorer le plus rapidement et efficacement possible la situation de désordre et de désolation qui prévalait après le séisme.

Dû au fait que la plus grande partie des dommages ait été associée aux logements, les acteurs liés à l'action collective ont changé après le séisme, en donnant lieu à une présence massive des groupes pro-logement. Ce changement d'acteurs a transformé les sujets de mobilisation et les stratégies d'action. Pour étudier ces changements qualitatifs, nous avons construit plusieurs graphiques qui seront présentés dans les pages suivantes. Ceux-ci nous permettent de percevoir les variations concernant les acteurs, les sujets de protestation et les stratégies des actions collectives. Pour élaborer ces graphiques, nous avons isolé l'information de notre base de données pour chacune de ces variables (acteurs, enjeux, stratégies) en fonction de l'année. L'analyse de ces variables nous permet d'illustrer les changements qualitatifs provoqués par le tremblement de terre et de montrer leur influence sur la protestation pendant ces années. Ces déductions ont été comparées avec les récits des acteurs interviewés, qui confirment les tendances trouvées par notre recension de presse et les statistiques calculées en fonction de notre base de données.

3.2.1.1 Analyse diachronique : Actions collectives avant le séisme

Les actions collectives avant le séisme de 1983 avaient été marquées par des mobilisations organisées par les syndicats et les minorités ethniques (Amérindiens et Noirs). Ces mobilisations ont regroupé également des groupes de gauche et ont été durement réprimées pendant les années 1970 et 1980. Malgré cette répression, ces groupes ont continué

à manifester leur non-conformisme et à exprimer leurs revendications par le moyen d'actions collectives. Dans le département du Cauca, les mobilisations des organisations sociales, spécialement celles faites par les autochtones, ont constitué une référence pour les mouvements sociaux au niveau national.

Un des mouvements les plus forts sur le plan organisationnel et de la mobilisation fut le CRIC (Comité régional indigène du Cauca). Ce mouvement avait fait de la récupération de son territoire sa priorité, puisque son identité était fortement rattachée au territoire ancestral. La récupération de leur langue et de leurs coutumes ont aussi constitué des éléments importants de leurs luttes. L'organisation de ces luttes avait débuté dans les années 1930, avec le soulèvement organisé par le chef paez³⁸ Quintin Lame (Castrillon, 1973). Ce soulèvement, qui avait un caractère régional au départ, s'était rapidement transformé en un mouvement national de coordination des luttes indigènes. Ce processus a continué jusqu'à nos jours. Pour récupérer le territoire ancestral, le CRIC avait développé une procédure d'invasion de terrains par la force (Rappaport, 1990; Espinoza, 1995), par étapes, avec le support et l'action concertée de toute la communauté. Ces terrains appartenaient alors à de grands propriétaires terriens. La première étape de la récupération des terres consistait dans l'invasion de celles-ci, pendant laquelle toute la communauté autochtone planifiait la prise des terrains et se mobilisait pour l'occuper. Après la prise des terrains et l'expulsion des travailleurs présents sur les terres du grand propriétaire terrien, la communauté organisait la résistance face aux tentatives de délogement faites par les forces policières. Finalement, une bataille juridique débutait, les autochtones demandaient aux autorités nationales d'intervenir pour acheter les terrains ou, après 10 ans de possession de ces terres, ils demandaient la prescription acquisitive³⁹ de domination. À la prise de ces terrains s'ajoutait la mobilisation générale de ces communautés, partout dans le pays, pour réclamer leurs droits ancestraux vis-à-vis la terre. Les communautés autochtones ont aussi organisé de grandes marches jusqu'à Bogota pour être écoutés par le gouvernement national.

³⁸ Les Paez (ou Nasa) constituent le deuxième plus grand groupe indigène de Colombie, avec 300 000 individus (Rappaport, 1990).

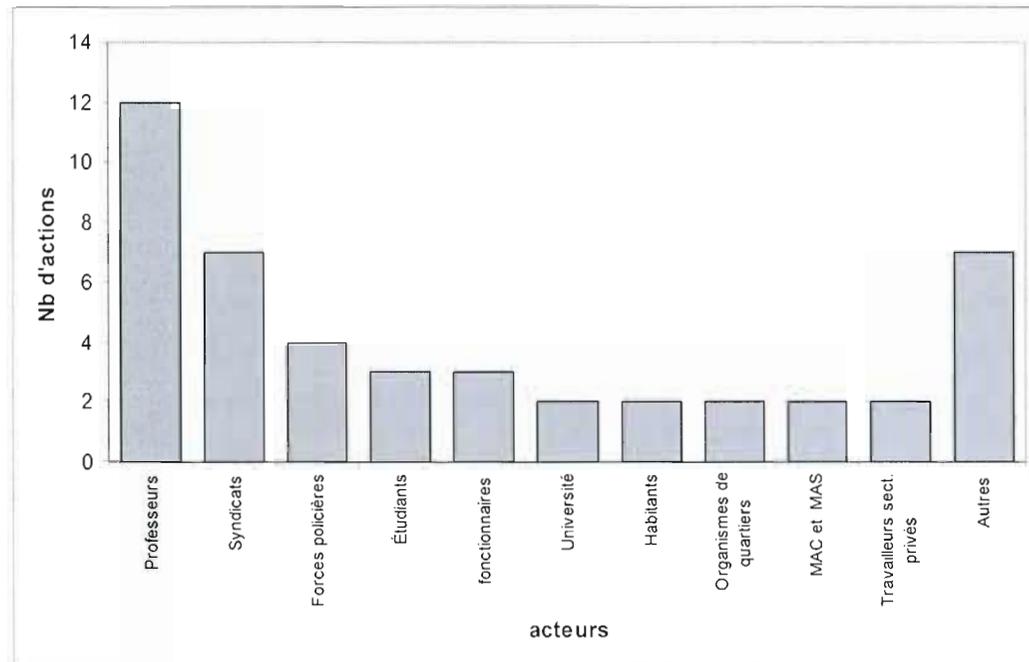
³⁹ La prescription acquisitive ou usucapion est le fait d'acquérir juridiquement un droit réel après l'écoulement d'un délai pendant lequel ce droit a été exercé de fait.

L'exemple de ces luttes s'était étendu à d'autres mouvements sociaux, qui ont reproduit leurs pratiques, e.g. les paysans sans terre associés à l'ANUC (*Asociación nacional de usuarios campesinos*, Bejarano, 1987). Il est cependant important de noter que ce type de mobilisation, habituellement de caractère rural et développé dans des zones relativement éloignées du secteur urbain de Popayán, n'a pas été comptabilisé dans notre banque de données. Toutefois, en 1982, deux actions collectives relevant de ce type de mobilisation autochtone et paysanne ont eu lieu à Popayán et ont donc été comptabilisées dans notre banque de données; ces acteurs manifestèrent jusqu'au centre-ville de Popayán pour réclamer leurs droits. Ces mobilisations indigènes et paysannes ont eu des effets importants sur les mobilisations urbaines et sur le répertoire de réponses des mouvements sociaux face à l'État, puisqu'elles ont constitué des expériences déterminantes et couronnées d'un certain succès pour les communautés impliquées. Elles ont donc servi de référence pour les acteurs qui, plus tard, ont participé au processus de prise de terrains à Popayán après le tremblement de terre.

Bien qu'il ait eu une relation entre les luttes développées en milieu rural et celles en milieu urbain, le contexte et les acteurs de ces luttes étaient différents. Tel que souligné par Abraham, qui, à l'époque, était membre de ASOINCA (*Asociación de institutores del Cauca*), une association syndicale d'instituteurs du Cauca :

Ce n'était pas seulement les indigènes et les paysans qui se mobilisaient. Nous aussi, nous le faisons au niveau urbain, les étudiants et les syndicats. Toutes les luttes étaient reliées et il y avait une solidarité très importante entre ces luttes et la population. Dans plusieurs cas, par exemple, nous avons créé des comités de solidarité avec les luttes paysannes et indigènes, dans les différentes villes du pays. Ces comités manifestaient et, dans certains cas, collectaient des fonds pour ces organisations.

Les luttes sociales, à l'époque, n'étaient pas uniquement associées à la terre. Les demandes syndicales (spécialement celles des professeurs) représentaient en fait la cause de mobilisation la plus forte au niveau urbain à Popayán, tel que ceci est illustré dans le graphique suivant (figure 14):

Figure 14 : Acteurs des actions collectives en 1982⁴⁰

En 1982, 52 actions collectives ont été rapportées par la presse. De celles-ci, 24 ont été organisées par les syndicats et les travailleurs (professeurs, fonctionnaires et travailleurs du secteur privé). Parmi les actions syndicales, il est important de souligner le poids de l'activité engendrée par les travailleurs du secteur de l'éducation. Ceux-ci ont développé deux actions collectives d'une magnitude considérable pendant cette même année. Ces actions ont

⁴⁰ Il est important de clarifier que les acteurs participant dans l'action collective n'impliquent pas seulement le groupe majoritaire qui se mobilise, mais aussi les policiers, les groupes qui s'opposent à la cause représentée par l'action collective en question et qui se trouvent sur place, la mairie, etc. Dans notre base de données, nous n'avons pas seulement rapporté les acteurs à l'origine de l'action collective, mais aussi tous les autres acteurs qui ont participé dans l'action retenue et qui ont été mentionnés dans l'article de presse. Une autre clarification nécessaire est que l'action collective, selon la définition que nous avons adoptée (Neveu, 2003), n'est pas une action idéologique, ce qui veut dire qu'elle peut aussi inclure des groupes d'extrême-droite qui réalisent ce type d'actions; c'est le cas des groupes paramilitaires (MAS, MAC), dont les actions ont été rapportées dans la presse et donc qui ont été inclus dans la base de données. Finalement, les actions collectives, dans le sens large de la définition que nous avons utilisée, n'excluent pas les actions violentes comme les attentats et les assassinats réalisés par les groupes de guérillas et les groupes paramilitaires. En Colombie, la littérature sur ce dernier type d'action collective est relativement bien développée (Archila, 2000; Gonzales et al, 2003; Guzman, 1963; Sanchez 1983).

été menées principalement dans le cadre d'une grève liée à une modification controversée dans la politique nationale d'éducation, connu sous le nom de « Mapa educativo » (carte éducative), qui nuisait aux droits syndicaux des éducateurs et, en général, à l'éducation dans les secteurs les plus pauvres de la population. Il est important de souligner que la FECODE (Fédération colombienne des éducateurs), un syndicat national qui regroupait ASOINCA, a été, historiquement, un des syndicats les plus importants du pays, avec un pouvoir de mobilisation considérable, qui impliquait aussi des organisations étudiantes et des organisations de parents touchés par les réformes éducatives. Professeurs, étudiants et parents ont constitué, historiquement, des acteurs très importants dans les mobilisations (Archila, 2003; Múnera, 1998).

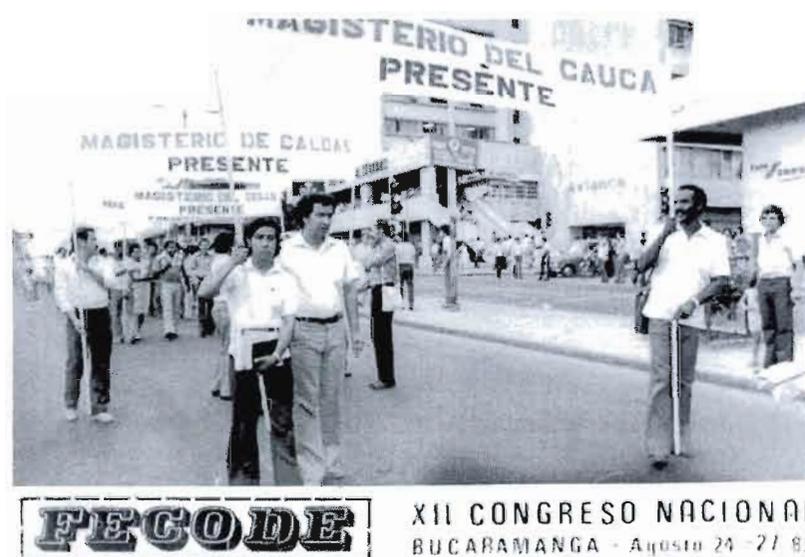


Figure 15 : Photo d'une manifestation du FECODE à Bucaramanga contre la réforme éducative (24 août, 1982).
(Source : famille Solarte⁴¹)

⁴¹ Au centre, on retrouve Luis Sandoval, membre du FECODE qui a été plus tard assassiné avec Luis (Lucho) Calderon le 25 juillet 1983 à cause de ses actions dans la coordination des luttes des bidonvilles. (Photo provenant d'archives familiales de l'épouse de Luis Sandoval.)

3.2.1.1.1 La mobilisation contre le *Mapa educativo*

Douze des 52 mobilisations de 1982 ont été menées contre le *Mapa educativo*, un projet gouvernemental qui visait à modifier la prestation des services éducatifs, en augmentant la participation des parents dans la gestion et le financement des écoles et de l'éducation. Ces mobilisations ont été coordonnées au Cauca par ASOINCA, mais d'autres secteurs de la population affectés par la réforme, dont des paysans et des indigènes, ont participé à ces actions. Tel que souligné par Abraham :

Nous avons mené une lutte contre la réforme éducative, que les gens connaissaient comme le *Mapa educativo*, dans laquelle nous nous sommes mobilisés jusqu'à Bogota, avec des paysans et des indigènes. Nous avons recueilli 27 000 signatures parmi la population locale, qui s'opposait à la réforme. Ceci a été un travail très dur mais très satisfaisant, dans lequel nous avons réussi à obtenir la non-application du projet au Cauca. C'était le compromis que nous avons obtenu du Président. Cette expérience d'organisation nous a beaucoup aidé dans ce qui s'est passé plus tard.

Coïncidant avec cette affirmation, Pablo, qui, à cette époque, faisait partie des organisations paysannes qui ont participé aux mobilisations contre le *Mapa educativo* et qui est devenu secrétaire de la Coordinatrice des bidonvilles après le tremblement de terre, nous a dit :

En 1982 et au début de 1983, plusieurs personnes se sont mobilisées contre une réforme qui obligeait les ouvriers, les paysans et les parents à construire des écoles, à payer l'éducation des étudiants. Dans le cas de Popayán, la ville était historiquement un centre d'enseignement régional et national, et le sujet de l'éducation y est un enjeu important socialement.

3.2.1.1.2 Autres acteurs syndicaux

Popayán est le siège de l'une des universités les plus reconnues et les plus anciennes du pays, l'Université du Cauca. Par ailleurs, à cause de son statut de capitale administrative du département du Cauca, on y trouve également plusieurs fonctionnaires publics. Le poids de ces fonctionnaires et de l'université dans la dynamique locale est reflété dans la

dynamique de la mobilisation collective pendant la période étudiée. Le syndicat des professeurs de l'université, le conseil de direction de l'université et les fonctionnaires publics se sont mobilisés, au total, en 12 occasions en 1982, ce qui en a fait un des éléments les plus actifs dans la protestation sociale. Le corps professoral de l'université avait développé de forts liens avec la FECODE, l'ASOINCA et les syndicats de la fonction publique. Ces acteurs ont été et demeurent encore aujourd'hui les agents qui convoquent une grande partie des manifestations et des marches contre les politiques gouvernementales nationales. Dans les années 1980, la relation organique entre ces acteurs a permis un certain niveau de coordination, de mobilisation et de solidarité vis-à-vis des problématiques locales liées aux droits de la personne et aux droits sociaux. À l'époque, Elsa, qui avait d'abord appartenu à des organisations de gauche et, ensuite, également participé dans le processus d'organisation sociale après le tremblement de terre, explique l'importance de ces liens de solidarité historiques:

Il existait déjà des processus organisationnels avant le tremblement de terre, dans l'université, les quartiers et dans les syndicats. Ces processus ont été importants et ils ont rendu possible l'organisation après le séisme. Les processus organisationnels ont eu, après le tremblement de terre, l'opportunité de se rassembler [...]. À l'époque, il existait des foyers de mobilisation sociale importants. Quelques mouvements sociaux avaient mené des luttes historiques qui ont donné l'exemple pour le reste. Les autochtones, par exemple, avaient créé, pendant les années 1960 et 1970, le CRIC⁴², et ceci avait marqué les autres processus. Les syndicats faisaient des mobilisations constamment et ils étaient solidaires avec des causes qu'ils considéraient justes. Parmi ces syndicats, il faut souligner les professeurs, les syndicats des *Empaques del Cauca* et les travailleurs miniers.

3.2.1.1.3 L'action collective des organisations de quartiers et la répression paramilitaire

Un deuxième foyer notable de mobilisation était celui des organisations de quartiers et des organismes communautaires. Même si ce type d'acteurs, en 1982, n'était pas significativement important dans la mobilisation totale (seulement quatre actions sur le total de 52 ont été développées par ces groupes), il est important de souligner que, par la suite, ils

⁴² Comité régional indigène du Cauca

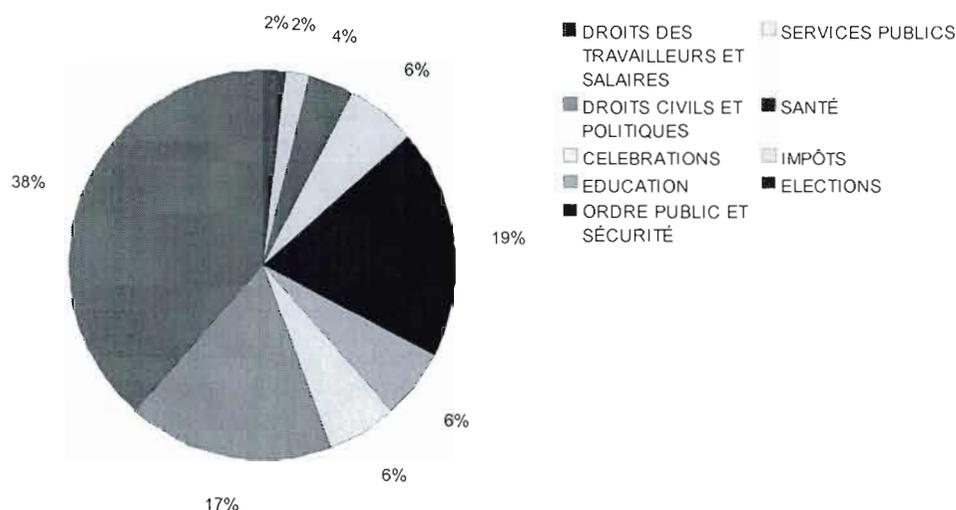
ont constitué les acteurs prédominants dans les mobilisations reliées aux invasions. Les protestations des organismes communautaires et de quartiers ont été limitées à cause de la forte répression qu'ils ont subie et qui originait de la stratégie gouvernementale de contention du communisme menée en fonction de la doctrine de la sécurité nationale. Cette dynamique est montrée, d'un côté, par le peu de mobilisations menées par ce type d'organismes et, d'un autre côté, par les actions paramilitaires qui avaient comme but de semer la peur dans les organismes communautaires et sociaux. Les organisations paramilitaires centraient leurs actions dans les organisations de quartiers, même s'ils organisaient aussi des attentats contre les organisations syndicales. Les deux organisations paramilitaires retenues dans notre base de données furent les MAS (*Muerte a secuestradores*) et les MAC (*Movimiento anticomunista colombiano*). Les deux groupes ont commis, en 1982, plusieurs assassinats sélectifs à Popayán, parmi lesquels seulement deux ont été recensés par la presse. Ces assassinats ont engendré deux actions collectives pour la défense du droit à la vie. Des syndicats et des mouvements sociaux y ont participé. Selon sept des personnes interviewées, le F2, un organisme des services secrets colombiens, coordonnait aussi des actions répressives et des assassinats sélectifs dans les secteurs populaires qui tentaient de s'organiser politiquement. Ces groupes paramilitaires et le F2 (dépendant du département administratif national de la sécurité, le DAS) coordonnaient des actions de « nettoyage social » caractérisées par la disparition des sujets considérés comme « indésirables » et organisaient des exécutions extra-judiciaires de délinquants « mineurs » et de dirigeants d'organisations populaires.

Dans le cas de la Coodonnatrice des bidonvilles, et selon les entrevues menées, neuf leaders appartenant à cette organisation ont été assassinés entre 1983 et 1986. Parmi ces assassinats, seulement deux se sont conclus par une sentence condamnatoire contre un membre actif du DAS. Le reste des assassinats est resté dans l'impunité. En Colombie, le nombre de personnes disparues pour des raisons politiques pendant les années 1980 a été estimé, selon l'ASFADES (Association des parents des personnes disparues), à 3000 personnes, en moyenne, par année.

3.2.1.1.4 Sujets des actions collectives en 1982

Les objets de mobilisation et les stratégies utilisées par les groupes sont étroitement liés aux acteurs qui se sont mobilisés. Chacun des groupes avait ses propres intérêts justifiant leurs actions et la pression sur le gouvernement. Ces stratégies et le type de protestation utilisés étaient aussi déterminés par les fins qu'il recherchait. Ci-dessous, nous présentons un graphique fait à partir de notre base de données pour l'année 1982, qui permet d'observer la composition de la variable « sujets de mobilisation ».

Figure 16 : Proportion (%) des actions collectives en fonction des sujets de mobilisation pour l'année 1982



Dans ce graphique, on peut remarquer que les acteurs et les sujets de mobilisation étaient fortement associés; en effet, les acteurs syndicaux, prédominants dans la figure 14 (Acteurs des actions collectives en 1982), sont mis en évidence par le poids des réclamations salariales et syndicales (38% de tous les sujets recensés) dans le total des actions collectives. Ce sujet a été suivi par la mobilisation entourant la sécurité et de l'ordre public, qui compte pour 19% du total et, en troisième position, la mobilisation organisée pour les droits civils et politiques, qui compte pour 17% du total du nombre des actions collectives.

Étant donné leur poids organisationnel, la conjoncture de crise, de réduction des salaires et des avantages sociaux qui touchaient le pays, les organisations syndicales ont ainsi été parmi les acteurs les plus actifs au sein des mobilisations. Quant à lui, le nombre considérable d'actions liées à la sécurité et à l'ordre public s'explique principalement par quatre facteurs :

- 1) l'intervention répressive de la force publique pendant les manifestations⁴³
- 2) la demande croissante de sécurité provenant de la population
- 3) une dénonciation de l'absence de stations de police dans les quartiers
- 4) la protestation contre les assassinats sélectifs et le nettoyage social mené par les groupes d'extrême-droite dans les quartiers de Popayán

Dans le cas des actions collectives ayant comme objet la réclamation de droits sociaux et politiques, il nous semble important de souligner que les organisations syndicales ne se sont pas seulement mobilisées pour des raisons salariales, mais aussi pour des raisons politiques et sociales. Par exemple, la revendication du droit à la protestation, à la mobilisation, à l'éducation et à la représentation politique aux niveaux régional et local (décentralisation) ont fait partie de leurs chevaux de bataille. Dans le cas de ces mobilisations, la plupart visaient à dénoncer des assassinats, les disparitions forcées et les persécutions contre les groupes de gauche; la mobilisation d'appui envers les prisonniers politiques organisée par un comité de solidarité, où ont participé les syndicats, les professeurs et les organisations sociales de Popayán en est un exemple.

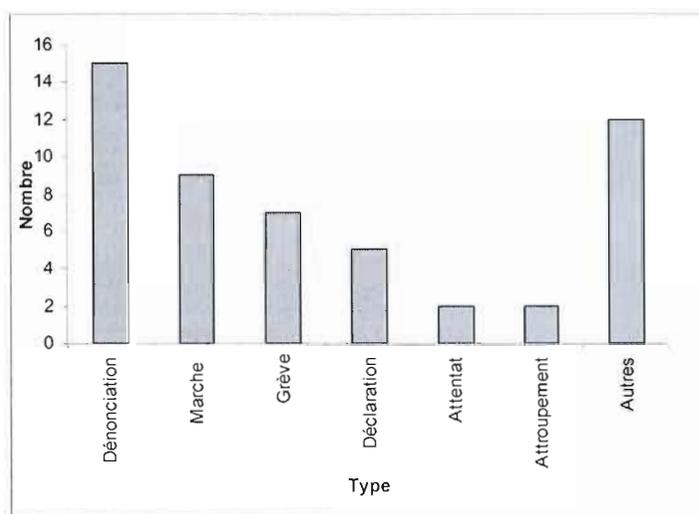
Le manque de services publics est une des questions qui a peu mobilisé les gens en 1982, avec seulement trois protestations (6% du total). La faible mobilisation autour de cette question est due principalement au fait, qu'à l'époque, la majorité de la population était

⁴³ Le rapport entre la mobilisation et la répression constitue un sujet classique dans le travaux sur l'action collective. (Earl, 2003; Koopmans, 2004).

entassée dans le centre historique de Popayán et que, malgré les conditions difficiles que cet entassement comportait, au moins, les *inquilinos* étaient branchés aux réseaux de services publics.

3.2.1.1.5 Les types d'actions collectives

Figure 17 : Type de manifestation, année 1982



En ce qui concerne le type de mobilisation utilisé, il est nécessaire de souligner, comme le montre la figure 17, que la plupart des actions visaient à dénoncer publiquement une situation qui était considérée, pour les organisateurs comme socialement problématique. Dans le cas des dénonciations, les mobilisations visaient spécialement les médias, pour rendre publique le contenu de la protestation ou dénoncer des abus ou des procédés arbitraires de la part des institutions ou forces publiques. Ce type de mobilisation a été utilisé par les groupes communautaires, les professeurs et les travailleurs du domaine des transports, pour faire pression afin d'obtenir l'inclusion de leurs problèmes dans l'agenda public. On retrouve aussi des dénonciations liées au manque de services publics et aux assassinats sélectifs.

Le deuxième type de manifestation le plus fréquent est la marche. Il a principalement été utilisé par les syndicats, les professeurs et les étudiants. Dans ce type de mobilisation, les organisateurs appellent au rassemblement des participants pour faire un parcours à pied. En 1982, neuf marches ont été réalisées, principalement convoquées par le FECODE et les syndicats. Ces marches ont eu lieu, en majorité, pour des sujets reliés au travail (5), pour demander des droits politiques (2) associés aux prisonniers politiques et pour exiger la décentralisation politique (e.g. élection populaire des maires et gouverneurs).

Les grèves constituent un type d'action typiquement développé par les syndicats; par un arrêt de travail, ces actions visaient à faire pression pour une demande spécifique. En 1982, la presse a recensé sept grèves; trois ont été organisées par les professeurs, deux par les travailleurs du domaine des transports et deux par les travailleurs de la fonction publique. Il faut remarquer que, malgré la prépondérance des acteurs syndicaux dans l'action collective, sept cas de grève ne constituent pas une proportion très significative (14%) du total des actions collectives. Dans les autres cas, les syndicats ont eu recours aux manifestations et aux marches.

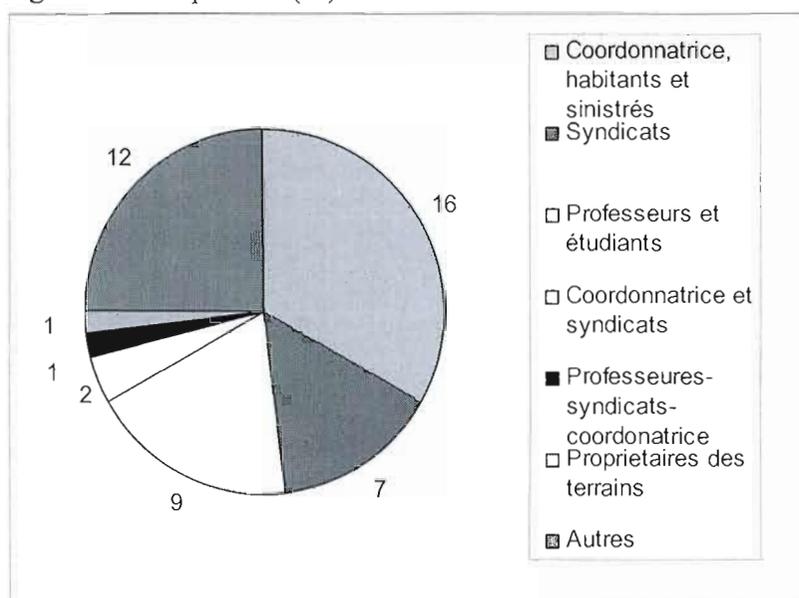
Les autres types d'actions analysés incluent deux attentats faits par des groupes d'extrême-droite et, finalement, deux rassemblements. Dans le cas des rassemblements, les deux ont été convoqués à la place centrale de Popayán par les organisations sociales.

3.2.1.2 Analyse diachronique : les actions collectives en 1983, changements qualitatifs dans l'action collective, émergence de nouveaux acteurs, coordination des luttes et persécutions

Au niveau des effets du tremblement de terre sur les actions collectives, on peut observer un changement majeur au plan des acteurs. Tel que montré par le graphique suivant, le tremblement de terre de 1983 a marqué l'émergence de nouveaux acteurs dans les actions collectives, dont l'importance a déplacé les acteurs de l'année précédente. Le changement est radical. En fait, nous verrons que le séisme a modifié de façon importante à la fois les acteurs, les dynamiques, les stratégies et les pratiques. Les syndicats ont été remplacés, en

importance, par les organismes de quartiers nés de l'organisation amorcée après le tremblement de terre et, principalement, par l'organisme qui les a tous rassemblés : la Coordinatrice des bidonvilles. La dynamique de quartier a ainsi déplacé la dynamique syndicale en tant que principale génératrice des actions collectives. De plus, les alliances entre les nouveaux mouvements sociaux (e.g. Coordinatrice des bidonvilles) et les anciens mouvements ne se sont pas fait attendre. Le tremblement de terre aurait ainsi permis l'union de plusieurs processus qui avaient préalablement mûri au sein de la société de Popayán. Il apparaît donc que le séisme est devenu une conjoncture qui a articulé et associé les différentes luttes.

Figure 18 : Proportion (%) des acteurs des mobilisations en 1983



Tel que montré par le graphique, le principal acteur né du tremblement de terre est la Coordinatrice des bidonvilles. Celle-ci a constitué une initiative de coordination des actions développées par les personnes qui ont commencé les invasions. Ces invasions visaient d'abord à pallier les effets de la tragédie et, ensuite, à canaliser les demandes de la population qui avait envahi les terrains. Cette organisation a acquis une pertinence sociale indubitable, une légitimité remarquable en très peu de temps parmi la population habitant les bidonvilles, elle fut leur représentant et leur canal d'expression. La Coordinatrice, les sinistrés et les habitants des bidonvilles ont été responsables de 38% des actions collectives développées en

1983. Ce pourcentage est très significatif dans le total si on tient compte du fait que la Coordinatrice n'est apparue qu'en avril de l'année prise en compte.

Les actions collectives des trois premiers mois de 1983 n'ont pas changé significativement si on les compare à celles de 1982. C'est seulement après le tremblement de terre que ces actions se sont transformées de manière évidente. Celles recensées de janvier à avril 1983 se réfèrent principalement à la continuation de la grève organisée contre le *Mapa Educativo*. Cette grève s'est conclue quelques jours après le tremblement de terre par un accord entre une commission négociatrice et le Président de la République.

Le tremblement de terre est un fait très marquant dans l'histoire de Popayán, non seulement parce qu'il a été un événement violent de transformation physique de la ville, mais, surtout, pour les conséquences sociales qu'il a entraînées. Le séisme a produit un point de rupture majeur face aux situations que la ville a vécues et aux problèmes accumulés dans le long terme. Des facteurs comme la densité démographique, l'entassement des classes les moins nanties et la concentration de la propriété urbaine ont engendré des tensions sociales qui se sont accumulées. Les invasions, produit le plus évident du séisme, ont été le fruit de ces tensions sociales et démographiques qui, accumulées pendant des années, auraient fini par éclater de manière violente. Selon les récits concordants des interviewés et tel que raconté par Pablo :

L'invasion a été le produit du tremblement de terre et des besoins des personnes qui sont restées sans toit. La plupart de personnes qui ont formé les bidonvilles avec nous étaient des locataires qui habitaient ici [Popayán] dans les *inquilinos*. [...] À cette époque, il y avait, par exemple, des personnes qui étaient propriétaires de 40 maisons de location. Donc, tous ces locataires ont abandonné ces maisons, parmi lesquelles plusieurs se sont désintégréées, et ces gens sont partis dans les plaines pour chercher un endroit pour construire une baraque.

Cette narration concorde avec les affirmations d'autres personnes interviewées, qui se trouvaient dans la même situation. Par exemple, selon Mateo :

Avant le tremblement de terre, je vivais dans le quartier Alfonso-Lopez, dans un *inquilinato*. La plupart d'entre nous, qui sommes arrivés pour fonder les nouveaux quartiers, étions des *inquilinos* [locataires habitant des *inquilinos*]. Dans la maison où je vivais, nous étions trois familles, une dans chaque chambre. Dans la plupart des maisons, c'était comme ça.

Cette situation d'entassement spatial, ajoutée aux dommages qui ont affecté les structures des *inquilinos*, a provoqué des réactions individuelles chez plusieurs personnes simultanément qui, en voyant la menace que l'instabilité des bâtiments affectés représentait pour leur vie, se sont déplacées, d'abord de façon temporaire puis de manière permanente vers les régions non peuplées qui entouraient la ville. C'est de cette manière que le processus d'invasion a débuté.

3.2.1.2.1 Les invasions

Le 2 avril, j'ai été le premier à arriver sur un terrain dans la partie sud-ouest de la ville, je ne savais pas à qui il appartenait et, plus tard, j'ai su qu'il appartenait à Jorge et Pedro Campo, des ingénieurs. Par mesure de sécurité et pour éviter que ma famille ne meure à cause du danger que représentaient les poteaux qui, avec les répliques du séisme, bougeaient d'un côté à l'autre, nous avons décidé d'aller dans les plaines et d'élever un morceau de plastique pour faire un abri pour dormir. Je suis arrivé d'abord tout seul, pour voir où je pourrais placer le plastique pour amener ma famille pour dormir là-bas. Je suis allé avec quelques branches de bambous, le plastique et, en traversant la 9^e rue, quelques dames m'ont demandé : « Où vas-tu? ». Et moi, en blaguant, j'ai répondu : « envahir ». Mais ce n'était pas dans ma conscience, de le faire. Moi, je suis parti en riant de ce que j'avais dit, de ce mensonge. Je suis arrivé et j'ai élevé le plastique avec les branches de bambou. Je suis resté un moment pour arranger tout pour amener ma famille dormir là-bas pendant la nuit, comme un camping. Il était 9h environ quand je me suis posé sur ce terrain. Quand je suis revenu à 16h, il y avait déjà 50 personnes qui voulaient faire la même chose. Je suis arrivé, ils m'ont demandé : « Qu'est-ce que vous en pensez? ». Et moi, j'ai répondu : « Très bien, parce qu'ici, il n'y a pas de poteaux et des murs qui tombent sur la tête quand on dort. ». Ils m'ont dit : « Oui, mais vous n'avez pas dit qu'il fallait

envahir? ». Moi j'ai répondu : « C'était une blague, mais s'il le faut, il le faut. » Pablo

Cette histoire est celle de 2500 familles⁴⁴ qui ont amorcé, après le tremblement de terre, une lutte soutenue pour la concrétisation d'un droit : le droit au logement. Tel que rapporté par Paolo, l'invasion a été un processus spontané, qui est né du besoin des personnes de chercher un endroit pour se protéger des répliques du séisme. Le tremblement de terre a été un événement tragique et épouvantable pour la population. Le 31 mars, à 8h15 le matin, le tremblement de terre s'est amorcé et a duré 38 secondes, en atteignant une intensité de 5.5 degrés Richter. Cette durée a été suffisante pour affecter 90% des constructions de la ville, pour détruire complètement 2470 logements et laisser 28 820 sinistrés, en plus des 112 morts directes liées au séisme (Guzman, 1985). La plupart des logements détruits étaient situés dans les secteurs les plus pauvres de la ville et étaient, pour la plupart, des *inquilinos*. La population qui est restée sans logement devait trouver une solution rapide à son besoin fondamental d'avoir un toit pour dormir. C'est ainsi qu'ont débuté les invasions, nourries par le nombre important de personnes sinistrées. Ces invasions n'ont pas fait partie d'un processus planifié, tel que cela avait été le cas pour les invasions faites par les indigènes ou les paysans. Dans le cas du séisme, les invasions ont précédé toute organisation, les faits ont précédé la pensée. À ce moment de l'histoire, l'absence d'une réponse institutionnelle et le chaos dans la ville ont donné la possibilité aux sinistrés de commencer un processus qui aurait été impossible dans d'autres circonstances. L'invasion, comme un fait généralisé et courant, ne s'était jamais passée à Popayán auparavant. Comme nous l'avons vu dans le chapitre II, les invasions avaient constitué jusqu'alors des faits isolés, facilement contrôlés par les opérations de délogement de la police. Ce qui était différent, cette fois, c'était la généralisation de cet acte et le processus général d'organisation né à Popayán à partir de ce phénomène tragique.

Les invasions de terrains constituent des actions collectives qui se prolongent dans le temps. L'action ne finit pas avec l'invasion. Elle est suivie, généralement, d'une lutte contre le délogement, la demande de services publics et d'une lutte pour la régularisation

⁴⁴ Selon le recensement fait par la Coordonnatrice des bidonvilles en 1983, le nombre de familles ayant participé dès le début des invasions s'établissait à 2500 familles. Ce chiffre s'est ensuite accru pour atteindre 5000 familles, deux ans après le tremblement de terre (entrevue avec Elsa).

juridique de la propriété de ces terrains. Ces actions collectives, normalement, se déroulent pendant plusieurs années et finissent souvent avec par la légalisation de l'occupation de ces terrains. Les invasions sont des actions développées par une pluralité d'individus dans l'intention de revendiquer un droit qui correspond aussi à un intérêt matériel : l'accès au logement. Ces actions, si on les relie aux définitions énoncées dans les précédents chapitres de ce travail, correspondent à des actions collectives dans toutes leurs dimensions. Elles ont été développées par des groupes qui ont orienté leurs intérêts individuels et collectifs vers un processus comportant plusieurs actions. L'action de l'invasion constitue un fait dans lequel plusieurs sujets prétendent déposséder par la force d'autres sujets de leur droit de détenteur.

Les invasions à Popayán ont engendré un processus plus large de coordination d'actions dans le temps et l'espace, avec le but de garantir la possession matérielle des terrains et leur régularisation juridique et urbanistique. Après le séisme de 1983, l'intérêt matériel du logement a coïncidé avec d'autres processus de lutte et a servi à donner naissance à un mouvement social : la Coordinatrice des bidonvilles. La transition entre les actions collectives et les mouvements sociaux urbains⁴⁵ sera traitée dans les pages suivantes.

3.2.1.2.2 La coordination des actions : les comités autonomes et la naissance de la coordinatrice des bidonvilles

Selon Carlos, « les invasions ont créé une nouvelle ville, qui a été construite sur l'antérieure, mais cette ville [nouvelle] a été niée et persécutée par la ville originale ». La spontanéité des invasions a rapidement été remplacée par la recherche d'une organisation capable d'atténuer les conséquences du séisme, tels que le manque de provisions, de soins de santé, les problèmes sanitaires, l'augmentation de l'insécurité, etc. Il a été nécessaire, dans ces circonstances de crise sociale et humanitaire, de chercher un ordre pour répondre à

⁴⁵ Nous considérons que les mouvements sociaux liés au logement sont des mouvements sociaux urbains, puisqu'ils expriment une contradiction typiquement urbaine, dans le sens de Castells (chapitre I, p. 58).

l'urgence. L'État n'a pas été en mesure de répondre à la tragédie et, face à cette situation, la seule possibilité qui restait pour les personnes affectées était de s'organiser par la base. Les sinistrés se sont organisés en petites cellules, nées spontanément dans chaque bidonville, pour faire face aux problèmes engendrés par l'invasion⁴⁶ et apporter un ordre au chaos qui régnait. Ces cellules ont été nommées « Comités autonomes ». Jaime, membre fondateur du Comité autonome du quartier *Los Campos*, nous a raconté comment ces cellules se sont formées: « Nous avons construit un groupe de travail avec les personnes qui arrivaient dans les invasions. L'idée était de nous entraider. Ce qui nous a unit, c'était de chercher une solution pour le logement et de conserver les terrains que nous avons occupés. » C'est de cette façon que le processus organisationnel a débuté. De cellule en cellule, les gens ont formé des groupes de solidarité, des groupes pour maintenir l'ordre et pour aider les personnes les plus touchées par la situation. Les récits de l'organisation spontanée pendant ces invasions concordent chez les personnes interviewées.

Les comités autonomes sont devenus les points de référence et d'autorité dans le contexte marqué par le chaos et l'absence d'institutionnalité qui a dominé l'après-séisme. Ces comités ont rempli des fonctions administratives, réglementaires et de police dans les jours suivant la tragédie. Ils ont constitué une expérience marquante pour les personnes qui y ont participé. Dans leur fonction réglementaire, les comités ont établi la façon avec laquelle les terrains allaient être distribués, la taille de ces terrains pour chaque famille, le tracé des rues et le processus de résolution des conflits entre les membres des bidonvilles. Sur le plan administratif, les comités ont assigné les lots aux nouveaux tenanciers et ont établi les lieux destinés aux parcs, aux postes de services de santé et aux églises. Sur le plan des fonctions policières, les comités ont poursuivi les personnes qui ont commis des vols et ont essayé de régler les disputes entre voisins dans chacun des bidonvilles. Le chaos produit par le séisme et l'absence d'une réponse institutionnelle ont mis en valeur la capacité organisationnelle des communautés. Selon Javier, qui, à l'époque, était un jeune venu pour prendre possession d'un terrain :

⁴⁶ Les problèmes de santé liés au manque de services publics et aux mauvaises conditions de vie, les problèmes de sécurité liés aux menaces constantes de délogement, le manque de ressources pour l'achat de matériaux de construction, etc.

Les comités ont déterminé, principalement, l'assignation du terrain envahi dans le quartier. Les leaders naturels nés du tremblement de terre ont participé dans ces comités. Ils étaient des personnes qui, en voyant ce qui se passait, ont essayé d'aider les autres selon leurs connaissances, selon ce qu'ils savaient faire. Par exemple, ceux qui avaient suivi un cours d'infirmerie ont aidé les malades, les artistes ont organisé des spectacles, les maîtres-constructeurs ont aidé les autres à construire leur maison. Parmi les personnes qui ont fondé le quartier, il y avait, par exemple, un leader très pauvre mais très digne qui avait fait quelques semestres d'ingénierie. Il était très éduqué et structuré, pas seulement dans le domaine de l'ingénierie, mais surtout au niveau des luttes. C'est lui qui a aussi solutionné le problème de mesure des terrains et du tracé des rues avec des théodolites qui ont été prêtés par l'université.

La mise en place de ces comités est devenue une pratique courante dans les différents bidonvilles nés des invasions. Les comités sont devenus des organismes informels de planification des processus liés aux invasions et leur création s'est répandue dans tous les nouveaux quartiers. C'est de cette manière que toutes les personnes impliquées dans les invasions, qui ont vécues les mêmes circonstances - de ne pas avoir un toit et d'avoir préalablement vécu dans des *inquilinos* - se sont organisés et étaient prêts à se battre pour leur nouvelle maison. Tel que souligné par Jaime, c'est ce processus qui a éventuellement donné naissance à la Coordinatrice des bidonvilles, par la coordination des différents comités :

Le comité devait organiser les gens. Ceci se passait partout. Notre comité, par exemple, s'est organisé à partir du 7 avril et a été nommé *Junta autonoma del barrio de Los Campos*. Le premier comité est né le 6 avril et s'est appelé *Nueva Popayán*. Après, il y a eu naissance de plusieurs autres, comme ceux du *31 de marzo*, *Las Vegas*, *Florentino Velasco*. C'est de cette manière que nous nous sommes organisés, de maison en maison, de quartier en quartier. Le 9 avril, pendant une rencontre entre tous les comités, nous avons fondé la *Coordinatrice des bidonvilles*.

Les processus d'organisation et de luttes pour le logement ont commencé à prendre forme seulement quelques jours à peine après le tremblement de terre. En fait, seulement neuf jours après celui-ci, le mouvement social qui tentait d'orienter les actions collectives dans les

quartiers, la *Coordinatrice des bidonvilles*, a été créé et a débuté ses activités. Le processus organisationnel, basé sur les circonstances communes créées par le tremblement de terre qui a affecté une quantité importante de personnes⁴⁷, a engendré une transformation des actions collectives, qui se sont intégrées à un mouvement social. En ce sens, la Coordinatrice des bidonvilles a constitué un changement qualitatif majeur en termes d'action collective pour le logement par le fait de coordonner toutes les actions reliées au logement à Popayán. La Coordinatrice des bidonvilles a conféré un sens organisationnel et identitaire aux groupes de gens impliqués dans les invasions. Il faut aussi se rappeler que l'action collective se réfère à des faits isolés, ponctuels, qu'elle n'est pas basée sur l'identification des acteurs en tant que membres d'un groupe ou d'une organisation. Les changements qualitatifs apportés par le mouvement social de la Coordinatrice des bidonvilles peuvent donc être résumés par le caractère organisé qu'elle a donné aux actions reliées aux invasions.

La Coordinatrice des bidonvilles a donc transformé les invasions; ces dernières sont parties d'un processus impliquant des faits isolés pour devenir un processus impliquant un mouvement social à caractère participatif. Les mouvements sociaux, tel que souligné dans le chapitre II (p.53), sont des actions collectives prolongées dans le temps qui incluent un sens d'appartenance à un groupe, un sens d'organisation et une coordination des actions pour réussir l'atteinte de buts sociaux, économiques ou symboliques. Dans le cas de la Coordinatrice des bidonvilles, le but principal des actions était l'accès au logement pour les secteurs les plus pauvres de la population. Cependant, autour de ce but principal et de ces actions, d'autres enjeux se sont ajoutés; parmi ceux-ci, on retrouve les luttes pour l'accès aux services publics, pour la légalisation des titres juridiques des terrains et même la défense du droit à la vie. La Coordinatrice des bidonvilles a construit un système d'actions dans le sens où elle a orienté, dans le temps et dans l'espace, la conduite de ses membres par l'intermédiaire d'un processus de planification participative, avec comme but la réussite de ses objectifs sociaux. Ce processus a ainsi donné lieu à un mouvement social qui a assigné des rôles aux membres et qui a établi des rapports d'identité entre les membres.

⁴⁷ Le nombre de personnes affectées par le tremblement de terre varient entre 28000 (Guzman, 1984) à 50000 personnes (El Liberal).

3.2.1.2.3 La Coordonnatrice des bidonvilles

La nuit même [du même jour] où a eu lieu le tremblement de terre, les syndicats et les organisations sociales ont commencé à construire une tente pour organiser les sinistrés. Les premières personnes qui ont passé la nuit là-bas [dans la tente] furent Lucho [Luis Calderon] et moi [Elsa]. C'est là-bas que tout le monde a commencé à arriver. La tente a été élevée dans un quartier à mi-chemin entre le centre et la périphérie de la ville, entre l'institutionnalité et le chaos. Au début, personne n'a pensé à l'organisation qui allait venir ensuite. C'était quelque chose de spontané, un produit des circonstances. Toutes les organisations s'y sont rencontrées. L'endroit est devenu un espace de rencontre et d'organisation, un espace d'unité importante. (Elsa)

L'idée de coordonner les différentes luttes menées dans la ville et dans le département n'était pas une idée nouvelle. Des processus organisationnels et des mouvements sociaux s'étaient déjà rencontrés pour demander des changements politiques, pour s'opposer au centralisme et au clientélisme et pour condamner la répression étatique envers les organisations sociales. A cette époque on retrouvait en Colombie un mécontentement croissant de la population envers la classe politique et ses manières d'exercer le pouvoir, en plus d'un rejet des organisations paramilitaires qui attentaient à la vie des membres des groupes de gauche et d'organisations sociales. Cependant, le tremblement de terre a constitué un fort catalyseur pour développer une organisation plus large; il a créé une fenêtre d'opportunité politique pour tenter d'entreprendre la coordination des luttes à l'échelle locale.

L'unité des différents secteurs de la gauche avait été impensable jusqu'à ce moment. On retrouvait trois processus politiques différents : d'un côté, la gauche révolutionnaire, d'un autre côté, les mouvements sociaux non partisans (syndicats, indigènes du CRIC, paysans dans l'ANUC) et, finalement, les organisations de base dans les quartiers, qui organisaient les gens relativement à la prestation des services publics, au travail, à la santé et à l'éducation.

En quelque sorte, la coordination de ces différents éléments a été rendue possible grâce au séisme et à la situation de crise que celui-ci a créée. Selon Carlos :

C'est dans la Coordonnatrice des bidonvilles que se sont consolidés des processus qui auraient été impensables sans le tremblement de terre. Celui-ci a opéré *de facto*, comme un catalyseur de l'unité de forces politiques dissemblables; il a entraîné, en plus, l'établissement d'un rapport réel entre les groupes politiques de gauche, les organisations sociales, les communautés et les organisations de la base.

Les groupes de gauche en Colombie étaient divisés selon les factions retrouvées dans la gauche internationale (léninistes, trotskistes, maoïstes, anarchistes) et aussi par des divisions entre les différents mouvements révolutionnaires retrouvés dans le pays (FARC, M19, PRT, ELN). Ces groupes opéraient clandestinement. La création de la Coordonnatrice a été une opportunité pour rassembler des gens ayant de fortes différences d'opinions politiques et sociales, sous des objectifs communs liés aux besoins du moment.

Une des idées relatives à l'organisation évoquées après le tremblement de terre était de trouver un endroit pour se rassembler et établir le siège de coordination des luttes dans les bidonvilles; cet endroit aurait été utilisé comme un point de référence pour les organisations sociales et les personnes liées aux invasions. Lucho a proposé que la Coordonnatrice envahisse une place publique, un parc qui était localisé entre le centre et la périphérie urbaine, avec comme idée de rendre plus visible la situation dans laquelle se trouvaient les citoyens des invasions. De cette manière, la Coordonnatrice a renouvelé les méthodes d'actions des mouvements sociaux à Popayán, en s'appropriant une place publique de façon permanente, différente de la place centrale où finissaient généralement toutes les manifestations et les protestations des mouvements sociaux.

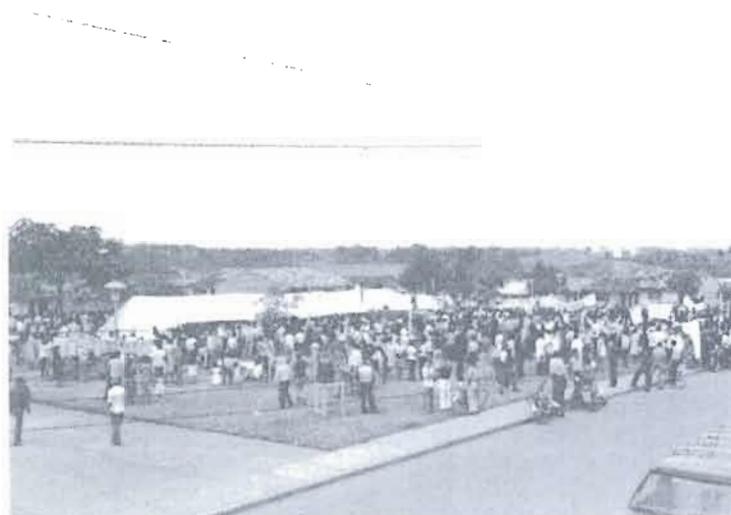
Le parc où la Coordonnatrice a établi son «siège» était situé dans un quartier avoisinant à la fois ceux de la classe moyenne et de la classe populaire : *El barrio de Las Americas*. Au milieu de ce quartier, on retrouvait un parc qui avait été bâti et offert à la ville de Popayán par le gouvernement mexicain dans les années 1960 pour rendre hommage au premier président indigène de l'Amérique, le président mexicain Benito Juarez. Benito Juarez

constituait un symbole de la présence indigène en Amérique. L'occupation de ce parc a donc symbolisé, d'une certaine façon, une revendication de l'importance politique du « reste » de la population par rapport à l'élite blanche. C'est ainsi que la Coordonnatrice des bidonvilles a établi une tente qui a fait office de bureau et de centre pour les conférences et les rassemblements des comités autonomes. Après le tremblement de terre, ce site est aussi devenu un lieu de protestation contre les tentatives de délogement et la répression policière. L'occupation du parc Benito-Juarez était également stratégique sur un autre point de vue, puisqu'elle a permis de garantir une plus grande sécurité pour les personnes liées à ces mouvements sociaux, en les rendant visibles, puisque les assassinats sélectifs étaient habituellement exécutés dans l'obscurité.

3.2.1.2.4. La tente du parc Benito-Juarez

Le premier exercice de coordination des invasions a été fait par la Coordonnatrice générale des bidonvilles dans le parc Benito-Juarez. C'est là que toutes les organisations se sont rendues : les partis Communistes, l'ANUC, les syndicats, la FECODE, la gauche Révolutionnaire, etc., et chacune de ces organisations a commencé à réclamer sa part du gâteau [revendication du processus politique]. Ce que Lucho a fait, c'est d'essayer de coordonner ces luttes en dépassant les intérêts sectaires. Lucho a été le seul capable d'articuler les différents processus, de négocier avec les différentes factions et de les mettre d'accord au niveau des sujets fondamentaux : le non-délogement, les titres des terrains et le rachat par l'État, le branchement aux services publics. (Carlos)

Figure 19 : La tente du parc Benito-Juarez
(Source : famille Calderon)



L'histoire des invasions et de la Coordinatrice des bidonvilles a démontré que la coordination des actions liées aux invasions a été un processus ardu. En effet, d'un côté, on retrouvait des pressions endogènes, liées aux disputes entre les différents groupes qui voulaient diriger les processus d'organisation. D'un autre côté, on retrouvait des pressions exogènes au mouvement, provenant des propriétaires des terrains envahis, des tentatives de délogement, de la stigmatisation sociale des personnes qui ont participé aux invasions et de la répression, policière et militaire. Toutes ces pressions, ajoutées aux sinistres du tremblement de terre, nécessitaient un nouveau leadership et une structure organisationnelle capables de supporter ces pressions.

À partir de ce moment, la figure d'un étudiant universitaire allait émerger. Lucho (Luis) Calderón s'est chargé de ce leadership et a débuté la coordination des actions en établissant un dialogue entre les différentes factions, ce qui a permis de forger un accord concernant les enjeux fondamentaux. Lucho n'avait, à l'époque, que 26 ans. C'est lui qui a eu l'idée d'ériger une tente dans le parc Benito-Juarez pour coordonner les actions à partir de cet endroit. C'est également lui qui a proposé la création d'une structure organisationnelle pour coordonner les actions, la Coordinatrice des bidonvilles. À partir de la création de ce

mouvement social urbain, selon les personnes interviewées, Lucho est devenu l'acteur le plus important dans la dynamique des actions collectives à Popayán. Cette organisation n'a pas seulement coordonné les actions liées aux invasions, mais aussi les actions politiques concernant la coordination des mouvements sociaux⁴⁸.

Figure 20 : Photo résumant le travail de Lucho Calderon dans la Coordonnatrice des bidonvilles
(Source : 25^e anniversaire du tremblement de terre, famille Calderon)



Ces mouvements ont contribué à créer un comité d'appui politique pour la Coordonnatrice : le Comité permanent pour la défense de la vie et des droits citoyens (*Comite permanente por la defensa de la vida y de los derechos ciudadanos*). Ces deux organisations-sœurs avaient des fonctions différentes mais complémentaires. Pendant que l'une coordonnait les actions des leaders dans les quartiers (Coordonnatrice des bidonvilles), l'autre articulait les actions politiques des différents mouvements sociaux. Ces deux organisations partageaient le même siège, soit la tente du parc Benito-Juarez. La division des tâches entre

⁴⁸Ces mouvements incluent les mouvements sociaux de Popayán présentés précédemment, dont les différents syndicats, le CRIC, les professeurs d'ASOINCA, de l'université et les syndicats des travailleurs du secteur privé (dont celui des mines et des *Empaques del Cauca*).

les deux organisations concernant l'activisme et la participation des masses était claire⁴⁹. Le Comité permanent pour la défense de la vie et des droits citoyens se chargeait de l'organisation politique (activisme), tandis que la Coordinatrice des bidonvilles s'occupait de la coordination des actions dans les quartiers d'invasions (travail de masse).

L'organisation dans la tente de Benito-Juarez a permis d'établir une dynamique d'actions et de discussions continues concernant les problèmes qui touchaient les bidonvilles et a aidé à établir des relations avec d'autres acteurs qui, bien que ne participant pas aux invasions, ont sympathisé avec la cause de la lutte pour le logement. En effet, c'est là que se sont réunis des journalistes, des professeurs, des militants de gauche, des activistes des droits de la personne, des membres d'organisations sociales, des syndicats, etc. Ces réunions ont permis de canaliser des luttes hétérogènes, qui se sont alliées dans cette tente. Par exemple, selon Abraham :

La Coordinatrice des bidonvilles a été une idée de Lucho et des comités autonomes des bidonvilles. Je me suis engagé, en tant que professeur et membre d'ASOINCA, dans des travaux de support pour la Coordinatrice. C'est comme ça que les membres du professorat sont arrivés là-bas. C'est là que nous avons connu Lucho. Il canalisait toutes ces dynamiques. Le professorat a fait partie de ces discussions et a été membre du Comité permanent pour la défense de la vie et des droits citoyens.

L'importance de la Coordinatrice des bidonvilles a crû dans la mesure où l'État n'a pas répondu aux problèmes de la population. L'organisation de la tente a commencé à se charger de quelques tâches administratives et organisationnelles, comme par exemple, la répartition de quelques aides matérielles qui lui ont été fournies directement, par d'autres villes ou régions, mais aussi en assurant une surveillance concernant l'aide (ressources financières et matérielles) qui arrivaient aux institutions publiques pour les sinistrés⁵⁰. Ces ressources qui

⁴⁹ Il faut se rappeler que, selon Flacks (2004), les mouvements sociaux impliquent deux types d'actions : une est l'activisme, défini comme une participation qui implique une activité de leadership, d'organisation et une préoccupation consciente sur la direction du mouvement et ses demandes en termes de temps et de ressources et la seconde concerne la participation des masses dans les enjeux mentionnés lors du premier type.

⁵⁰ Le 24 avril 1983, selon le journal *El liberal*, la Coordinatrice des bidonvilles a demandé au gouvernement local une reddition de comptes relativement aux ressources qui ont été destinées pour

parvenaient aux institutions étaient en fait une cible facile pour des fonctionnaires corrompus qui n'acheminaient pas l'aide aux sinistrés :

La Coordonnatrice des bidonvilles a profité du vide institutionnel. Les élites ont perdu le contrôle politique sur les communautés pendant les quatre mois qui ont suivi le tremblement de terre. Face au vol des ressources par les fonctionnaires de Popayán, quelques institutions d'autres régions et quelques organismes se sont adressés directement à la tente pour que celle-ci réalise la distribution des ressources entre les gens. [...] En plus, avec le temps, la Coordonnatrice a commencé à faire des actions de surveillance des ressources qui parvenaient à Popayán. Je crois que cela a été la cause de la répression et ce qui a amené la mort de plusieurs compagnons. (Javier)

Pour atteindre ses buts principaux, soit le non-délogement, la titularisation des terrains et la connexion aux services publics, la Coordonnatrice des bidonvilles a développé un agenda. Pour rendre le gouvernement local conscient de la situation vécue dans les bidonvilles et éviter le délogement, elle est entrée en contact et a discuté avec les institutions locales et nationales. Tel que montré par le journal *El liberal*⁵¹, pendant les mois d'avril et de mai 1983, les représentants de la Coordonnatrice ont rencontré à plusieurs reprises la Mairie, le Conseil de ville et la Première commission du Sénat de la République. Pendant ces réunions, les représentants de la Coordonnatrice ont exposé les circonstances dans lesquelles vivaient les gens participant aux invasions et ont demandé de l'aide aux instances rencontrées. Les représentants ont aussi soumis les demandes suivantes : 1) Arrêt des opérations de délogement de la part de la police, de la persécution et de la stigmatisation de la population qui a participé aux invasions, 2) Légalisation de la propriété des terrains envahis appartenant à la municipalité et au gouvernement national et achat par l'État des terrains privés envahis⁵², 3) Connexion des bidonvilles aux services d'eau, d'électricité et d'égouts.

répondre à la tragédie et qui provenaient du gouvernement national et d'organismes d'appui internationaux.

⁵¹ Les éditions du 16 avril, du 22 avril et du 19-22 mai 1983 rendent compte de ces rencontres.

⁵² Les représentants de la Coordonnatrice ont demandé l'achat des terrains privés envahis en se basant sur un article de la Constitution qui permettait l'occupation des terrains par l'État lors d'une situation de désastre ou de guerre et l'indemnisation des propriétaires privés de ces terrains.

Tel que souligné dans ce mémoire, le tremblement de terre avait plongé les institutions locales dans une situation de crise, montrant leur incapacité de réaction face aux tragédies. La centralisation du pouvoir à Bogota⁵³ et l'incompréhension de la réalité locale par la classe politique ont été les principales causes de l'exacerbation de la crise déclenchée par le tremblement de terre. Les politiciens locaux, habitués à une relation de clientélisme avec les communautés, n'ont pas pu donner une réponse aux demandes de la Coordonnatrice des bidonvilles. L'inaction des autorités locales a modifié les stratégies d'actions de la Coordonnatrice des bidonvilles, qui s'est ensuite directement dirigée vers le niveau national pour obtenir une réponse vis-à-vis de la situation. Les politiciens locaux ont alors été exclus de cette négociation, ils ont été déplacés par un mouvement qui avait gagné en légitimité, cette légitimité manquant aux élus locaux vis-à-vis la population.

Dans les entrevues que nous avons réalisées avec les membres de la Coordonnatrice, le discrédit de la classe dirigeante locale dans la population et son incapacité à comprendre la tragédie ont été mentionnés fréquemment. Tel que raconté par Mateo, membre de la Coordonnatrice :

Le tremblement de terre a fait que nous avons compris que, pour garantir la réalisation de nos demandes, nous ne pouvions pas nous diriger vers les politiciens locaux. En ce sens, la Coordonnatrice a permis aux communautés de sortir de la façon traditionnelle de faire de la politique.

Comme Pablo l'explique : « Rapidement, nous nous sommes rendus compte que les politiciens n'étaient pas de notre côté. Ils étaient contre nous, parce que leurs familles possédaient ces terres. » Depuis le début, la Coordonnatrice s'est donc éloignée des politiciens locaux, en justifiant cette stratégie par le discrédit de la classe politique de la ville et ses rapports clientélistes avec la communauté. Aux yeux de la communauté, ces rapports clientélistes les faisaient paraître comme des professionnels de la corruption. Ainsi, les

⁵³ Le gouvernement local de Popayán espérait passivement que la réponse arrive du gouvernement central. Comme nous l'avons expliqué dans le second chapitre, les municipalités colombiennes n'avaient que des fonctions et des ressources limitées. Le Maire était seulement un représentant du Président.

politiciens locaux n'auraient pas pu constituer les médiateurs entre la Coordinatrice et l'État. La Coordinatrice s'est donc chargée d'établir une relation directe avec l'État central, et, plus spécifiquement, avec le Président de la république. Mais comment cela était-il possible? L'idée d'une caravane jusqu'à Bogota a été la réponse à cette question stratégique. La Coordinatrice a réalisé cette marche jusqu'à la capitale, pour pouvoir rencontrer le Président⁵⁴.

Figure 21 : La caravane de la Coordinatrice des bidonvilles arrive à Bogota
(Source : Archives personnelles d'un membre de la Coordinatrice)



3.2.1.2.5 La caravane jusqu'à Bogotá

En analysant les stratégies d'incorporation à la légalité et la réponse nulle des autorités locales, les membres de la Coordinatrice ont décidé d'organiser une caravane jusqu'à Bogotá. Les membres se sont rapidement mis d'accord sur cette proposition, qui avait comme objectif d'obtenir une rencontre avec le Président de la République, pour lui communiquer les problèmes critiques qui les ont affectés en tant que sinistrés du tremblement de terre. Selon les membres de la Coordinatrice interviewés et qui ont participé à cet événement, le 27 mai 1983, un contingent de 180 personnes est parti de Popayán pour se

⁵⁴ *El liberal* du 26 mai 1983 : selon le journal, 200 personnes ont participé dans cette caravane.

rendre à Bogotá. Durant 21 jours, les caravaniers ont occupé la Place de Bolivar, située face au Palais présidentiel, jusqu'à ce qu'ils puissent finalement rencontrer le Président :

Lors de l'audience avec le Président, nous lui avons présenté une pétition. Lucho, Emérito et moi nous lui avons demandé d'acheter les terrains avec les ressources fournies par les aides nationales et internationales. Sur ces terrains, qui étaient les terrains des invasions, nous avons demandé la construction d'une église, d'un poste de santé et d'un poste de police, un terrain pour faire des sports et, le plus important, le non-délogement. Nous avons réussi à avoir sa parole concernant le non-délogement. Nous lui avons apporté une maquette montrant les maisons de plastique et de carton où nous habitons et nous lui avons dit que quand il était venu voir les dommages du séisme, les politiciens ne l'avaient jamais amené pour lui montrer cette réalité. Nous, nous lui avons dit que nous vivions là-bas, derrière le cimetière, et que cette maquette montrait comment nous vivions, sans eau et sans électricité. [...] Les principaux gains de cette rencontre ont été le non-délogement, l'achat des terres par la Corporation de la reconstruction du Cauca et un emprunt de 280 000 pesos pour chaque famille. [...] Finalement, le Président s'est aussi engagé à nous fournir les services d'eau, de santé et l'électricité. (Entrevue avec Pablo)

Figure 22 : La caravane de la Coordonnatrice des bidonvilles sur la Place Bolivar, en attente d'un entretien avec le Président
(Source : Famille de Lucho Calderon)



Les actions de la Coordonnatrice ont rapidement donné des fruits. Ces réussites constituaient le triomphe de la détermination et du courage de ses membres. Les membres de la Coordonnatrice ont alors été reconnus comme des interlocuteurs légitimes vis-à-vis la situation vécue dans la ville. Le fait que le Président Betancourt les ait reçus dans son bureau constituait une marque de reconnaissance accordée au mouvement social. Le fait que ses

membres aient réussi à obtenir cette rencontre sans aucune intervention de la part des politiciens locaux a représenté un changement dans la stratégie des mouvements sociaux urbains à Popayán. Cependant, cette importante victoire de la Coordinatrice a constitué, en même temps, un pied de nez pour les politiciens locaux, qui ont commencé à percevoir ce mouvement comme une menace vis-à-vis leur exercice du pouvoir, comme une moquerie envers eux.

Ces événements sont arrivés pendant un période où la population colombienne faisait de moins en moins confiance à ses représentants politiques. Ceci a particulièrement été mis en évidence en 1988, lors de la première élection populaire des maires, où plus du tiers des mairies colombiennes ont été gagnées par des mouvements alternatifs, surgis des mouvements sociaux et éloignés des politiciens traditionnels (Santana, 1988). En 1983, les politiciens du Cauca sont devenus les ennemis les plus puissants de la Coordinatrice des bidonvilles et, en s'alliant avec les groupes paramilitaires et le DAS (services secrets colombiens), ils ont débuté une campagne d'intimidation et d'assassinats contre les leaders de la Coordinatrice des bidonvilles. Quand les ressources du gouvernement national et de la Banque mondiale ont été approuvées pour Popayán, les fonctions de surveillance initiées par la Coordinatrice sont devenues un problème préoccupant pour les élites régionales, qui ont cherché à « éliminer » les membres de la Coordinatrice.

3.2.1.2.6 Le retour à Popayán et la persécution

Le 23 juin, nous sommes retournés à Popayán, depuis Bogotá.
 Nous avons été reçus comme des héros.
 Le 25 juillet, des tueurs à gages ont tué Lucho.
 (récit d'un habitant des bidonvilles)

L'accueil des leaders de la caravane à leur retour à Popayán fut exceptionnel. Des gens de toutes les classes sociales et de toutes les organisations sont sortis pour recevoir la caravane. Les habitants des quartiers ouvriers ont inondé les rues, avec des fleurs à la main, et les charretiers sont sortis avec leurs chevaux pour recevoir leurs héros. Les déplacements de

la caravane pendant son retour vers Popayán avaient été médiatisés par la radio, qui annonçait le trajet qu'elle suivait dans chacune des villes. La Coordinatrice avait réalisé des mobilisations avec les syndicats pendant les semaines où la caravane était partie et recueillait des contributions pour supporter économiquement les marcheurs. C'est ainsi que le 1^{er} et le 14 juin, les syndicats ont manifesté leur appui aux projets de la caravane par des manifestations. Les journalistes ont aussi montré leur support envers ces projets, en couvrant méticuleusement les événements entourant la caravane.

Les familles qui vivaient dans les bidonvilles de Popayán ont reçu la nouvelle de l'engagement du président Betancourt comme un triomphe au niveau de leurs revendications et comme le fruit de l'organisation qu'ils avaient construite. Lors de la conférence que les leaders du mouvement ont convoquée le 23 juin, dès leur retour de Bogotá, les porte-paroles de la Coordinatrice des bidonvilles ont annoncé la volonté du Président d'accepter les propositions de la Coordinatrice et la venue de ressources importantes à Popayán, par l'intermédiaire de la Corporation pour la reconstruction du Cauca. La Corporation était une institution qui venait d'être créée par le gouvernement national. Elle était dédiée à la reconstruction de Popayán et était directement supervisée par le Président. Le gouvernement national avait demandé un emprunt de 80 millions de dollars (US) au BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement⁵⁵) pour la reconstruction de la ville. Cet argent devait être administré par la Corporation pour la reconstruction du Cauca.

La création d'un organisme pour la reconstruction a été proposée dans les jours suivant le désastre par José Arquimedes de Angulo, un ingénieur civil professeur à Bogotá et originaire de Popayán qui participait à une conférence organisée par la Présidence de la République⁵⁶. La Corporation pour la reconstruction du Cauca a été créée légalement le 23 juin 1983, soit le jour-même où la caravane de la Coordinatrice des bidonvilles est rentrée à Popayán. Cette corporation était entre autres chargée de la négociation et de l'achat des terrains envahis. De plus, elle devait assurer la mise en place des infrastructures reliées aux

⁵⁵ Cette institution est le prédécesseur de la Banque mondiale.

⁵⁶ Cette information provient des archives de la Présidence de la République, dans une lettre signée par le Président le 3 avril 1983.

services publics nécessités sur ces terrains. Selon Pedro, qui, à l'époque, était membre de la Coordinatrice des bidonvilles :

La création de la Corporation pour la reconstruction du Cauca a été une excellente nouvelle pour toutes les personnes impliquées dans la Coordinatrice. Après avoir reçu cette nouvelle, nous avons cru que tout était possible, mais, au fond, nous avons peur des réactions [des élites] à Popayán.

Ce récit concorde avec le témoignage de Pablo, qui a affirmé, dans les entrevues, avoir reçu des avertissements à Bogotá, pendant l'épisode de la caravane. Selon ces avertissements, une liste noire avait été créée et aurait compris les noms des principaux leaders de la Coordinatrice. La répression et la persécution étaient des problèmes que les participants aux invasions avaient vu venir. Les menaces contre les leaders du mouvement avaient déjà débuté avant l'épisode de la caravane, en fait, dès que la tente de Benito-Juárez avait été érigée. Les services secrets colombiens auraient suivi systématiquement les activités des leaders de la Coordinatrice, spécialement ceux de Luis (Lucho) Calderón, qui apparaissait comme la tête la plus évidente du mouvement. Selon une personne proche de Lucho :

Après le tremblement de terre, il y avait toujours des personnes bizarres qui observaient nos mouvements, comme par exemple, au milieu de la tragédie, il y avait des gens qui arrivaient pour nettoyer le parc [Benito-Juárez] à 7h le matin. Ils restaient là-bas pour observer. Il y en avait d'autres qui nous suivaient en motocyclette. Les gens ont commencé à avoir peur, et même mes amis préféraient s'éloigner de moi, par crainte. Cela s'est intensifié juste après le retour de la Caravane et la réception que la population nous a faite. Le triomphe de la Coordinatrice à Bogotá a ainsi constitué, en même temps, notre sentence de mort.

La stratégie employée contre le mouvement visait sa disparition à coup de sang et de feu, avec l'usage de la peur comme outil de dissuasion. La Caravane avait montré le potentiel politique de la Coordinatrice des bidonvilles et les politiciens et les élites locales l'ont perçue comme une menace envers leurs intérêts personnels. Rapidement, les portes des institutions locales se sont fermées pour les membres de la Coordinatrice. Le conseil de ville, la mairie et le gouverneur ont exclu les membres de la Coordinatrice des discussions reliées à la reconstruction et ont commencé à stigmatiser les membres du mouvement. À titre

d'exemple, un attentat survenu en avril 1983 a été faussement attribué aux groupes de guérillas qui, selon les dires des services policiers, avaient infiltré le mouvement des invasions. Tout cela visait uniquement, selon lui, à justifier la répression contre la Coordinatrice des bidonvilles.

Le 25 juillet 1983, Luis (Lucho) María Calderón et Luis Eduardo Solarte ont été assassinés lors d'un même attentat⁵⁷. Le premier était président de la Coordinatrice des bidonvilles et le second était membre du conseil de direction de la FECODE et membre du Comité permanent pour la défense de la vie et des droits citoyens. Ces deux assassinats ont eu lieu à 16h, à la sortie de l'école secondaire où ces derniers donnaient des cours. Les assassins sont arrivés en motocyclette. Comme il sera démontré plus tard par des enquêtes, un des deux assassins était un membre actif des services secrets. Ces assassinats ont créé une commotion dans Popayán, où plusieurs milliers de citoyens se sont mobilisés pour les condamner. Selon *El liberal*, une manifestation pacifique a eu lieu le 26 juillet pour condamner les assassinats. Les enterrements ont eu lieu le 27 et 28 juillet. Ces enterrements ont mobilisé des personnes de tous les secteurs sociaux et de toutes les organisations de la ville. Les assassinats impliquant la tête dirigeante de la Coordinatrice ont constitué une partie seulement des multiples assassinats et de la répression systématique qui ont suivi et qui ont mené (selon les témoignages) à la mort d'entre neuf et 21 des personnes impliquées dans les invasions. De plus, plusieurs autres personnes impliquées dans le mouvement ont dû fuir le pays comme réfugiés politiques. Par exemple, cinq personnes parmi celles interviewées ont dû fuir la ville et deux parmi elles ont été forcées à l'exil. Selon un membre de la Coordinatrice :

Il y avait une stratégie qui consistait en l'assassinat des leaders du mouvement et une autre stratégie qui consistait à les corrompre, en leur offrant des postes dans l'administration municipale et départementale. Plusieurs de nos compagnons ont ensuite été employés par la Mairie et le gouverneur.

⁵⁷ Ce fait a été rapporté dans les journaux locaux comme *El liberal*, mais aussi dans les journaux nationaux les plus importants, tels que *El Tiempo* et *El Espectador*.

Selon un membre de la famille de Lucho :

La répression était faite de façon effrontée, avec insolence, et incluait le harcèlement permanent des familles impliquées. Après les assassinats, la tente de Benito-Juárez a été mitraillée et des balles y ont été tirées en sa direction, plusieurs fois, par des inconnus. À deux reprises, ils ont essayé de me tuer lors d'attentats. Dans l'un d'eux, ils ont tué mon beau-frère, en pensant qu'il était moi. Avec la tragédie de Lucho, on ajoutait ainsi une autre tragédie.

3.2.1.2.6 Les enterrements

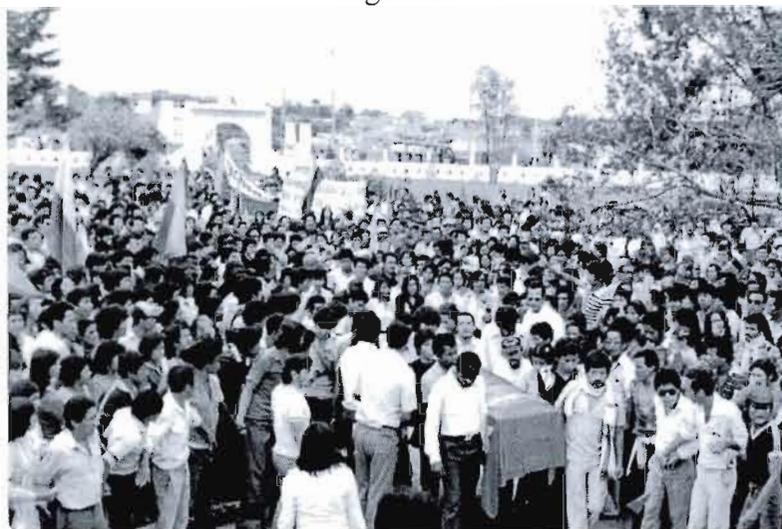
Les enterrements des deux Luis (Calderón et Solarte) ont donné lieu à des actions collectives de grande envergure à Popayán. Selon les témoignages des interviewés et selon le journal national *El Espectador* du 29 juillet 1983, l'enterrement de Lucho Calderón a rassemblé 20 000 personnes. Les cérémonies pour cet enterrement ont duré trois jours. Des gens de toute la ville y ont assisté, ainsi que des représentants d'organisations internationales (Amnistie Internationale et la Croix-Rouge) qui appuyaient la Coordonnatrice des bidonvilles. Le corps de Lucho a été exposé pendant trois jours, un jour à l'Université du Cauca, un autre dans la tente Benito-Juárez et le troisième jour au collège où il enseignait. À chacun de ces endroits, les gens ont monté une garde et des drapeaux ont été mis en berne. Finalement, le corps de Lucho a été ramené chez lui puis jusqu'au cimetière. Selon Elsa, membre de la Coordonnatrice :

Cela a probablement été l'enterrement avec la plus grande assistance dans l'histoire récente de la ville. Toutes les classes sociales et toutes les organisations y étaient représentées, des organismes internationaux à la ligue de karaté, qui a assisté en kimono à l'enterrement. Le cimetière était rempli et le cortège funèbre allait de la place centrale jusqu'au cimetière [approximativement 1.5 km]. À Popayán, Lucho était déjà célèbre [avant sa mort]. Dans une élection populaire, il aurait facilement été élu comme maire.

Figures 23, 24 : Cérémonie de l'enterrement de Lucho Calderon
(Source : fig. 23 : archives d'un membre de la Coordinatrice des bidonvilles;
Fig. 24 : famille Calderon)
Figure 23



Figure 24



L'enterrement de Luis Solarte a eu une moins grande assistance, étant donné la décision de la famille de l'enterrer un jour avant celui de Lucho, dans une cérémonie plus discrète. Selon Mateo :

Lucho constituait une menace pour les politiciens régionaux. Lui, il était clair politiquement et construisait une plateforme politique. Sa mort a été ordonnée par les mêmes qui venaient dans les terrains envahis la nuit pour faire peur aux gens, la *Mano negra*, le groupe paramilitaire. Nous autres, nous sommes sortis pour protester contre ces morts. Non seulement les gens des bidonvilles, mais aussi les étudiants et les gens de la ville. À l'enterrement, nous étions 22 000 personnes. Après, nous avons protesté plusieurs fois contre les harcèlements, contre les autres assassinats, mais là, nous avons déjà peur.

Malgré les assassinats, l'exil des leaders de la Coordinatrice et les tentatives de délogement menées par l'armée contre la tente du parc Benito-Juárez, la Coordinatrice a continué à fonctionner. Se rappeler de l'importance de ce mouvement, de la répression et des morts qui ont été provoquées, nous permettront de préserver la mémoire collective de ces personnes qui ont fondé une nouvelle ville, une ville « illégale » qui a tenté de s'opposer symboliquement, politiquement et matériellement à la « ville lettrée » espagnole et blanche de la Popayán « légale ». Le souvenir de ces sacrifices humains, subis dans le but de trouver un toit par le moyen de la mobilisation et de l'organisation, constitue l'héritage que ces personnes ont laissé à Popayán. L'idée qu'une autre ville était possible, l'exemple de courage et les réalisations politiques et matérielles obtenues par les luttes pour le logement constituent les legs les plus importants de cette période de l'histoire urbaine de Popayán. Quelques semaines après le tremblement de terre, la Coordinatrice des bidonvilles était déjà devenue l'acteur le plus important dans l'action collective à Popayán. Elle avait modifié les pratiques et les stratégies des mouvements sociaux, en coordonnant plusieurs actions collectives. En modifiant ses rapports avec les politiciens locaux et en établissant une relation directe avec le niveau national, elle avait démontré sa capacité organisationnelle et politique.

3.2.1.2.7 Les changements politiques de 1983

Comme nous avons mis en évidence tout au long du mémoire, la Coordinatrice des bidonvilles a engendré un changement dans les actions collectives à Popayán. Mais, en réalité, quel a été le changement politique produit en matière de logement dans la ville? Les actions collectives ont-elles eu des impacts sur les institutions et les politiques de logement?

Notre recherche démontre que les invasions ont entraîné un changement dans la perception du problème par le gouvernement qui, face à la magnitude des invasions et de la mobilisation sociale, a dû intervenir. L'urgence de répondre aux conséquences du tremblement de terre a aussi favorisé un changement institutionnel en amenant la création de la Corporation régionale du Cauca. Parmi ses objectifs, cette Corporation devait concrétiser l'engagement que le Président avait pris envers les membres de la Coordinatrice des bidonvilles (l'achat des terrains et la coordination des actions avec l'ICT concernant l'assignation des emprunts destinés à la construction de logements dans les bidonvilles). Au-delà de ces éléments, la consolidation de ces luttes par la Coordinatrice des bidonvilles a contribué à la construction de plus de 5 000 logements, à l'augmentation de l'aire urbaine de 638 978 m² et à la création 27 nouveaux quartiers en quatre ans (Bureau de planification municipale de Popayán). Ces transformations auraient été impossibles sans la modification de la politique d'urbanisme et de logement de la ville et ont nécessité l'acceptation des invasions par les institutions. Les modifications politiques se sont opérées de deux manières : 1) activement, par l'assignation de fonds, la création de la Corporation régionale du Cauca et l'implication de l'ICT dans le processus de légalisation des quartiers d'invasions. Aussi, par la modification de la réglementation locale d'urbanisme, nécessaire pour reconnaître juridiquement ces nouveaux quartiers, 2) passivement, par la renonciation au recours légal au délogement.

La situation de crise et les actions de la Coordinatrice ont modifié la façon avec laquelle les institutions percevaient le problème du logement. Au niveau national, des ressources importantes ont été destinées à la Corporation régionale du Cauca pour solutionner

le problème des invasions. Le Président a nommé un ingénieur comme directeur de la Corporation régionale du Cauca, plutôt qu'un politicien, malgré l'opposition des élites locales qui, toutefois, n'avaient pas le pouvoir de changer sa décision⁵⁸. José Arquimedes de Angulo était cet ingénieur nommé par le Président. Nous rappelons que c'était lui qui avait proposé la création de la Corporation régionale du Cauca. Cette nomination donnait une certaine indépendance au fonctionnaire, qui ne dépendait alors que du Président et n'avait pas d'obligations à l'égard des politiciens locaux⁵⁹.

La principale fonction de la Corporation régionale du Cauca était d'élaborer un plan de reconstruction et de développement pour le département du Cauca et de coordonner ce processus de reconstruction⁶⁰. La Corporation régionale du Cauca a été financée par deux crédits externes : le #2359 (BIRD, signé à Washington en décembre 1983) pour le programme de reconstruction et le #1558 (BIRD), destiné à l'incorporation des bidonvilles à la légalité (achat et légalisation des titres des terrains). Même si la Corporation régionale du Cauca a été créée en juillet 1983, elle n'a commencé ses travaux qu'en 1984.

Selon Rodrigo Cerón, alors directeur de l'entreprise d'énergie électrique du Cauca, qui est devenu maire de Popayán en 1986, les principaux changements en matière de politique de logement à Popayán découlent de la modification de la planification urbaine et de la réponse des institutions nationales face aux problèmes des bidonvilles. Tel que souligné par M. Cerón :

La réponse institutionnelle a été, au début, nulle face à la tragédie. L'unique sujet de discussion dans les institutions concernait la possibilité de faire ou non un délogement. Mais, finalement, face à la force des circonstances, nous avons rapidement compris que la seule solution possible était d'accepter cette réalité et d'essayer d'intégrer les terrains envahis dans la ville, dans la légalité. C'était la fonction des institutions. En ce qui concerne la planification, il y a eu

⁵⁸ Entrevue avec Diego Castrillón, gouverneur du Cauca en 1984.

⁵⁹ Entrevue avec Felipe Millán, avocat qui est devenu membre du comité de direction de la Chambre de commerce du Cauca.

⁶⁰ Rapport de la Corporation pour la reconstruction et le développement du Cauca : *Popayán, dos años después*.

un changement, il fallait planifier à partir d'une situation de fait, d'une situation déjà établie.

La pression des événements et la quantité de personnes ayant participé aux invasions ont obligé les politiciens à transformer leur discours par rapport à celles-ci. Bien que la possibilité de faire un délogement a été proposée et soutenue par les institutions locales et qu'il y ait eu plusieurs tentatives pour y parvenir dans ce secteur, les politiciens se sont rapidement rendu compte de la futilité de l'usage de la force. Face à l'engagement présidentiel, ils ont aussi dû accepter de renoncer à d'autres tentatives de délogement dans les bidonvilles.

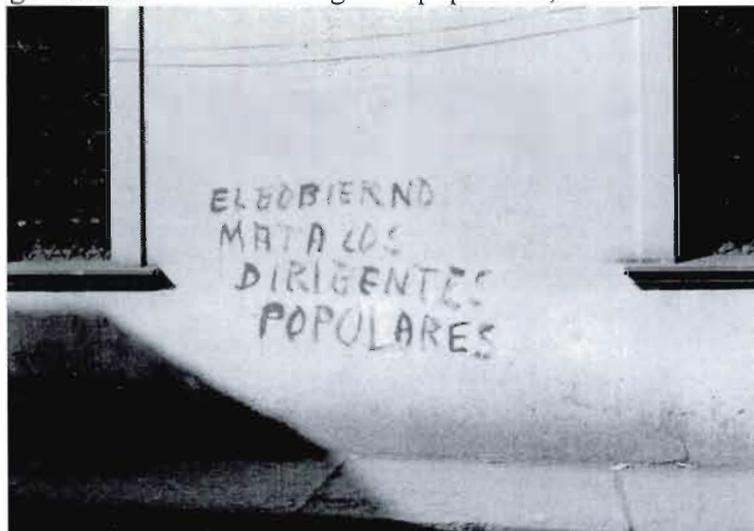
3.1.2.1.8 La coordonnatrice des bidonvilles après les assassinats

La Coordonnatrice des bidonvilles, malgré les multiples menaces, harcèlements et assassinats, a tout de même continué ses activités. Selon les interviewés, la Coordonnatrice a poursuivi son travail pendant toute l'année qui a suivi les assassinats, mais la peur avait commencé à avoir des effets. Les personnes ont préféré protester et se mobiliser sous un autre nom. Tel que souligné par Mateo:

Ils nous ont persécutés systématiquement, spécialement ceux qui sont allés à Bogotá. Après Lucho, ils ont assassiné sept autres compagnons et, donc, la Coordonnatrice a commencé à perdre des forces, à cause de la peur qui nous tenaillait tous. La Coordonnatrice a ainsi commencé à disparaître dans l'année suivante, à cause de la persécution. Après, est arrivé le processus de légalisation, de l'installation des services publics. De cette manière, la Coordonnatrice est disparue mais ses luttes ont continué.

La Coordonnatrice des bidonvilles a ainsi commencé à perdre des forces, à décliner comme force organisationnelle, mais la dynamique de la mobilisation sociale, créée par les conditions que le séisme avait imposées à la ville, n'est pas disparue.

Figure 25 : Graffiti dénonçant les assassinats
(texte : Le gouvernement tue les dirigeants populaires, source : famille Calderon)



En septembre 1983⁶¹, la Coordinatrice, en compagnie d'une association paysanne, a organisé une marche pour protester contre les assassinats collectifs et contre la répression dans les quartiers. Selon *El Liberal*, le 23 octobre 1983, les porte-paroles de la Coordinatrice ont rencontré l'ICT pour discuter de l'assignation du crédit d'urgence aux membres de la Coordinatrice. Le 24 octobre 1983, la Coordinatrice a organisé une autre marche pour dénoncer le harcèlement vécu dans les bidonvilles. La force de la répression était malheureusement supérieure à la volonté des personnes qui participaient dans la Coordinatrice. Tel que souligné par Pablo :

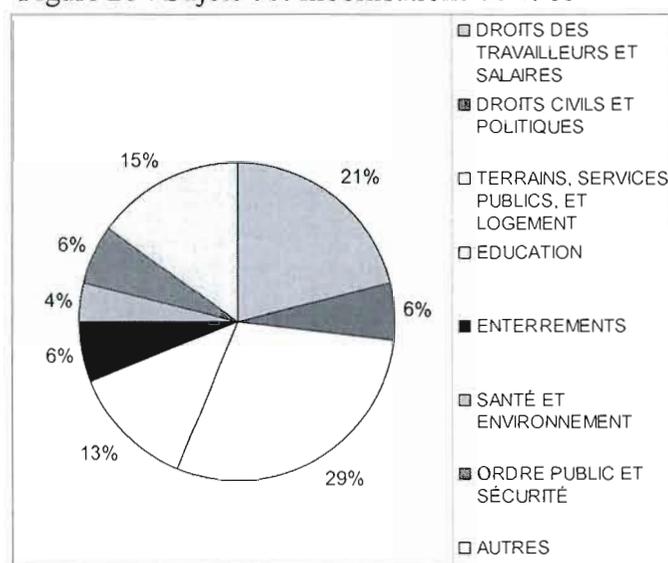
On avait engendré un changement en connaissant les lois et comment il était possible d'en bénéficier. La lutte pour le logement avait donné ses fruits, mais le système était plus fort et plus organisé que les personnes. Il a fini par nous dévorer. Le mouvement a été fracturé et, même s'il a survécu quelques temps, la peur a finalement réussi à le diviser. Chaque quartier a donc commencé à faire des demandes et des négociations isolément et la coordination d'actions, auparavant créée par la Coordinatrice, a disparu.

⁶¹ Selon le journal *El Liberal* du 14 septembre 1983.

3.2.1.2.9 Les sujets de mobilisation en 1983

L'année 1983 a donc été une année décisive concernant la transformation de la dynamique des actions collectives. Cette transformation a d'abord donné naissance à un mouvement social capable de dynamiser les stratégies, les acteurs et les luttes urbaines à Popayán. Ce mouvement social a réussi à provoquer un changement politique important, avec la création de la Corporation régionale du Cauca et l'engagement des institutions envers le non-délogement par la force. Les changements en termes d'acteurs et les circonstances créées par le tremblement de terre ont modifié significativement les sujets de la mobilisation, comme mis en évidence par le graphique suivant, qui résume les sujets des actions collectives de 1983 :

Figure 26 : Sujets des mobilisations de 1983



Ce graphique confirme les témoignages des interviewés. Comme nous l'observons, les occupations et les demandes de services publics et d'habitations prédominent au niveau des sujets retrouvés dans les actions collectives, en composant 29% du total des actions collectives. Ce changement peut être expliqué par le nombre important de sinistrés et par la généralisation des invasions dont nous avons parlé. Cependant, il faut aussi noter que les invasions n'ont pas toutes été rapportées par la presse à cause de la fermeture du journal déjà

signalée (due aux dommages entraînés par tremblement de terre). Le poids détenu par les sujets reliés à l'éducation (13%) et la mobilisation des syndicats (21%) peuvent être expliqués par la continuation des luttes contre le *Mapa educativo*. Ces luttes se sont poursuivies jusqu'en mars 1983. L'activité syndicale, bien qu'ayant diminué par rapport à l'année antérieure, continue donc à être importante. Les actions collectives réalisées avec pour motif les droits civils et politiques étaient directement associées aux mobilisations organisées contre la répression et contre les assassinats réalisés pendant cette période par les groupes paramilitaires et les services secrets. Ces mobilisations pour les droits civils et politiques ont représenté 16% du total, comme les mobilisations faites relativement aux enterrements des acteurs assassinés.

3.2.1.3 Les actions collectives des années 1984 et 1985

Ces deux années seront traitées de façon moins détaillée que les précédentes, du fait du déclin du mouvement social de la Coordinatrice des bidonvilles. **Jusqu'à maintenant, nous avons démontré la relation entre le séisme, les changements dans les actions collectives et l'apparition d'un mouvement social qui a rassemblé les luttes pour le logement et coordonné les actions liées aux invasions, ce qui a produit une modification dans la politique de logement de la ville (changement politique).** Face à la dure répression subie par les membres de la Coordinatrice, la capacité de coordination de ce mouvement a été grandement affaiblie. Cependant, l'affaiblissement de l'organisation n'a pas entraîné une modification si importante de la mobilisation collective. Cette mobilisation était encore influencée par les effets du tremblement de terre et par les problèmes liés aux invasions. Les luttes de la Coordinatrice ont continué à se livrer, bien qu'elles aient revêtu un caractère différent. Les conditions qui ont engendré les activités de la Coordinatrice n'ont pas disparu. Malgré l'engagement pris par le Président de la République, les problèmes reliés au manque de services publics, aux conditions inhumaines dans les logements des invasions, le manque d'accès au crédit pour la reconstruction et la répression ont persisté. En 1984, l'action de la Coordinatrice a été centrée sur les manifestations pour dénoncer les assassinats de ses leaders, qui se poursuivaient, et sur les négociations avec la Corporation régionale du Cauca relativement à l'achat des terrains. La peur insufflée par la persécution

des membres de la Coordonnatrice a fait que les personnes ont continué à exprimer leurs revendications par d'autres voies. Le changement politique amené par la création de la Corporation régionale du Cauca a aussi modifié les pratiques des gens impliqués dans les invasions qui, à cette époque, devaient négocier à plusieurs niveaux : collectivement, pour l'achat des terrains et individuellement, pour l'assignation des crédits que l'ICT leur avait offerts. En 1984, la Mairie de Popayán a aussi créé un bureau pour traiter les demandes des habitants des bidonvilles nés des invasions. Cependant, les témoignages nous indiquent que les politiciens locaux continuaient de fonctionner avec les mêmes pratiques clientélistes dénoncées précédemment. Les entreprises de services publics ont commencé à étendre leurs réseaux d'opération jusqu'aux nouveaux quartiers, même si les titres des terrains n'étaient pas encore définis en fonction de ceux qui les occupaient. Les problèmes liés aux invasions se sont transformés, dans la mesure où les logements ont aussi connu une transformation, étant donné les améliorations que les habitants ont lentement apportées : leurs tentes originelles sont en effet progressivement devenues des maisons. Les problèmes alors rencontrés étaient liés à la légalité des terrains, au processus juridique utilisé par la Corporation régionale du Cauca pour transférer la propriété des terrains aux habitants des bidonvilles, aux services d'égouts, d'eau et d'électricité et à la forme d'organisation à adopter après le déclin de la Coordonnatrice des bidonvilles.

Les politiciens locaux n'ont pas tardé à entrer en scène, en préparant les conditions pour faire face aux modifications qu'allait impliquer l'avènement de l'élection populaire des maires. Celle-ci a été décidée en 1986. Les politiciens locaux, initialement nommés par le niveau central, devaient donc passer par un processus électoral pour garder leur poste. Ceci impliquait qu'ils devaient obtenir les votes nécessaires pour être élus; ces votes potentiels et décisifs se trouvaient dans les quartiers populaires, où vivait la majorité de la population. L'élection populaire des maires apportait donc, pour la première fois, une signification politique aux personnes habitant les quartiers des bidonvilles. Pour réaliser leur travail, les politiciens locaux ont eu recours à la création de comités d'action communautaire dans les quartiers des invasions. Ces comités, créés légalement depuis les années 1970, étaient, en pratique, contrôlés politiquement par les patrons politiques locaux. Ces comités d'action

communautaire ont cependant signifié un retour de la politicaillerie dans les quartiers populaires, déplaçant les Comités autonomes fondés par la Coordinatrice des bidonvilles.

3.2.1.3.1 L'Institut de crédit territorial (ICT) et son rôle comme fournisseur de crédit

En 1983, l'ICT avait assigné des ressources pour le crédit d'urgence. Il avait travaillé dans les bidonvilles, en coordination avec la Corporation régionale du Cauca, pour assigner des crédits afin que les familles des invasions puissent construire leur maison. Le crédit d'urgence consistait en un montant de 310 000 pesos. Cet emprunt devait être garanti par le terrain lui-même, acheté par la Corporation régionale du Cauca. De ce crédit de 310 000 pesos, un montant de 80 000 pesos était toutefois inclus comme prix du lot de terre. Donc, la famille devait redonner 80 000 pesos à la Corporation régionale du Cauca pour payer le terrain. Ceci impliquait donc que l'argent restant pour la reconstruction d'une maison pour une famille n'était que de 230 000 pesos. De plus, les personnes qui ont reçu le crédit ont eu de la difficulté à le rembourser. Par exemple, un an après l'emprunt de 310 000 pesos, le crédit avait déjà augmenté à 380 000 pesos, dû au fait que le taux d'intérêt avoisinait les 20% par an. Toutefois, il faut noter que ce n'est pas tous les gens impliqués dans les invasions qui ont demandé un crédit. Seulement 2% de la population des invasions, selon Elizabeth Caicedo (1991), aurait demandé un crédit. Mateo nous illustre quelques-unes des controverses liées à ce système de crédit de l'ICT:

En 1984, nous avons été plusieurs à accéder au crédit. Cependant, plusieurs n'ont pas accepté de le rembourser et nous avons réussi à faire reconnaître cette lutte, parce que la Corporation régionale du Cauca ne devait pas faire payer ce prix. Le Président avait promis que nous ne devions pas payer les terrains.

Du total de 2 000 millions de pesos assignés par l'ICT à Popayán pour les classes populaires, seulement 300 millions ont été destinés aux bidonvilles⁶². Les familles qui n'ont

⁶² *Origine des ressources de l'ICT*, 1985, Archives institutionnelles de la Présidence de la République

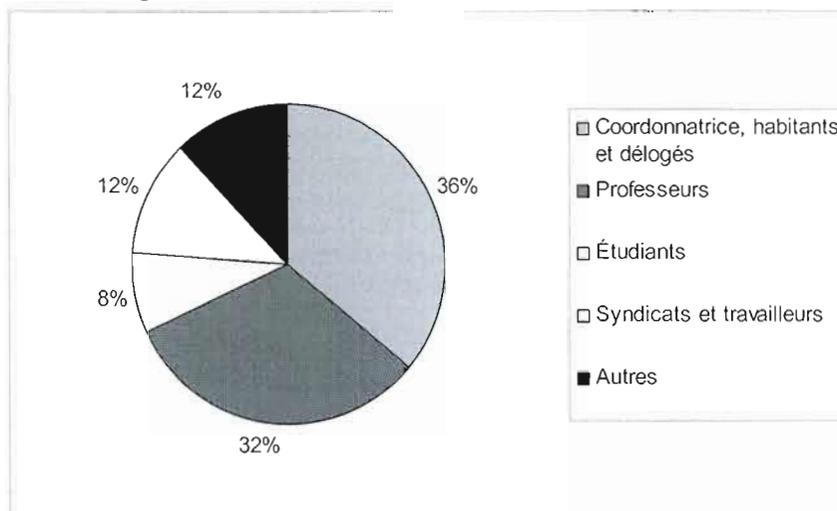
pas demandé ce crédit, dû à la précarité de leurs revenus et à leur incapacité à épargner, ont construit leur habitation par l'autoconstruction familiale, sans crédit. Ces familles n'ont ainsi pas payé les 80 000 pesos demandés par l'ICT. L'autoconstruction sans crédit a été la modalité prédominante dans les bidonvilles. La plupart des personnes de ces quartiers ont ainsi fini par recevoir ces terrains sans les payer. La fonction de la Corporation régionale du Cauca a ensuite été centrée sur l'achat des terrains au propriétaire originaux et sur le financement des travaux d'infrastructures et de services publics qui devait être assuré par la Mairie.

3.2.1.3.2 1984 et la continuation de l'action collective liée aux invasions

En 1984, les engagements du président ont commencé à se traduire en actions concrètes sur le terrain. La création de la Corporation régionale du Cauca et l'assignation de ressources à l'ICT régional du Cauca ont constitué des points importants dans le développement de ces actions d'origine présidentielle. Bien que la Coordinatrice n'avait alors plus le poids qu'elle avait détenu en 1983, les problèmes liés aux invasions sont toutefois demeurés importants dans le poids total des actions collectives développées en 1984.

Comme démontré par le graphique suivant, les acteurs des mobilisations de 1984 sont demeurés liés aux invasions réalisées en 1983. La différence réside uniquement dans le fait que moins d'actions ont été officiellement chapeautées par la Coordinatrice des bidonvilles. Pour 1984, la Coordinatrice aurait été responsable de seulement six actions collectives, liées principalement à la dénonciation du harcèlement et des assassinats dans les nouveaux quartiers. Cependant, le total des mobilisations organisées par la Coordinatrice, les habitants des invasions et par quelques-uns des délogés ont représenté 37% du total des acteurs. Ceux-ci ont été suivis par les actions collectives développées par les professeurs (31%).

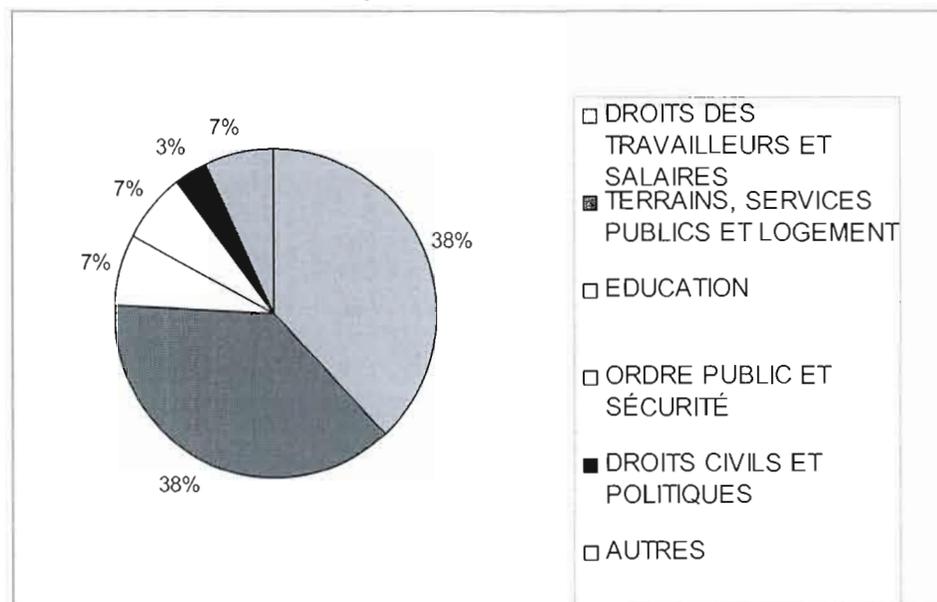
Figure 27 : Acteurs des actions collectives de 1984



Les mobilisations réalisées par les professeurs ont augmenté en 1984, à cause de la proposition du gouvernement de réduire la sécurité d'emploi, elle-même due à des problèmes de financement. Les mobilisations organisées par les syndicats sont restées relativement stables comparativement à l'année antérieure. En ce qui a trait aux sujets des mobilisations de 1984, ceux-ci restent principalement reliés au logement et aux services publics, ce qui démontre que la dynamique créée par le séisme a continué d'affecter les personnes vivant dans les bidonvilles, dû principalement aux conditions des logements. Selon Coronel (1986), les logements des bidonvilles en 1986 étaient encore faits de carton, de plastique et de bois. Dans la plupart des cas, les murs étaient érigés avec des billots. Comme nous pouvons l'observer dans le graphique suivant (figure 28), toujours fait à partir de notre base de données, les actions collectives liées au logement, aux services publics et à la légalisation des terrains ont représenté 38% du total. Les protestations reliées au droit au travail et au salaire ont aussi représenté 38% du total. Dans ces mobilisations sont incluses les revendications des professeurs, des travailleurs publics et des travailleurs du secteur privé. En ce qui concerne l'ordre public et la sécurité, les mobilisations sont liées au harcèlement affectant les habitants des bidonvilles et aux assassinats qui continuent tout au long de 1984. Le 12 septembre 1984, par exemple, *El Liberal* rapporte que les menaces continuent envers les habitants des

bidonvilles et que plusieurs sont confinés à l'exil. Comme mis en évidence précédemment, la stratégie de « terreur » s'est poursuivie dans les nouveaux quartiers.

Figure 28 : Sujets des actions collectives, 1984

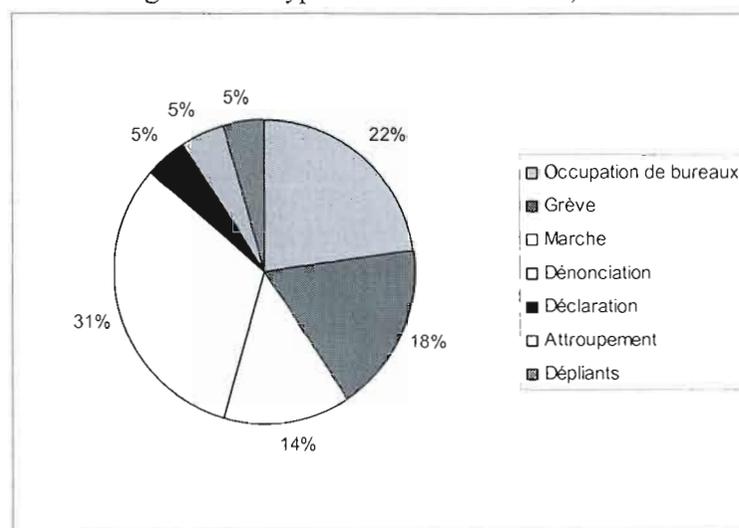


En 1984, nous observons que plusieurs actions collectives ont visé la dénonciation de la corruption des fonctionnaires publics, qui tentaient de vendre aux habitants des bidonvilles les terres qui avaient déjà été achetées par la Corporation régionale du Cauca. Aussi, la presse signale quatre actions de délogement faites par la police contre de nouvelles invasions. Les principaux types d'actions collectives développés en 1984 sont de nature dénonciatrice; les actions collectives étaient donc souvent dirigées vers les médias⁶³. Dans le cas de 1984, 31% des manifestations visait à dénoncer une situation (e.g. corruption à la Mairie, exil forcé, renvoi du travail, manque d'éclairage dans les quartiers, etc.). Le deuxième type de manifestation le plus courant en 1984 a été l'occupation de bureaux gouvernementaux (22%). Ces occupations de bureaux visaient à faire pression pour influencer les décisions gouvernementales, l'événement le plus important étant l'occupation de *la Plaza de toros* par les personnes délogées (*El Liberal*, 9 septembre 1984), qui protestaient contre le délogement et faisait pression sur la Mairie pour qu'elle arrête les opérations de délogement. Ces mêmes

⁶³ Tel que vu précédemment (section 3.1.3.5), la dénonciation vise à mettre en évidence une situation considérée comme problématique par les acteurs.

délogés ont occupé la Mairie, avec le même but, quelques semaines plus tard (*El Liberal*, 10 octobre 1984). Les professeurs ont aussi occupé le Secrétariat de l'éducation en novembre 1984, pour protester contre des changements dans leurs conditions de travail. Les marches ont aussi été importantes, avec 14% du total des manifestations, ainsi que les grèves (18%).

Figure 29 : Types de manifestations, 1984



En 1984, la Corporation régionale du Cauca a débuté les négociations avec les propriétaires des terrains envahis pour les racheter. Cependant, quelques propriétaires ont alors réclamé la valeur du terrain urbanisé, une valeur beaucoup plus élevée que celle du terrain au moment des invasions⁶⁴. Face à cette situation, la Corporation régionale du Cauca a créé un processus d'indemnisation par voie judiciaire. Face à l'apparition de ce processus judiciaire, les propriétaires ont fini par céder et les terrains ont été rachetés au montant de la valeur commerciale en cours au moment du tremblement de terre (terrain non urbanisé). L'indépendance du directeur de la Corporation régionale du Cauca a été un élément déterminant dans ce processus. Le directeur de la Corporation n'a pas reculé face aux pressions des politiciens locaux et des propriétaires terriens, qui ont cherché à profiter de la situation, ce qui a envenimé ses relations avec les élites locales⁶⁵. Le rachat des terrains par la

⁶⁴ Les entrevues de Diego Castrillón et Felipe Millán concordent sur ce point.

⁶⁵ Entrevue avec Diego Castrillón.

Corporation régionale du Cauca n'a cependant pas mis un terme aux problèmes des habitants des invasions. Ceux-ci n'ont pas reçu les titres de propriété avant 1988, année pendant laquelle s'est achevée la régularisation de tous les titres dérivés des invasions à Popayán. Rodrigo Cerón⁶⁶, alors directeur de l'entreprise d'énergie électrique du Cauca, nous présente sa vision des défis rencontrés par la Corporation régionale du Cauca lors du processus d'urbanisation des terrains envahis:

Les travaux d'urbanisation et de connexion aux services publics ont débuté de manière ordonnée en 1984. En réalité, la Corporation régionale du Cauca a commencé à bien remplir ses fonctions seulement après 1985, parce que bien qu'ayant les ressources, elle ne disposait pas du personnel nécessaire. C'était une institution récemment créée. Popayán était une ville socialement divisée par la dynamique des invasions. Ce que la Corporation régionale du Cauca recherchait, c'était d'intégrer cette partie de la ville par l'intermédiaire de travaux publics et de services publics. En réalité, les gens des invasions voyaient les institutions comme des *amis*.

3.2.1.3.3 L'arrivée des politiciens dans les bidonvilles et la mort officielle de la coordonnatrice

La peur causée par les assassinats et la persécution contre les leaders de la Coordinatrice des bidonvilles ont profondément miné son unité, qui avait été acquise au printemps de 1983, et blessé son organisation. Lentement, le travail des Comités autonomes a été remplacé par les Comités d'actions communautaires, formés par les politiciens locaux. Pablo nous raconte en ces termes la mort lente de la Coordinatrice des bidonvilles:

Les politiciens ont commencé à entrer dans les quartiers et ont acheté les personnes avec des postes et des faveurs. Plusieurs membres de la Coordinatrice se sont changés en traîtres et ont commencé à travailler avec eux. Ils ont réussi à nous diviser, en payant les gens pour créer de fausses divisions dans la communauté, entre libéraux et conservateurs. Et ainsi, ils ont oublié ce qui était en jeu. Avant, pendant la tragédie, aucun politicien n'était apparu. Mais maintenant qu'étaient arrivés l'argent et les ressources, alors, oui, tous apparaissaient. Nous autres, nous avons continué à dénoncer la situation, comme la continuation des assassinats. Nous avons fait plusieurs déclarations, mais tout continuait de la même façon. À la

⁶⁶ Rodrigo Cerón est devenu maire de Popayán en 1986.

fin, en 1985, avec des jeux politiques, la Mairie a révoqué la personnalité juridique de la Coordinatrice des bidonvilles et, ainsi, elle nous a enlevé la possibilité de recevoir des aides de l'extérieur.

Ce récit est confirmé par quatre des personnes interviewées, qui ont situé la disparition de la Coordinatrice le jour où la personne juridique de celle-ci est disparue. Selon Pablo et Mateo, le 9 avril 1989, une nouvelle Coordinatrice des bidonvilles a été créée. En 1998, l'association des sans-toits (Meneses 2003) a aussi été créée. Ces deux organisations ont apporté une continuité aux luttes entreprises par la Coordinatrice pendant les années 1980. Cependant, ce thème ne sera pas développé dans ce travail, puisqu'il dépasse le cadre temporel de notre d'étude.

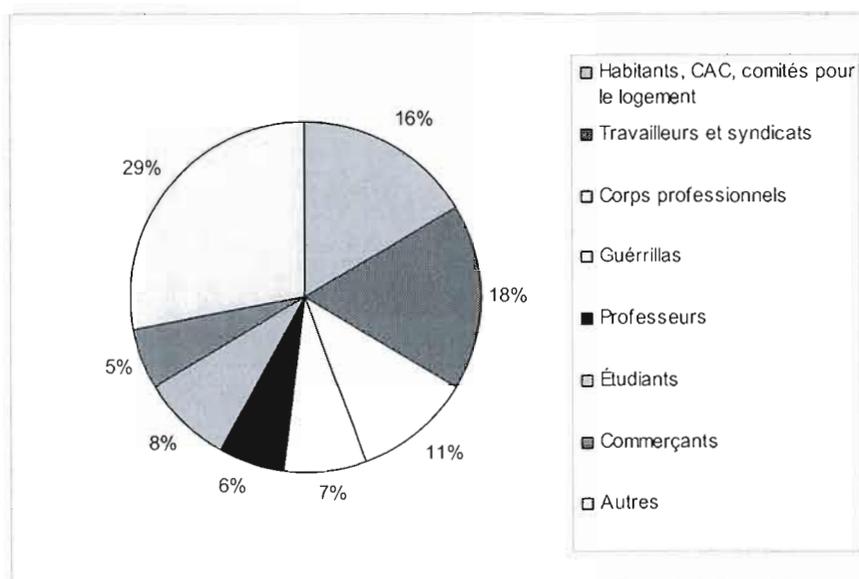
3.2.1.3.4 Les actions collectives en 1985

Les tendances de 1984 en ce qui concerne les actions collectives se sont poursuivies en 1985. La Coordinatrice des bidonvilles est complètement disparue de l'action collective et a été remplacée par les habitants des bidonvilles, les Comités d'actions communautaires et les Comités pour le logement. Pendant cette année, 16% des actions ont été développées par cet ensemble d'acteurs. Les travailleurs et les syndicats ont été responsables de 18% des actions collectives, tandis que les associations de corps de métiers ont représenté 11% du total des mobilisations. Le conflit armé s'est intensifié pendant cette année, avec une augmentation des actions développées par les guérillas (FARC, ELN, M19), qui ont atteint 7% (huit actions) du total des actions pendant cette année. Les professeurs ont significativement diminué leur participation dans le total des actions, qui est passé de 35% en 1984 à 6% en 1985. Les étudiants ont représenté des acteurs dans 8% des mobilisations.

Même si l'importance des acteurs liés au problème du logement est demeurée à un niveau significatif, son pourcentage en termes du nombre total d'actions a diminué, dû principalement aux actions entreprises par la Corporation régionale du Cauca et par la Mairie.

Au fur et à mesure que les personnes des invasions ont solutionné leurs problèmes principaux, il était prévisible que les actions collectives liées à ces problèmes diminuent.

Figure 30 : Graphique des acteurs, actions collectives de 1985

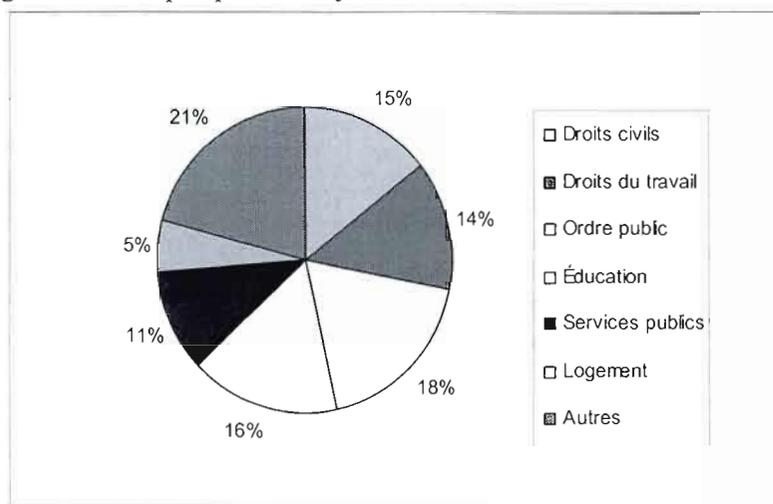


Les sujets de la mobilisation (fig. 19) ont aussi été modifiés comparativement à 1984. Les services publics sont demeurés une cause importante de mobilisation, avec 14% du total. Les demandes en matière d'ordre public et de sécurité ont été le principal sujet de mobilisation en 1985, avec 18% des événements. La persistance de l'importance des mobilisations liées aux services publics s'explique par le fait que la majorité des familles des invasions, en 1985, n'avait pas encore accès aux services d'eau et d'électricité, tel que rapporté par Javier :

Nous avons été connectés aux services publics en premier lieu « par la force », avec des tuyaux que nous avons connectés nous-mêmes au réseau en construction, et aussi en nous connectant illégalement à l'électricité, en tirant des câbles sur le réseau. C'est une chance qu'entre nous, il y en avait quelques-uns qui connaissaient un peu l'électricité. L'eau pour laver les vêtements, nous la prenions du ruisseau, elle était propre. Pour les besoins, nous les faisons dans une fosse septique. L'aqueduc est arrivé en 1987.

Cet extrait explique la pertinence et l'importance des mobilisations reliées aux services publics en 1985. Quant aux protestations ayant pour enjeu la sécurité, la majorité d'entre elles ont visé la dénonciation d'assassinats dans les quartiers et l'aggravation du conflit entre les guérillas et les paramilitaires. Toutes les guérillas présentes à cette époque se retrouvaient aussi à Popayán. Le M-19, par exemple, a réalisé six actions, parmi lesquelles on retrouve l'occupation d'un collège, un attentat contre un grand propriétaire terrien, ainsi que l'occupation des locaux d'une association pour le logement situés à l'est de la ville. Le thème du logement a occupé 5% du total des mobilisations. Quant aux droits civils et politiques, ceux-ci ont représenté 15% des sujets de mobilisation. Dans la majorité des cas, il a été question de dénonciations contre l'armée, la police et les services secrets. Le 20 avril 1985, professeurs, parents et étudiants ont protesté contre l'assassinat d'un étudiant de collège fait par des inconnus. Aussi, une partie de ces protestations reliées aux droits civils demandaient la libération de prisonniers politiques.

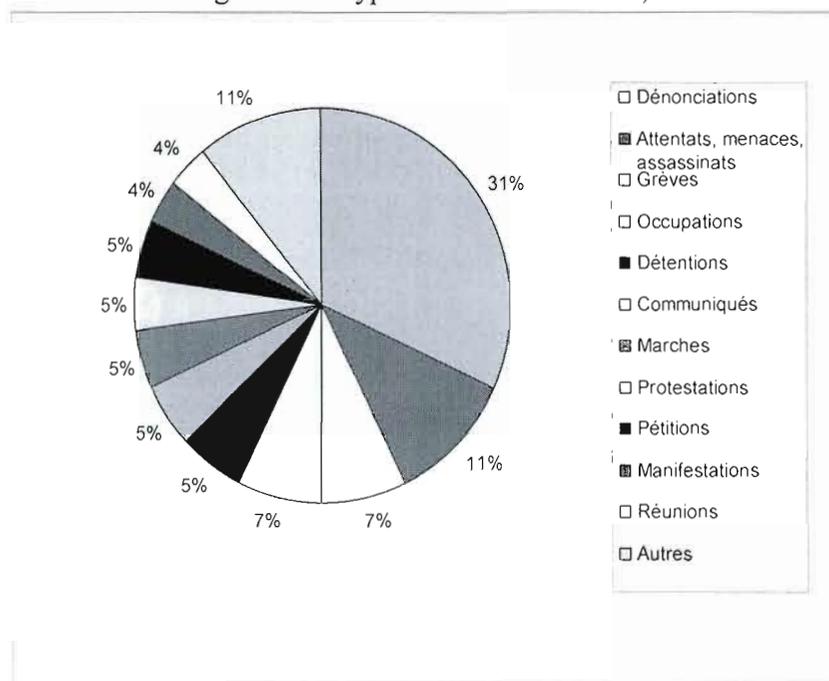
Figure 31 : Graphique des sujets des manifestations de 1985



Les types de manifestations de 1985 ont aussi été légèrement différents de ceux de 1984. Une proportion de 31% des mobilisations a eu comme objet la dénonciation d'une situation problématique. Le nombre d'actions collectives violentes a augmenté en 1985, en représentant 11% du total des actions. Ces événements violents ont inclus des attentats, des

menaces et des assassinats. Les grèves ont représenté 7% du total des manifestations, ce qui indique que leur proportion n'a pas varié comparativement à 1984. Les occupations de bureaux ont aussi diminué en 1985 relativement à 1984, en représentant seulement 7% du total. Les marches n'ont pas représenté une proportion significative pendant cette année (5% des événements), étant donné l'ambiance de violence et de répression qui régnait dans la ville.

Figure 32 : Types de manifestations, 1985



3.2.1.4 L'entrée dans la citoyenneté

Les récits recueillis chez les membres de la Coordinatrice des bidonvilles concordent quant à l'apport de ce mouvement social dans la création d'une citoyenneté active⁶⁷ pour les gens participant aux invasions. L'élément fondamental qui a caractérisé et

⁶⁷ La citoyenneté active consiste, comme mentionné dans le Chapitre I, en la mobilisation nécessaire pour exiger et mettre en pratique des droits. En ce sens, «l'entréc» dans la citoyenneté signifie qu'on retrouve une prise de conscience de l'existence de ces droits et une implication dans la recherche d'outils en vue de leur réalisation. Voir note 20.

justifié les luttes et l'organisation d'actions par la Coordinatrice a été le travail soutenu pour la légalisation des terrains. Cette dite « légalisation » a impliqué une incorporation symbolique des citoyens de la classe la plus pauvre dans la ville. Par l'intermédiaire de la titularisation des terrains qu'ils occupaient, ils ont brisé la stigmatisation dont ils faisaient l'objet, en tant « qu'illégaux, envahisseurs ou voleurs ». La titularisation a impliqué qu'ils furent alors considérés comme des habitants de la ville, constructeurs de celle-ci et comme des agents de changement urbain. Dans le fond, selon les paroles d'Elsa, « la Coordinatrice a été une opportunité pour s'asseoir et discuter, pour donner la parole à ceux qui n'avaient pas de voix. L'exercice a constitué une démocratie vécue, la démocratie des groupes sociaux qui ont donné priorité à ce qui nous unissait plutôt qu'à ce qui nous divisait ». Pour la première fois, ces personnes, les pauvres et les exclus, ont fait valoir leurs droits de citoyens et, ce faisant, sont devenus des sujets de leur propre histoire, dans le sens de Touraine (1995)⁶⁸. Cette perception a été partagée par toutes les personnes qui ont participé dans les actions de la Coordinatrice des bidonvilles. Par exemple, pour Pablo: « Le tremblement de terre a changé la ville. Il nous a donné la possibilité de nous révolter et de construire, en dehors des institutions, notre plan de travail démocratique. La seule chose que nous voulions était de réclamer nos droits. ».

Pour Mateo :

La principale chose que le tremblement de terre a changée, c'est que les personnes qui avant ne pouvait pas être propriétaires le sont maintenant. Les luttes ont changé Popayán. Sans elles, aucun pauvre n'aurait de maison. [...] Ne pas avoir et ensuite avoir un logement digne a tout changé pour nous, tant dans la famille que pour la personne en elle-même. [...] Avec la Coordinatrice, j'ai appris à être digne, à mieux parler, à articuler ma pensée. C'est ce que donne le travail en collectivité. Reconnaître que nous avons des droits a été le

⁶⁸ "J'appelle sujet [...] le désir d'être un individu, de créer une histoire personnelle, de donner un sens à l'ensemble des expériences de la vie individuelle. [...] La transformation de l'individu en sujet résulte de la combinaison nécessaire de deux affirmations : celle de l'individu contre la communauté et celle de la conviction contre le marché" Touraine, cité par Castells (1999, p. 20).

principal gain. Nous avons su ce que signifiait un droit et comment le réclamer.

Selon Javier :

Popayán est faite de plusieurs Popayáns. Il y a un centre et plusieurs périphéries. La ville a changé, elle s'est divisée en un Popayán ancien et un Popayán nouveau, celui des élites et celui du peuple. La Coordinatrice a été un exercice dans lequel le peuple a pris la parole et a réalisé la planification du territoire. Mais ce processus s'est terminé avec la mort de nos leaders. Les gens ont pris conscience de leur force, de leur valeur et de leurs capacités. D'une façon ou d'une autre, nous avons le compris le principe de citoyenneté active et les citoyens ont été inclus avec les titres de propriété.

Selon Fernando Calderón : « Quand j'ai vu Lucho pour la dernière fois, même s'il était mort, il avait un sourire sur le visage, comme s'il disait : " Nous avons réussi . Il est mort heureux et satisfait de ce qu'il avait accompli. »

Figure 33 : Hommage à Lucho Calderon et à Luis Solarte, 25 ans après leur mort
(Source : familles Solarte et Calderon,
texte : Et ils continueront à marcher avec nous jusqu'à la victoire)



CONCLUSION

Ce mémoire visait à analyser les rapports entre l'action collective, les mouvements sociaux et les changements politiques dans le contexte du tremblement de terre qui a secoué la ville de Popayán en 1983. L'objectif général était d'identifier les effets du séisme sur les actions collectives, sur l'apparition et le développement des mouvements sociaux liés au logement, ainsi que les effets de ces actions et des mouvements sociaux sur la politique de logement à Popayán durant les années 1982-1985. Dans ce processus, nous avons inféré les hypothèses suivantes, auxquelles nous avons joint les conclusions tirées de notre recherche :

Hypothèse 1 : Le tremblement de terre, en affectant une partie importante de la population des locataires, a produit un changement important dans le nombre d'actions collectives, le type et le nombre de participants dans ces actions à Popayán.

Conclusion : Notre recherche a démontré que le tremblement de terre, en affectant 69.5% des logements de Popayán, surtout dans les quartiers populaires, a provoqué une réaction spontanée des personnes qui habitaient dans des conditions d'entassement important dans les *inquilinos*. Ces personnes se sont mobilisées pour envahir des terrains dans la périphérie urbaine de Popayán, d'abord de façon transitoire, pour se protéger d'accidents avec les structures affectées, puis de façon permanente. Ce processus de mobilisation a produit des effets importants sur l'action collective dans les mois et années suivant le séisme. Les actions collectives ont montré des changements quantitatifs, par l'augmentation en 1983 du nombre de celles-ci et l'augmentation du nombre de participants dans ces actions. D'un point de vue qualitatif, les acteurs de l'action collective se sont aussi transformés, en passant d'une prépondérance d'acteurs syndicaux à une prépondérance d'acteurs liés au problème du logement dans les mois et années suivant le séisme. Les sujets et les types d'actions ont aussi connu une transformation après le tremblement de terre, en

lien avec les acteurs. Une augmentation notable de la prise de terrain a été mise en évidence par notre analyse.

Hypothèse 2 : Les actions collectives engendrées par le tremblement de terre ont produit des effets en ce qui concerne l'apparition et le développement de mouvements sociaux pour le logement et ont ainsi influencé les stratégies de négociation et de lutte des mouvements sociaux urbains à Popayán.

Conclusion : Le processus d'invasion des terrains suivant le tremblement de terre a favorisé un processus de coordination des actions collectives liées aux conséquences du séisme, avec l'apparition d'un mouvement social qui a tenté de constituer une organisation de coordination des luttes liées au logement, particulièrement en ce qui concerne le non-délogement et la légalisation des terrains envahis. Ce mouvement social s'est appelé la Coordinatrice des bidonvilles et est apparu dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre. Ce mouvement, nourri par les expériences des invasions, a changé les stratégies de négociation et de lutte des mouvements sociaux à Popayán. D'un côté, la généralisation des invasions a produit une stratégie différente de négociation pour ces mouvements. L'invasion est un phénomène qui se fait par la force. Dans le cas de la Coordinatrice des bidonvilles, 3500 familles se sont mobilisées pour prendre les terrains. Tel que nous l'avons démontré, le processus d'invasion spontané a déterminé le besoin de la création d'un processus plus large de coordination. La magnitude des événements a inculqué une force à ce mouvement social, qui a été capable de négocier ses revendications avec le gouvernement national, en laissant de côté les négociations avec les politiciens locaux. Ceci a constitué un changement majeur dans les stratégies de négociation des mouvements sociaux à Popayán. Une autre nouvelle stratégie mise en place par ce mouvement a été celle de la coordination des luttes des mouvements sociaux qui appuyaient ce processus. Le Comité permanent pour la défense de la vie et des droits citoyens, un comité qui associait les différentes tendances politiques de gauche et les mouvements sociaux dans la ville, a été mis en place et a pris en charge la coordination politique plus large des actions collectives dans Popayán.

Malgré l'ampleur et l'organisation du mouvement social né après le tremblement de terre, la répression faite par des groupes illégaux a affecté les activités de la Coordinatrice des bidonvilles et les actions collectives. Effectivement, la répression qui a amené la mort d'au moins neuf membres de l'organisation (selon les témoignages des interviewés) et l'exil de plusieurs autres a porté un dur coup à ce mouvement social, en menant à sa disparition définitive vers la fin de 1985. Les actions collectives ont aussi souffert à cause des attentats et des menaces provenant des groupes paramilitaires; le nombre de participants par action a diminué en 1984 et en 1985, malgré une augmentation du nombre annuel de celles-ci. Malgré la disparition de la Coordinatrice des bidonvilles, les actions collectives ont toutefois continué, en lien avec les demandes de services publics et le processus de légalisation des terrains.

Hypothèse 3 : Les changements dans les actions collectives et les mouvements sociaux urbains ont produit des effets politiques en ce qui concerne la politique de logement à Popayán.

Conclusion : L'invasion des terrains a provoqué un changement majeur dans la politique de logement à Popayán; d'abord, en produisant un changement dans la perception du problème du déficit de logements par le gouvernement aux niveaux national et local et par l'appui gouvernemental à la construction de plus de 5000 logements et à la création de 27 nouveaux quartiers après le tremblement de terre. Le changement politique a été mis en évidence par la création de la Corporation pour la reconstruction du Cauca, qui a pris en charge le processus de légalisation des invasions, ainsi que par l'Institut de crédit territorial, qui a créé des crédits d'urgence pour la construction de logements à Popayán. Un autre changement ayant eu des répercussions majeures sur la politique de logement a été le processus de décentralisation et l'élection populaire des maires et des gouverneurs, qui ont transformé la dynamique politique au niveau local.

Au niveau théorique, d'autres conclusions peuvent être mises en évidence. La première est que les mouvements sociaux constituent des systèmes de pratiques qui cherchent à coordonner, dans le temps, les actions collectives. À partir de cette optique, on peut conclure que les tragédies d'origine naturelle, en provoquant des transformations en ce qui concerne les besoins de la population et donc, dans les motifs de la mobilisation sociale, favorisent l'apparition d'actions collectives liées aux tragédies. Ceci engendre l'apparition de nouveaux types de mouvements sociaux qui visent à coordonner ces luttes.

Un deuxième élément à noter dans notre recherche est la fenêtre d'opportunité politique ouverte après les tragédies pour les groupes les plus exclus de la société, qui se mobilisent dans leur tentative d'améliorer leurs conditions de vie, spécialement en ce qui concerne le droit au logement. Le processus de mobilisation suivant la tragédie provoque la participation de ces personnes dans des organisations sociales où la discussion sur les droits et la participation sociale devient importante. Dans le cas de Popayán, nous avons constaté que le processus des invasions et de formation de la Coordinatrice des bidonvilles a engendré un processus de planification dans la communauté, en dehors de l'État, qui a été pleinement participatif. Pour la plupart des participants dans ce processus d'organisation, l'expérience la plus marquante a été la discussion démocratique qui a eu lieu à l'intérieur de l'organisation et dans ces nouveaux quartiers. Ce processus a engendré une valorisation de l'estime personnelle et de la dignité de ces acteurs. La légalisation des terrains et leur titularisation a constitué la récompense de tous ces processus de luttes et a représenté une incorporation à la citoyenneté pour ces personnes, qui sont sortis de l'illégalité et ont fait leur entrée dans la ville comme des citoyens, sujets de leur propre histoire.

GLOSSAIRE

Action collective. On considère, comme Neveu (2003), que «la notion d'action collective renvoie à deux critères. Il s'agit d'un agir ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause».

Action sociale. Selon Weber, un comportement humain (bien qu'il consiste en un « faire » interne ou externe, en une omission ou en une permission) dans lequel le sujet donne un sens subjectif à cette action. L'action sociale est une action où le sens donné par le sujet aux sujets (en tant que personnes) se réfère au(x) comportement(s) ou à ceux d'un autre sujet. L'action s'oriente de cette manière dans son développement. (Weber, 1994, p. 5)

Analyse documentaire. Opération qui permet la sélection des idées les plus pertinentes dans le cadre d'un document, dans le but de les interpréter et de les systématiser dans le contexte d'une recherche.

Théorie du choix rationnel (*Rational action theory*). Celui-ci se base sur l'idée que tous les individus ont la capacité de faire des choix rationnels relativement à leur conduite, en la réorientant régulièrement vers la maximisation de leurs intérêts. S'ils disposaient de la même information, tous les individus adopteraient la même décision, qui serait la plus rationnelle.

Citoyenneté. Dans le sens proposé par Bobbio (1985), la relation juridique qui s'établit entre un sujet, considéré comme une personne naturelle, et un État. Cette relation État-citoyen définit les droits et les obligations qui les lient. Cette citoyenneté dépend donc de l'ensemble des droits qu'un système juridique accorde à une personne.

Citoyenneté active. La mobilisation nécessaire pour exiger et mettre en pratique des droits. Ces droits ne sont pas des entités abstraites mais doivent être réalisés. Prise de conscience de l'existence de ces droits et implication dans la recherche d'outils en vue de leur réalisation.

Crise urbaine. L'augmentation des problèmes urbains causés par un processus d'urbanisation accéléré. Ce processus d'urbanisation dépasse les capacités de réponse des gouvernements face aux nécessités de la population, ce qui a généré une crise en ce qui concerne l'offre des services essentiels dans une ville : logements, services publics, équipements collectifs.

Délogement. Action légale de récupération de la possession d'un terrain de la part de la police contre un possesseur illégitime. Cette action policière est un moyen de protéger la propriété.

Densification. L'augmentation, dans le temps, du nombre de personnes par édifice dans la ville.

Entrevue semi dirigée. « Interaction verbale entre des personnes qui s'engagent volontairement dans pareille relation afin de partager un savoir d'expertise pour mieux dégager conjointement une compréhension d'un phénomène ». (Savoic-Zajc, 2004)

Inquilinato. Habitation où se logent plusieurs familles, dans laquelle les espaces et services publics sont en général partagés dans des conditions de pauvreté extrême. Dans la majorité des cas, il s'agit d'une construction ancienne et relativement grande qui, par un processus de subdivision ou d'agrandissement, loge une famille dans chacune des chambres. Dans ces édifices, c'est l'administrateur ou le propriétaire qui impose les conditions de location et d'utilisation de l'espace, définit le paiement journalier ou mensuel, se charge de l'entretien de l'habitation et est responsable du paiement des services publics et des taxes foncières. Quant à lui, le locataire se soumet aux conditions imposées, bien qu'à part le paiement du loyer, il n'ait aucune autre responsabilité relativement à l'habitation.

Invasion. Fait dans lequel plusieurs sujets prétendent déposséder par la force d'autres sujets de leur droit de détenteur.

Mouvements sociaux. Selon Touraine (1984 ; p. 10), « une conduite collective, à la fois culturellement orientée et socialement conflictuelle, d'acteurs de la société civile définis par leur position de domination, de dépendance ». Ils constituent une coordination identitaire et organisationnelle d'actions collectives dans le temps

Mouvement social urbain. Les actions collectives de la population en tant qu'usagers de la ville, i.e. de logements et de services, actions destinées à éviter la dégradation de leurs conditions de vie, à obtenir l'adéquation de celles-ci aux nouvelles nécessités ou à obtenir un meilleur niveau d'équipement. Pour Castells, les mouvements sociaux urbains sont conçus comme des « systèmes de pratiques contradictoires qui s'opposent à l'ordre établi à partir des contradictions spécifiques de la problématique urbaine »

Périphérisation, Ségrégation spatiale des personnes pauvres dans les périphéries de la ville.

Périurbanisation L'urbanisation qui se produit en périphérie des villes et qui déplace l'espace rural au profit de l'espace urbain.

Prescription acquisitive ou usucapion. Le fait d'acquérir juridiquement un droit réel après l'écoulement d'un délai pendant lequel ce droit a été exercé de fait.

Quartiers illégaux. Quartiers qui naissent de la prise collective de terres sans aucun paiement et « dont les protagonistes sont, généralement, les secteurs de la population les plus touchés par la pauvreté et sans la possibilité, même minimale, d'accéder au marché immobilier » (Lopez, 1991).

Urbanisation pirate. Urbanisation légale par rapport à la propriété du sol, mais qui ne respecte pas les règles de planification.

Stagflation. La situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation (c'est-à-dire une croissance rapide des prix).

Sujet. "Le désir d'être un individu, de créer une histoire personnelle, de donner un sens à l'ensemble des expériences de la vie individuelle. [...] La transformation de l'individu en sujet résulte de la combinaison nécessaire de deux affirmations : celle de l'individu contre la communauté et celle de la conviction contre le marché" Touraine, cité par Castells (1999, p. 20).

Ville. « Nous proposons donc ici une première définition de la ville comme projection de la société sur le terrain, c'est-à-dire non seulement sur le site sensible mais sur le plan spécifique, perçu et conçu par la pensée, qui détermine la ville et l'urbain » (Lefebvre 1974, p. 64).

BIBLIOGRAPHIE

Aguilar, Erika et Fernando Carrión. 1989. La Investigación urbana en America Latina caminos recorridos y por recorrer. 4t. Quito: Centro de Investigaciones CIUDAD.

Almario G, Oscar. 2005. La invención del suroccidente colombiano. Medellín, Colombia: Concejo de Medellín : Universidad Pontificia Bolivariana : Corporación Instituto Colombiano de Estudios Estratégicos : Editorial Marín Vieco.

Ahumada, Consuelo. 1996. El modelo neoliberal y su impacto en la sociedad colombiana. Bogotá : El Ancora Editores, 303 p.

Alvarez, Sonia, Evelina Dagnino et Arturo Escobar. 1998. Cultures of politics, politics of cultures: re-visioning Latin American social movements. Boulder, Colo.: Westview Press, 459 p.

Arbelaez, Carlos et Santiago Sebastián. 1967. Las artes en Colombia. Coll. «Historia extensa de Colombia», no 20. Bogotá: Ediciones Lerner, 485 p.

Archila, Mauricio. 1998. «Poder y contestación». Controversia, no 173 (Décembre), p. 29-56.

Archila, Mauricio. 2000. «Las luchas sociales del post-Frente Nacional (1975-1990)». Controversia, no 176 (Avril), p. 8-21.

Archila, Mauricio, et Mauricio Pardo. 2001. Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 548 p.

Archila, Mauricio. 2003. Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia, 1958-1990. Bogotá: Instituto Colombiano de Antropología e Historia : Centro de Investigación y Educación Popular, 508 p.

Archila, Mauricio. 2006. «Los movimientos sociales y las paradojas de la democracia en Colombia». Controversia, no 186 (Juin), p. 9-32.

Arreola, Alvaro, José Georgette et Matilde Luna. 1986. «Memoria: los primeros ocho días ». Revista Mexicana de Sociología, Vol. 48, no 2 (Avril – Juin) p. 111-112.

- ASFADDES (Asociación de Familiares de, Detenidos-Desaparecidos). 2003. Veinte años de historia y lucha. San Sebastián: Tercera Prensa, 218 p.
- Bejarano, Jesús Antonio. 1987. Ensayos de historia agraria colombiana. Bogotá: Fondo Editorial CEREC, 206 p.
- Bejarano, Jesús Antonio. 1999. «Ensanchando el centro: El papel de la sociedad civil en el proceso de paz». In *Los laberintos de la guerra: utopías e incertidumbres sobre la paz*, sous la dir. de Francisco Leal Buitrago, p. 271-335. Bogotá: Tercer Mundo Editores.
- Bobbio, Norberto. 1985. *El futuro de la democracia*. Barcelona: Plaza y Janés Ed., S.A, 215 p.
- Bobbio, Norberto. 2000. *Estado, gobierno y sociedad: por una teoría general de la política*. México: Fondo de cultura económica. 243 p.
- Bonilla, Hernán. 1984. «El asentamiento 31 de marzo, implicaciones y consecuencias de un desastre natural». Mémoire. Popayán: Departamento de Antropología, Universidad del Cauca, 106 p.
- Braudel, Fernand. 1985. *La dynamique du capitalisme*. Paris: Arthaud, 120 p.
- Caicedo, Elizabeth 1990. *Planeación urbana participante en asentamientos populares*. Popayán: FUNCOP. 90 p.
- Caicedo, Julián. 2004. «El clientelismo político en Popayán, el caso de Víctor Mosquera Chau». Popayán, Ciencia Política, Universidad del Cauca, 157 p.
- Camacho Guizado, Alvaro, et Alvaro Guzmán Barney. 1990. *Colombia: ciudad y violencia*. Coll. «Colección Ciudad y democracia». Bogotá: Ed. Foro Nacional, 263 p.
- Cardoso, Fernando Henrique, et Enzo Faletto. 1976. *Dependencia y desarrollo en América latina: ensayo de interpretación sociológica*, 11^{ème} éd. México: Siglo Veintiuno Editores, 166 p.
- Cardoso, Ruth. 1983. «Movimentos Sociais Urbanos: balanço Crítico». In *Sociedade e Política no Brasil Pós-64*, sous la dir. de Bernardo Sorj, et Maria Hermínia Tavares de Almeida, p. 215-239. São Paulo: Brasiliense.
- Castells, Manuel. 1973. *Luttes urbaines et pouvoir politique*. Paris: Maspéro, 131 p.

Castells, Manuel. 1977. *The urban question: a marxist approach*. Cambridge, Mass.: MIT Press, 502 p.

Castells, Manuel. 1983. *The city and the grassroots: a cross-cultural theory of urban social movements*. Coll. «California series in urban development» no 2. Berkeley: University of California Press, 450 p.

Castells, Manuel. 1978. *Crise du logement et mouvements sociaux urbains : enquête sur la région parisienne*. Coll. «La Recherche urbaine», no 14. Paris: Mouton, 594 p.

Castells, Manuel. 1981. *Crisis urbana y cambio social*. Madrid: Siglo Veintiuno Editores, 322 p.

Castells, Manuel. 1988. *Crisis urbana, Estado y participación Popular: seminario dictado por el dr. M. Castells, Cochabamba, 31 julio a 3 agosto 1985*. Cochabamba (Bolivie): Colegio de Arquitectos Cochabamba, 264 p.

Castells, Manuel. 1999. *L'ère de l'information. Tome II, Le pouvoir de l'identité*. [Paris]: Fayard, 538 p.

Castells, Manuel, et Martin Ince. 2003. *Conversations with Manuel Castells*. Cambridge: Polity, 174 p.

Castells, Manuel, et Patricio Vélaz. 1971. *Imperialismo y urbanización en América Latina*. Coll. «Ciencia Urbanística », no 12. Barcelona: Gustavo Gili, 464 p.

Castrillon Arboleda, Diego. 1973. *El indio Quintin Lame*. Coll. «Tribuna libre». Bogota: Tercer Mundo, 246 p.

Castrillón Arboleda, Diego. 1984. «Los terremotos en Popayán». *Revista Arco*, vol. 28, no 279-280 (Avril), p. 12-24.

Castro, Jaime. 1981. *Hacia la democracia local: un nuevo régimen departamental y municipal*. Coll. «Breviarios colombianos » no 10. Bogotá: Banco de la República, 144 p.

Castro, Jaime. 1984. *La democracia local: ideas para un nuevo régimen departamental y municipal*. Bogotá: Editorial Oveja Negra, 95 p.

Charles David, Collins. 1988. «Local government and urban protest in Colombia » *Public Administration and Development*, En ligne. Vol. 8, no 4, p. 421-436 In Wiley InterScience <<http://dx.doi.org/10.1002/pad.4230080405> >. Consulté le 16 mars 2009.

Chica, Ricardo. 1988. «Un diagnóstico de la crisis de acumulación de la industria colombiana». *Desarrollo y sociedad*. no. 22. (Septiembre), p. 11-73

Clavijo, Claudia Helena. 1987. *La asesoría técnica a los procesos de habitación popular*. Bogotá: Foro nacional por Colombia, 152 p.

Coatsworth, John and Pineda, Marcela. 1993. «Pax (norte) americana: América Latina después de la guerra fría». *Revista Mexicana de Sociología*. En ligne. Vol. 55, no 2, p. 293-314. <<http://www.jstor.org/pss/3541113>>. Consulté le 28 mars 2009.

Cohen, Jean L., et Andrew Arato. 1992. *Civil society and political theory*. Cambridge, Mass.: MIT Press, 771 p.

Coraggio, José Luis. 1991. *Ciudades sin rumbo investigación urbana y proyecto popular*. Quito: Sociedad Interamericana de Planificación, Centro de Investigaciones CIUDAD, 375 p.

Coraggio, José Luis, et Centro de Investigaciones CIUDAD. 1991. *Pautas para una discusión sobre el futuro de la investigación urbana en América Latina*. Quito: Centro de Investigaciones CIUDAD, 18 p.

Coronel, Jaime. 1986. *Popayán: Plan de ordenamiento de los barrios suroccidentales*. Popayán: CRC, 45 p.

Cortina, Adela, et Domingo García-Marzá. 2003. *Razón pública y ética aplicadas : los caminos de la razón práctica en una sociedad pluralista*. Coll. «Ventana abierta / Tecnos». Madrid: Tecnos, 312 p.

Cuervo, Luis, Samuel Jaramillo, Jorge Iván González et Fernando Rojas. 1988. *Economía política de los servicios públicos, una visión alternativa*. Bogotá: CINEP. 303 p.

DANE. 1986. *XV Censo nacional de población y IV de vivienda: demografía*, no 5. Bogotá: DANE (Departamento Nacional de Estadística).

De Sousa Santos, Boaventura et Mauricio Garcia. 2001. *El caleidoscopio de las justicias en Colombia: análisis socio-jurídico*. 2 t. Bogotá: Siglo del Hombre Editores.

De Souza, Boaventura 2004. «Los derechos humanos y el Foro social mundial ». In XXXV Congreso de la Federación Internacional de los Derechos Humanos (Quito 2-6 Mars 2004) Quito: Agencia Latinoamericana de información. En ligne. <http://alainet.org/active/show_text.php?key=5756>. Consulté le 17 février 2009.

Díaz López, Zamira. 1996. *La ciudad colonial. Popayán: política y vida cotidiana (siglo XVI)*. Cali: Fondo Mixto de Cultura del Cauca, 212 p.

Dugas, Jhon et Angelica Ocampo. 1992. *Los caminos de la descentralización; diversidad y retos de la transformación municipal*. Bogotá: Universidad de los Andes, 222 p.

Earl, Jennifer, Andrew Martin, Jhon McCarthy et Sara Soule. 2004. «The use of Newspaper Data in the Study of Collective Action». *Annual Review of Sociology*. Vol. 30, p. 65-80.

Earl, Jennifer et Sarah Soule. 2003. «Protest Under Fire? Explaining the Policing of Protest». *American Sociological Review*. vol. 30, p. 65-80.

Escobar, Arturo. 1995. *Encountering development: the making and unmaking of the Third World*. Coll. «Princeton studies in culture/power/history». Princeton, N.J.: Princeton University Press, 290 p.

Escobar, Arturo, et Sonia E. Alvarez. 1992. *The Making of social movements in Latin America : identity, strategy, and democracy*. Coll. «Series in political economy and economic development in Latin America». Boulder, Colo.: Westview Press, 383 p.

Espinoza, Miriam Amparo. 1995. «El andar como metáfora territorial paez». Quito, *Antropología*, FLACSO, 112 p.

Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002. *Développement local et économie populaire en Amérique Latine : l'expérience de Villa el Salvador*. Coll. « Série Rapport de recherche » no 1. Hull: Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités et Université du Québec en Outaouais, 139 p.

Flacks, Richard. 2004. «Knowledge for What? Thoughts on the State of Social Movements Studies». In *Rethinking Social Movements*, sous la dir. de Jeff Goodwin et James Jaspers, p. 135-155. Mariland: Rowman and Littlefield.

Fleury, Sonia. 1998. «Política social, exclusión y equidad en América Latina en los años noventa». *Nueva Sociedad*, no 156 (Juillet-Août), p. 72-94.

Fleury, Sonia. 2002. « Reforma del Estado », INDES. 43 p. En ligne. <http://pdf2.biblioteca.hegoa.efaber.net/ebook/15055/Reforma_del_Estado.pdf>. Consulté le 15 février 2009.

- Galtung, Johan, et International Peace Research Institute. 1996. *Peace by peaceful means: peace and conflict, development and civilization*. London: Thousand Oaks, CA: Sage, 280 p.
- Giraldo, Jaime. 1979. *Movimientos sociales ante la crisis de suramérica*. Bogotá: CINEP. 370 p.
- Giraldo, Jaime. 1985. *Paros y movimientos cívicos en Colombia*. Bogotá: CINEP. 436 p.
- Gohn, Maria da Gloria. 1997. *Teoria dos movimentos sociais*. São Paulo: Edições Loyola, 383 p.
- González, Camilo. 1984. «Movimientos cívicos 1982-1984: poder local y reorganización de la acción popular». *Controversia* (Avril). no. 121, p. 28-37.
- González, Fernán Enrique, Ingrid Johanna Bolívar Ramírez et Teófilo Vázquez. 2003. *Violencia política en Colombia: de la nación fragmentada a la construcción del Estado*. Bogotá, D.C.: Cinep, 336 p.
- González, Jorge Iván. 2006. «Los aportes de Eduardo Wiesner al pensamiento económico colombiano». *Revista de Economía Institucional* (premier semestre). Vol. 8, no 14, p. 17-56.
- Grafmeyer, Yves et Isaac Joseph 1984. *L'école de Chicago*. Paris: Aubier, 334 p.
- Guzmán Campos, Germán. 1963. *La violencia en Colombia: estudio de un proceso social*, 2 t. Bogotá: Ediciones Tercer Mundo.
- Guzmán, Ney 1984. *Terremoto de Popayán. Consecuencias inmediatas*. Cali Universidad del Valle, 20 p.
- Hamel, Pierre. 2001. *Globalization and social movements*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire New York: Palgrave, 258 p.
- Harvey, David. 2006. *Spaces of global capitalism: towards a theory of uneven geographical development*. London; New York, NY: Verso, 154 p.
- Jenkins, Craig. 1983. «Resource mobilization Theory and study of social movements». *Annual Review of Sociology*. Vol. 9. p. 527-553.
- Jhonston, Hank, Enrique Laraña et Joseph Gunsfiel. 1994. *New Social Movement: From Ideology to identity*. Filadelfia: Temple University Press. 368 p.

- Jiménez Aguilar, Carlos Manuel. 2003. «El bicentenario y el parque Caldas». Popayán, Ciencia Política Universidad del Cauca, 157 p.
- Jiménez Solares, Carlos 2006. «Acción colectiva y movimientos sociales. Nuevos enfoques teóricos y metodológicos ». In VII Congreso Latinoamericano de Sociología Rural: ALASRU (Associação Latinoamericana de Sociologia Rural). En ligne.
<<http://www.alasru.org/cdalasru2006/10%20GT%20Carlos%20Jim%C3%A9nez%20Solares.pdf>>. Consulté le 24 mars 2009
- Kalmanovitz, Salomón. 1994. Economía y nación: una breve historia de Colombia, 4 t. Bogotá: Tercer Mundo Editores, 576 p.
- Kissinger, Henry. 1995. Diplomacy, 1st Touchstone. New York: Touchstone, 912 p.
- Koopmans, Ruud. 2004. «Political. Opportunity. Structure. Some Splitting to Balance the Lumping». In Rethinking Social Movement, Jeff et James Jasper Goodwind, p. 61-75. Maryland: Rowman and Littlefield.
- Köppen, Elke 1989. Movimientos sociales en México (1968-1987). México: UNAM, 136 p.
- Kowarick, Lúcio. 1983. A espoliação urbana, 2a. Rio de Janeiro, RJ: Editora Paz e Terra, 202 p.
- Laclau, Ernesto, et Norbert Lechner. 1983. Estado y política en América Latina, 2ème éd. Coll. «Sociología y política». México: Siglo Veintiuno Editores, 340 p.
- Leal Buitrago, Francisco. 1994. El oficio de la guerra: la seguridad nacional en Colombia. Santafé de Bogotá, Colombia: IEPRI; Tercer Mundo Editores, 298 p.
- Leal Buitrago, Francisco, et Andrés Dávila L. 1990. Clientelismo: el sistema político y su expresión regional. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia; Tercer Mundo Editores, 382 p.
- Leal Buitrago, Francisco, et León Zamosc. 1990. Al filo del caos: crisis política en la Colombia de los años 80. Bogotá: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales; Tercer Mundo Editores, 514 p.
- Lefebvre, Henri. 1974. Le droit à la ville : Suivi d'espace et politique. Coll. «Points» no 52. Paris: Anthropos, 281 p.

López Michelsen, Alfonso. 1975. Plan de desarrollo social, económico y regional (1975-1978): Para cerrar la brecha Bogotá: Presidencia de la República

López de Mesa, Beatriz, et Beatriz E. Monsalve. 1991. Movimientos sociales urbanos y habitat: Estudio de los movimientos comunal, de adjudicatarios de vivienda, cívico y sindical de Fabricato y Coltejer en Bello e Itagui, 1982-1986. Coll. «Investigaciones» no 14. Medellín: Universidad Nacional de Colombia, Seccional Medellín, Facultad de Arquitectura, Centro de Estudios del Hábitat Popular. 453 p.

Lowe, Stuart. 1986. Urban social movements: the city after Castells. New York: St. Martin's Press, 211 p.

Marín, Inés Elena. 1991. Escritos en torno al hábitat: reflexiones. Coll. «Escritos», no 6. Medellín: Centro de Estudios del Hábitat Popular, Universidad Nacional de Colombia, 210 p.

Marván, Ignacio et Jesús Aurelio Cuevas. 1987. «El movimiento de damnificados de Tlatelolco (septiembre de 1985-marzo de 1986)». Revista Mexicana de Sociología. Vol. 49, no 4, p. 111-140.

Marx, Karl. 1976. Le 18 brumaire de Louis Bonaparte. Paris: Éditions Sociales, 156 p.

Mattos, Carlos A. de. 1989. «Falsas expectativas ante la descentralización. Localistas y neoliberales en contradicción.». Nueva Sociedad. no.104, (Novembre -Décembre) p. 118-126.

Mattos, Carlos A. de. 1993. La obstinada marginalidad de las políticas territoriales: el caso latinoamericano. Santiago, Chile: Pontificia Universidad Católica de Chile Instituto de Estudios Urbanos, 33 p.

McCarthy, John et Z. Mayer. 1977. «Resource mobilization and social movements: a partial theory». American Journal of Sociology. vol. 82, no 6 (Mai), p.1212-1241.

McAdam, Doug, Sidney G. Tarrow et Charles Tilly. 2001. Dynamics of contention. Coll. «Cambridge studies in contentious politics». New York: Cambridge University Press, 387 p.

Melucci, Alberto. 1996. Challenging codes: collective action in the information age. Coll. «Cambridge cultural social studies». Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 441 p.

Menezes, Zully 2006. «La política pública de vivienda en Popayán». Monographie, Popayán: Departamento de ciencia política, Universidad del Cauca, 145 p.

Merton, Robert King. 1957. *Social theory and social structure*, Glencoe, Ill.: Free Press, 645 p.

Moncayo Jiménez, Edgar. 2002. *Nuevos enfoques de política regional en América Latina: El caso de Colombia en perspectiva histórica. Las políticas regionales en Colombia*. T. 5. de Archivos de Economía. Departamento Nacional de Planeación. Bogotá: DNP. 56 p

Múnera R, Leopoldo. 1998. *Rupturas y continuidades : poder y movimiento popular en Colombia, 1968-1988*. Santa Fe de Bogotá, D.C.: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales : IEPRI : CEREC, 501 p.

Nel, Philip et Marjolein Righarts. 2008. «Natural Dissasters and the Risk of Violent Civil Conflict ». *International Studies Quartely*. vol. 52, no 1, p. 159-185.

Neveu, Erik. 2000. *Sociologie des mouvements sociaux*, Nouvelle éd. Paris: La Découverte, 125 p.

Oberschall, Anthony. 1973. *Social conflict and social movements*. Englewood Cliffs., N.J.: Prentice-Hall, 371 p.

Ocampo, José Antonio. 2005. *Más allá del Consenso de Washington: una agenda de desarrollo para América Latina*. Coll. «Estudios y perspectivas», no 26. México: CEPAL. 32 p.

Ochoa, Ana María. 2003. «Sobre el estado de excepción como cotidianidad: cultura y violencia en Colombia». In *Signo y Pensamiento*. En ligne. Vol. 22, no 43, p. 51-70 <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/grupos/grim_crisis/03sobre%20el%20estado.pdf>. Consulté le 28 mars 2009.

Olson, Mancur. 1965. *The logic of collective action; public goods and the theory of groups*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 176 p.

Padilla Altamirano, Silvia, María Luisa López Arellano et Adolfo Luis González Rodríguez. 1977. *La encomienda en Popayán: (tres estudios)*. Coll. «Publicaciones de la Escuela de Estudios Hispano-Americanos de Sevilla ; 238». Sevilla: Escuela de Estudios Hispano-Americanos, xv, 393 p. p.

- Palacios, Marco. 1996. «La gobernabilidad en Colombia, aspectos históricos». *Análisis político*. no. 29, p. 3-19.
- Parsons, Talcott. 1949. *The structure of social action; a study in social theory with special reference to a group of recent European writers*, 2ème ed. Glencoe, Ill.: Free Press, 817 p.
- Pereira, Bresser. 1998. «La reforma del Estado en los años 90. Lógica y mecanismos de control. ». *Desarrollo económico*. vol. 38, no 150, p. 517-550. En ligne. <<http://www.bresserpereira.org.br/papers/1997/95.LaReformadelestadodelosanosnoventa.pdf>>. Consulté le 29 mars.
- Pickvance, Cris. 1989. «Social movements in the city or urban movements». In *État, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au moyen-orient = Urban crises and social movements in the Middle East : actes de colloque C.N.R.S-E.S.R.C.* (Paris, 23-27 mai, 1986), sous la dir. de Kenneth Brown, Bernard Hourcade, Michèle Jolé, Claude Liauzu, Peter Sluglett et Sami Zubaida, p. 72-86. Paris: L'Harmattan.
- Pickvance, Cris. 2003. «From Urban Social Movements to Urban Movements: A Review and Introduction to a Symposium on Urban Movements ». *International Journal of Urban and Regional Research*. vol. 27, no 1, p. 102-109.
- Popayán, Alcaldía de. 1983. *Acuerdo 26*. Popayán: Alcaldía de Popayán, 24 p.
- Rama, Ángel. 1984. *La ciudad letrada*. Hanover: Ediciones del Norte, 176 p.
- Ramírez, Socorro, et Luis Alberto Restrepo. 1988. *Actores en conflicto por la paz: el proceso de paz durante el gobierno de Belisario Betancur (1982-1986)*. Bogotá: CINEP, Siglo Veintiuno, 293 p.
- Rappaport, Joanne. 1990. *The politics of memory : native historical interpretation in the Colombian Andes*. Coll. «Cambridge Latin American studies, 70». Cambridge; New York: Cambridge University Press, 226 p.
- Robledo, Jorge. 1985. *El drama de la vivienda en Colombia y la política del sí se puede*. Bogotá: El Áncora Editores, 200 p.
- Robledo, Jorge Enrique. 2000. *www.neoliberalismo.com.co: balance y perspectivas*. Bogotá: El Áncora Editores, 264 p. p.
- Romero, José Luis. 1976. *Latinoamérica: las ciudades y las ideas*, 2ème éd. México: Siglo Veintiuno Editores, 396 p.

Romero, Mauricio. 2000. «Democratización política y contra reforma paramilitar en Colombia». Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines. Vol. 29, no 3, p. 331-357.

Rueda Plata, Jose Olindo. 1989. Historia de la población colombiana. 1880-2000, XXI t. Coll. «Nueva historia de Colombia», no V. Bogotá: Editorial Planeta.

Saa, Enesto. 1995. Teoría constitucional colombiana: Gustavo Ibañez, 307 p.

Sánchez G, Gonzalo, et Ricardo Peñaranda. 1986. Pasado y presente de la violencia en Colombia. Bogotá, Colombia: Fondo Editorial CEREC, 413 p.

Santana, Pedro. 1983. Desarrollo regional y paros cívicos en Colombia. Coll. «Serie Controversia», no. 107-108. Bogotá: CINEP. 207 p.

Santana, Pedro. 1988. «Los movimientos cívicos el nuevo fenómeno electoral». Foro. vol. 6,(Jun), p. 47-62.

Santos, Boaventura de Sousa. 2004. Vers un nouveau sens commun juridique : droit, science et politique dans la transition paradigmatique. Coll. «Droit et société. Série Sociologie », no. 39. Paris: LGDJ, 703 p.

Savoic-Zajc, Lorraine 2004. «L'entrevue semi-dirigée». In Recherche sociale. De la problématique à la collecte de dones, sous la dir. de Benoît Gauthier, p.337-360. Sainte-Foy (Qué.): PUQ.

José Luis Coraggio, Alberto Federico Sabaté, Oscar Colman, Eduardo P. Archetti et International Institute for Environment and Development Latin America. 1989. La Cuestión regional en America Latina. Quito: Centro de Investigaciones CIUDAD, Buenos Aires: International Institute for Environmental Development-América Latina, 688 p.

Singer, Paul. 1971. «Urbanización, dependencia y marginalidad». In Imperialismo y urbanización en América Latina, sous la dir. de Manuel Castells et Patricio Velez, p. 287-314, Barcelona: Gustavo Gili.

Smelser, Neil J. 1962. Theory of collective behavior. New York: Free Press of Glencoe, 436 p.

Teixeira, Sonia M. Fleury. 1994. Estado sem cidadãos : seguridade social na América Latina. Rio de Janeiro, RJ: Editora Fiocruz, 251 p.

Tellez, Germán. 1989. «La arquitectura y el urbanismo en la época republicana ». In Nueva historia de Colombia Planeta, p. 357-396. Bogotá Planeta Ediciones.

Tilly, Charles. 1978. From mobilization to revolution. Reading, Mass.: Addison-Wesley Pub. Co., 349 p.

Tilly, Charles, et Sidney G. Tarrow. 2007. Contentious politics. Boulder: Paradigm Publishers, 245 p.

Torres, Alfonso. 2007. «Freire y la educación popular». Educación de adultos y desarrollo. Vol. 69. En ligne. < http://www.iiz-dvv.de/index.php?article_id=279&clang=3 >. Consulté le 4 avril 2009.

Touraine, Alain. 1984. «Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique». Revue française de sociologie vol. 25, no 1, p. 9-13.

Touraine, Alain. 2007. Penser autrement. Paris: Fayard, 323 p.

Trudelle, Catherine. 2006. «Acteurs urbains en conflit, Québec, 1965-2000 : essai d'analyse statistique». Géocarrefour. Vol. 81, no 2, p. 136-141.

Trudelle, Catherine. 2006. «Trois décennies de conflits urbains dans la région de Québec : visibilité de la participation des femmes entre 1965 et 2000». Recherches sociographiques. Vol. 47, no 1, p. 9-39.

Uprimy, Rodrigo. 2001. Orden democrático y manejo de conflictos. Coll. «Escuela de liderazgo democrático». Bogota: Viva la ciudadanía, 130 p.

Valladares, Licia, et Magda Prates Coelho. 1994 «La investigación urbana en América Latina, tendencias actuales y recomendaciones». UNESCO. En ligne. <<http://www.unesco.org/most/vallspa.htm#ELDESARROLLO>>. Consulté le 3 Avril 2009.

Weber, Max. 1994. Economía y sociedad. Bogotá: Fondo de cultura económica, 846 p.

Whiteford, Andrew Hunter. 1964. Two cities in Latin America: a comparative description of social classes. Garden City, N.Y.: Doubleday, xiii, 266 p.

Yamamura, Eiji. 2008. «Learning effect and social capital: a case study of natural disaster from Japan». Munich Personal RePEc Archive. Vol. 10249, p. 24. En ligne.

<http://mpa.ub.uni-muenchen.de/10249/1/MPRA_paper_10249.pdf>. Consulté le 27 février 2009.

Ziccardi, Alicia. 1997. «De la reforma urbana a la democratización de los gobiernos locales». *América Latina Hoy*. Vol. 15, no 1, p. 21-29. En ligne. <<http://iberoame.usal.es/americalatinahoy/ALH-PDF-TIFF/ALHvol15/ALHvol15ziccardi.pdf>>. Consulté le 13 mai 2009.